BIBLIOTEKA
KATEDRY
PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO
U. J.
008392

LES CAUSES DE LA GUERRE MONDIALE

PRÉCIS HISTORIQUE

CAMILLE BLOCH

DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DU MUSÉE
DE LA GRANDE GUERRE
PROFESSEUR A LA SORBONNE

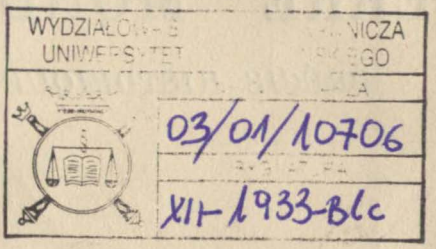
LES CAUSES DE LA GUERRE MONDIALE

PRÉCIS HISTORIQUE

Wydz. Bibl. Prawnicza
1806138098

MCMXXXIII
PAUL HARTMANN, ÉDITEUR
11, RUE CUJAS, PARIS - V^e^

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE LIVRE 50 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN DE RIVES NUMÉROTÉS DE 1 A 50. ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR LES PRESSES MODERNES LE 28 OCTOBRE 1933.


WYDZIAŁOWA
UNIWERSYTET
03/01/10706
XII-1933-Blc

COPYRIGHT BY PAUL HARTMANN 1933.
TOUS DROITS RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS.

AVANT-PROPOS

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif du trône d'Autriche-Hongrie, est assassiné par un très jeune étudiant bosniaque en territoire autrichien, dans la capitale de cette Bosnie-Herzégovine que la Monarchie Dualiste s'était annexée en 1908. Le 28 juillet suivant, le gouvernement austro-hongrois déclare la guerre à la Serbie. Le 1er août, le gouvernement allemand, son allié, déclare la guerre à la Russie. Le 2 août, l'armée allemande pénètre dans le Grand-Duché de Luxembourg, pays neutre, et le ministre allemand à Bruxelles remet au gouvernement de la Belgique, pays neutre, un ultimatum rédigé dès le 26 juillet. Le 3 août, le gouvernement allemand déclare la guerre à la France, alliée de la Russie. Le 4 août, l'armée allemande envahit le territoire belge, et, le même jour, le gouvernement anglais déclare la guerre à l'Allemagne. Le 3 et le 4 août, l'Italie et la Roumanie, qui sont les alliées de l'Allemagne et de l'Autriche, annoncent leur décision de garder la

neutralité dans le conflit européen qui vient d'éclater. Telle fut l'évolution de la période historique connue sous le nom de « crise de juillet 1914 ».

On se propose de faire, dans le style d'une causerie presque familière et sans aucune recherche d'effet littéraire, l'exposé bref, réduit à l'essentiel, des événements de cette période, de montrer leurs rapports et leur enchaînement par un dessin à grands traits, de dégager leur coloration générale, de noter les résonances de l'atmosphère où ils se sont produits.

Pas d'appareil critique, de notes au bas des pages, de discussions de textes, rien de ce qui caractérise au moins extérieurement les ouvrages d'érudition.

Mais, comme le propre de la méthode historique est de n'admettre aucune affirmation sur la seule autorité de celui qui la fait, modeste travailleur ou écrivain illustre, il faut que le lecteur de ce précis puisse exercer un contrôle légitime sur son contenu. Aussi trouvera-t-il dans un appendice final les références à l'appui de la narration, ainsi que la liste des grandes publications et des principaux travaux historiques qui forment la littérature essentielle du sujet.

Un précis de ce genre peut-il être utile? Très probablement. Il vise naturellement moins « les spécialistes » que les personnes qui ne sont pas des spécialistes, et qui seraient accablées, rebutées par la masse des publications de documents officiels, des écrits et périodiques spéciaux de propagande, des commentaires juridiques, des exposés historiques, car c'est à plusieurs dizaines de milliers que s'élève le nombre des textes et des pages à connaître.

On ne trouvera ici aucun jugement exprimé par l'auteur Les seules appréciations incluses dans le récit sont empruntées à deux écrivains allemands, Eugen Fischer et Hermann Lutz. Ils sont profondément animés de l'amour de leur patrie; ils ont été les collaborateurs de la Commission instituée par le Reichstag pour la recherche des causes de la guerre; ils pratiquent correctement les méthodes rigoureuses du travail historique. Pour ces diverses raisons, leur opinion offre la plus sérieuse garantie de sincérité, et aucune susceptibilité nationale, aucune conscience ne peut être choquée de ce qui vient d'eux.

On remarquera que l'exposé est souvent émaillé de mots, de membres de phrases, parfois de citations plus étendues, placées entre guillemets. Grâce à ce procédé, la plus large place possible a été faite aux témoignages documentaires eux-mêmes. Pour employer une formule courante, la parole a donc été laissée avant tout aux faits, tels qu'ils ressortent principalement des sources allemandes et autrichiennes auxquelles il a été presque exclusivement fait appel.

PRINCIPAUX PERSONNAGES

ALLEMAGNE

L'empereur Guillaume II (le Kaiser).

Le chancelier Bethmann-Hollweg, président du Conseil des ministres prussien.

Jagow, secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères (*Wilhelmstrasse*).

Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat.

Lichnowsky, ambassadeur à Londres.

Pourtalès, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

de Schoen, ambassadeur à Paris.

Tschirschky, ambassadeur à Vienne.

de Moltke, chef d'Etat-Major général.

Falkenhayn, ministre de la guerre.

ANGLETERRE

Le roi George V.

Asquith, premier ministre.

Grey, secrétaire d'Etat des affaires étrangères (*Foreign Office*).

Eyre A. Crowe, sous-secrétaire d'Etat.

Nicolson, sous-secrétaire d'Etat.

Bertie, ambassadeur à Paris.

Buchanan, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Goschen, ambassadeur à Berlin.

AUTRICHE-HONGRIE

L'empereur François-Joseph.

Berchtold, ministre des affaires étrangères (*Ballplatz*), président du Conseil des ministres.

Tisza, premier ministre de Hongrie.

Hoyos, chef du cabinet de Berchtold.

Giesl, ministre à Belgrade.

Szápáry, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Szögyény, ambassadeur à Berlin.

Conrad von Hötzendorf, chef d'Etat-Major général.

BELGIQUE

Le roi Albert Ier.

FRANCE

Poincaré, président de la République.

Viviani, président du Conseil, ministre des affaires étrangères (*Quai d'Orsay*).

Bienvenu-Martin, garde des sceaux, ministre intérimaire des affaires étrangères pendant le voyage de Poincaré et Viviani en Russie.

De Margerie, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

Berthelot (Philippe), directeur-adjoint.

Cambon (Jules), ambassadeur à Berlin.

Cambon (Paul), ambassadeur à Londres.

Paléologue, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Messimy, ministre de la guerre.

Général Joffre, chef d'Etat-Major général.

RUSSIE

Le tsar Nicolas II.

Sazonof, ministre des affaires étrangères.

Benckendorff, ambassadeur à Londres.

Iswolsky, ambassadeur à Paris.

Soukhomlinof, ministre de la guerre.

Januskhevitch, chef d'Etat-Major général.

Dobrorolski, chef du service de la Mobilisation.

SERBIE

Le roi Pierre Ier.

Le prince héritier Alexandre, régent.

Pachitch, président du Conseil des ministres.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTAGONISME AUSTRO-SERBE AVANT 1914

Les événements qui ont suivi l'attentat de Serajevo au cours de l'été de 1914 se rattachent directement au conflit austro-serbe, qui n'est lui-même qu'un des aspects du duel entre le germanisme et le slavisme.

Depuis une dizaine d'années, ce conflit n'avait cessé de s'aggraver.

HOSTILITÉ DE L'AUTRICHE-HONGRIE A LA FORMATION D'UNE YOUGOSLAVIE.

Ayant été éliminée successivement de l'Italie et de l'Allemagne à la suite des mouvements nationaux qui ont caractérisé le XIX[e] siècle, l'Autriche a cherché une nouvelle orientation politi-

que. Constituée avec la Hongrie en une Monarchie Dualiste (1867), devenue maintenant un Etat essentiellement danubien, elle s'est rapprochée du jeune Empire allemand, avec l'espoir de trouver, grâce à lui, dans les Balkans, la compensation de sa puissance perdue. Dès 1878, au Congrès de Berlin, Bismarck lui a offert de ce côté un premier gage, en lui faisant attribuer l'administration de la Bosnie-Herzégovine, révoltée contre la domination turque : ainsi a-t-elle pris position en vue de la liquidation prochaine de l'Empire Ottoman. Mais, du même coup, elle atteint au cœur la jeune nationalité yougoslave en voie de résurrection, et elle entre en lutte avec les Slaves du Sud.

Qu'est-ce alors que la Yougoslavie? Ce n'est encore qu'une nation idéale, politiquement morcelée en plusieurs tronçons. Deux d'entre eux, la Serbie et le Monténégro, émancipés du joug turc, restent impuissants dans leur autonomie, isolés qu'ils sont l'un de l'autre par ce sandjak de Novi-Bazar où l'Autriche tient garnison et qui s'enfonce comme un « coin de fer » dans la vieille Serbie même. A l'ouest, la Bosnie-Herzégovine forme un troisième tronçon, qu'occupe et administre l'Autriche-Hongrie. Plus à l'ouest encore, entre la Drave et l'Adriatique, sous la domination hongroise, se trouvent des Croates et des Dalmates, qui, tout en se distinguant des Serbes par la religion, restent avec eux en communauté de race et de langue.

Tous ces Slaves du Sud sont animés d'une aspiration commune à la liberté et à l'unité. Ils rêvent de rétablir l'ancien empire de Douchan le Grand, jadis anéanti par les Turcs. Ils sont pleins de haine contre leurs oppresseurs alle-

mands et hongrois, et c'est vers la Russie, puissance naturellement tutélaire des Slaves, que se tournent leurs pensées et leurs cœurs.

Vis-à-vis d'eux, quelle est la politique de Vienne et de Budapest? Depuis le compromis de 1867, la question slave est devenue, à l'intérieur comme au dehors, l'un des plus graves problèmes de la Monarchie Dualiste. A l'intérieur, malgré la proportion ethnique des éléments slaves, qui, au nord comme au sud, forment près de la moitié de la population de l'empire, la Hongrie est particulièrement hostile à l'idée d'une monarchie tricéphale. On déteste, on méprise, on persécute les Slaves du Sud. A l'extérieur, l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie fait craindre qu'un Etat yougoslave unitaire ne se forme autour du noyau serbe, au détriment de la monarchie austro-hongroise, et ne fasse obstacle aux aspirations de celle-ci vers le bas Danube et vers Salonique. Durant un quart de siècle après le traité de Berlin, l'Autriche a réussi à tenir la Serbie en tutelle, au moyen de son souverain, qui lui est tout acquis. Mais, en 1903, une réaction nationale a amené à Belgrade un sanglant renversement dynastique : les Obrenovitch sont remplacés par les Karageorgevitch, et, dès lors, la Monarchie Dualiste va profiter de toutes les occasions qui lui paraîtront propices pour entraver la réalisation du rêve yougoslave; elle se fera de plus en plus agressive.

ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE.

La première occasion lui est fournie par la crise turque de 1908, qui se produit au lendemain de cette guerre avec le Japon, d'où la Russie est sortie affaiblie, peu capable d'une énergique action au dehors. Vienne décide de transformer l'occupation provisoire de la Bosnie-Herzégovine en une annexion définitive. Elle y parvient sans avoir besoin de recourir à son armée. Il suffit à l'Empereur François-Joseph de proclamer, en pleine paix, qu'il exauce le vœu des populations occupées en les plaçant sous la souveraineté effective de sa couronne. A cette violation du traité de Berlin, la Serbie, frémissante de colère, veut résister; elle mobilise son armée. Elle compte sur l'appui de la Russie; mais le gouvernement du Tsar se sent impuissant à soutenir par les armes celui de Belgrade. Quant à l'Angleterre et à la France, malgré leurs rapports étroits avec la Russie, elles ne sont pas disposées à s'engager dans un conflit pour les Balkans. Le ministre austro-hongrois des affaires étrangères, Aehrenthal, est, au contraire, fermement soutenu par le chancelier allemand Bülow, qui va jusqu'à lancer un ultimatum au cabinet de Saint-Pétersbourg pour le sommer d'accepter le changement apporté dans la situation qu'avait prévue le traité de Berlin.

Ainsi appuyé, Aehrenthal réussit à imposer à la Serbie une humiliation, à laquelle consentent les Puissances, désireuses avant tout d'éviter des

complications plus graves; il la contraint à déclarer solennellement (31 mars 1909) « qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli » et qu'elle s'engage à vivre désormais « sur le pied d'un bon voisinage » avec l'Autriche. Guillaume II, félicitant François-Joseph du succès de sa politique, prédisait que l'annexion serait « une bénédiction » pour la Bosnie-Herzégovine. Mais la Serbie ne se consolera jamais de ce qu'elle juge être une « mutilation », et c'est le ministre allemand à Belgrade qui écrira lui-même, au début de juillet 1914, que la capitulation de 1908-1909 « a infligé à l'âme serbe une blessure qui ne s'est pas cicatrisée [1] ».

LE PROCÈS D'AGRAM ET LE PROCÈS FRIEDJUNG

Le peuple serbe gardera aussi l'amer souvenir d'un autre événement qui s'est produit au temps de l'annexion : le procès intenté aux chefs et aux membres de la coalition serbo-croate, qui menaient avec succès une propagande en faveur de l'union de tous les éléments sud-slaves. Accusés de haute trahison et d'affiliation à des sociétés secrètes serbes, trente et un d'entre eux sont condamnés par le tribunal d'Agram aux travaux forcés, après une instruction et des débats si scandaleux qu'il faut ensuite les grâcier.

Les documents qui avaient servi à l'accusation pour justifier le crime de conspiration contre l'Etat austro-hongrois avec la complicité de

la Serbie, sont ensuite utilisés par l'historien Friedjung, que les chefs de la coalition assignent à leur tour en justice; le professeur tchèque Masaryk établit qu'ils avaient été forgés à la légation autrichienne de Belgrade. La révélation de ces faux fournit un élément de plus à la haine contre Vienne; elle eut, au préjudice moral de la Monarchie Dualiste, un grand retentissement au dehors, qui durait encore au mois de juin 1914 [2].

LES GUERRES BALKANIQUES

Les guerres balkaniques de 1912 et 1913, qui suivirent la guerre italo-turque de 1911, vinrent approfondir les rancunes de la Serbie contre l'Autriche. Quand, en 1912, les armées de la Ligue balkanique, formée (sous les auspices de la Russie) entre la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce, eurent conquis la Macédoine sur l'armée du Sultan et furent arrivées jusqu'aux portes de Constantinople, l'Autriche décida de mobiliser contre la Serbie pour l'empêcher de recueillir le bénéfice de ses victoires. Elle s'oppose à ce que le royaume ait sur l'Adriatique un port d'accès et une base navale; elle veut entraver son développement par la création d'une Albanie autonome, qui serait une barrière entre lui et la mer; elle n'admet pas que le Monténégro s'établisse sur la rive albanaise. D'ailleurs, ce n'est pas seulement la Serbie qu'elle se prépare à combattre par les armes;

pensant que la Russie pourrait éventuellement venir à son aide, elle mobilise aussi dans la province frontière de Galicie. Mais l'action modératrice de toutes les Puissances permet d'éviter la guerre en obtenant du Tsar un acquiescement aux exigences autrichiennes contre l'installation de la Serbie sur l'Adriatique et à la constitution d'un Etat albanais.

Dans la seconde guerre balkanique, celle de la Bulgarie (poussée par Vienne) contre ses alliés de l'année précédente, les victoires serbes font renaître l'inquiétude de l'Autriche, qui songe de nouveau à attaquer la Serbie. Mais l'Italie et l'Allemagne refusent de se faire ses complices. Par le traité de Bucarest (10 août 1913), la Serbie s'agrandit du côté de la Macédoine dans de vastes proportions, tandis que le Monténégro reçoit un débouché maritime. Deux mois plus tard, Vienne oblige pourtant par un ultimatum la Serbie à évacuer les points stratégiques qu'elle vient d'occuper à la frontière albanaise. L'Allemagne, qui avait antérieurement joint ses efforts à ceux des autres puissances en vue de la paix, approuve maintenant cette politique viennoise, assure l'Autriche qu'elle peut compter « absolument » sur son appui.

De quelque fierté que leurs brillants succès emplissent l'âme des Serbes, ils n'en conserveront pas moins un vif ressentiment contre une Autriche-Hongrie impitoyablement hostile à leur renaissance nationale. De son côté, le Gouvernement de Vienne, pour qui le traité de Bucarest est un « coup cuisant », ne se résignera pas à ses conséquences : il n'acceptera ni l'augmentation du prestige de la Russie dans la Péninsule, ni l'accroissement du royaume de Bel-

grade, vers lequel vont s'orienter de plus en plus les aspirations des Slaves du Sud de la monarchie, exaltés par les victoires de leurs frères du dehors. Vienne songera désormais à une revision du traité [3].

VIOLENCE DES SENTIMENTS AUTRICHIENS CONTRE LA SERBIE

Le désir d'une revanche est puissant dans les hautes sphères militaires autrichiennes. Le chef de l'Etat-Major général, Conrad von Hötzendorf, le manifeste sans relâche dans ses conversations, ses lettres, ses mémoires. Son thème favori, c'est que « toute politique balkanique » doit tendre à l'annexion de la Serbie, cet adversaire qu'il qualifie d' « agressif », d' « inexorable »; pas d'autre voie de salut dans la « lutte pour l'existence » à laquelle l'Autriche est condamnée par le péril sud-slave. Quinze jours avant le traité de Bucarest, il reprend son leitmotiv auprès de Berchtold, successeur d'Aehrenthal, lui dit que « pour le but final, il vaut la peine d'assumer la responsabilité d'une guerre avec toutes ses conséquences » [4]. On a calculé qu'il proposa d'entrer en conflit armé avec la Serbie vingt-cinq fois entre le 1er janvier 1913 et le 1er juin 1914 [5].

Les idées de Conrad, ce qu'on a appelé son « fanatisme de la guerre », ont peu à peu pénétré dans les milieux officiels non militaires, renforcé leur aversion et leur mépris pour les Ser-

bes, ces « lâches », ces « sauvages », ces « bandits », cette « vermine ». Les autorités austro-hongroises de Bosnie-Herzégovine souhaitent instamment le châtiment des « provocations serbes » par une guerre qui libèrera la monarchie du danger et la maintiendra au rang de grande puissance [6].

L'INTERVENTION RUSSE PRÉVUE COMME CONSÉQUENCE D'UNE AGRESSION CONTRE LA SERBIE

Quand Conrad faisait allusion à « toutes les conséquences » d'une guerre, c'est à l'intervention de la Russie qu'il pensait. Le gouvernement de Vienne, comme tous les gouvernements, d'ailleurs, savait que celui du Tsar ne pouvait pas abandonner la Serbie si elle était attaquée en vue d'un démembrement, et qu'alors éclaterait une guerre générale : « Que l'intervention de la Russie contre la monarchie provoque aussi l'intervention de l'Allemagne contre la Russie, et par là celle de la France contre l'Allemagne, c'est chose inévitable », ainsi s'exprimait Conrad lui-même. Un tel résultat était, en effet, fatal à cause des obligations de l'alliance austro-allemande d'une part, de celles de l'alliance franco-russe de l'autre [7].

C'est précisément pour écarter une si terrible menace que les puissances de l'Entente, avec le ferme concours de l'Allemagne, avaient jusqu'ici empêché Vienne de commettre aucun acte irréparable.

INQUIÉTUDES QUE LA POLITIQUE ALLEMANDE INSPIRE A L'EUROPE

Un simple coup d'œil sur l'état de l'Europe fait comprendre qu'un conflit armé de l'Autriche avec la Serbie pouvait amener une conflagration générale. Depuis quelque douze ans, la tension politique s'était accrue entre les principales puissances, et les armements avaient pris un redoutable développement.

A partir de 1902, l'évolution de la politique italienne et de la politique anglaise avaient modifié la position respective des deux groupements qui s'étaient formés dans le dernier quart du XIX[e] siècle, Triplice et Duplice. D'une part, l'Italie, se rapprochant de la France, avait renoncé vis-à-vis d'elle à l'attitude provocante qu'elle avait prise avec Crispi, et sa présence dans la Triplice avait perdu tout caractère agressif. D'autre part, l'Angleterre, mécontente des rebuffades qu'elle essuyait à Berlin avec Guillaume II, inquiète des manifestations de la nouvelle politique allemande, la « Weltpolitik », cette politique mondiale qui menaçait sa suprématie commerciale et maritime, avait été amenée elle-même à se rapprocher de la France et à régler avec elle par une « entente cordiale » les intérêts qu'elle avait dans le monde (1904).

L'Allemagne prit ombrage de ce double rapprochement, qui, après l'alliance franco-russe, ébranlait les bases de l'édifice bismarckien. Regardant comme une menace l'entente franco-an-

glaise, elle avait tenté, afin de la rompre, une première « épreuve de force », en profitant des revers qui laissaient la Russie affaiblie par sa guerre avec le Japon pour intervenir au Maroc; l'Europe, en 1905, s'était vue à deux doigts de l'incendie. Pour conserver la paix, la France avait accepté l'humiliation de sacrifier le ministre de l'Entente Cordiale, Delcassé. Mais la conférence d'Algésiras, réunie sur la demande de la Wilhelmstrasse, n'avait fait, en apaisant le conflit, que confirmer les nouvelles positions de l'échiquier européen, et l'Allemagne demeurait mécontente de l'insuccès relatif de son geste.

Trois ans plus tard, à la faveur de la révolution turque, l'Autriche-Hongrie à son tour, vigoureusement appuyée par l'Allemagne, avait fait une nouvelle épreuve de force, contre la Russie cette fois, en annexant la Bosnie-Herzégovine, et cette épreuve s'était résolue par une capitulation russe, qui mortifiait l'âme slave en laissant un abcès ouvert au flanc de l'Europe (1908-1909).

Cependant l'Angleterre se rapprochait de la Russie, et l'Allemagne, voyant se dessiner une Triple Entente anglo-franco-russe au moment où l'Italie semblait se détacher de la Triplice, était hantée de l'idée d'un « encerclement », dont elle attribuait l'initiative à Paris et à Londres. Deux années s'étaient à peine écoulées que, réveillant le conflit de 1905 par une nouvelle démonstration au Maroc, la Wilhelmstrasse avait encore une fois cherché à éprouver la valeur de l'Entente au risque de mettre la paix en péril; la crise (1911) fut aiguë, se termina par un compromis pénible, laissa l'Europe dans une atmosphère d'orage.

Si l'Angleterre, dans cette crise, s'était dès le premier moment placée du côté de la France, elle demeurait pourtant prête à rechercher une entente avec l'Allemagne pour arrêter la rivalité maritime qui, depuis quinze ans, menaçait la paix du monde. Ç'avait été l'objet de la mission à Berlin du ministre de la guerre, lord Haldane, après les événements de 1911. Mais cette mission échoua, parce que Guillaume II et ses conseillers avaient entendu lier les mains à l'Angleterre, et subordonner tout accord à la promesse de la neutralité britannique dans l'éventualité d'une guerre franco-allemande.

C'est à ce moment qu'avait éclaté la guerre balkanique, crise dernière qui était venu aggraver encore la situation générale en rouvrant brutalement la liquidation de la Turquie et en réveillant du même coup l'antagonisme des puissances austro-allemandes et de la Russie.

Alors que les circonstances de cette guerre faisaient craindre un conflit entre Autriche et Russie, les accords franco-anglais de novembre 1912 étaient intervenus. Il n'y était question ni d'une alliance ni même d'un engagement absolu de concours militaire. Tout ce que, dans un simple échange de lettres entre chancelleries, l'Angleterre admettait, c'est qu'au cas où la situation internationale serait menaçante, les deux pays procéderaient en commun à son examen, et décideraient s'il y avait lieu de donner suite aux arrangements d'ordre technique que les états-majors avaient déjà faits sans qu'il en résultât aucune obligation pour leurs gouvernements.

Le mobile de la politique anglaise, c'était le besoin de résister à la puissance navale crois-

sante de l'Allemagne. Une entente s'étant avérée impossible, l'Angleterre aussi renforça sa marine. Comme elle, les autres grandes puissances européennes participèrent à « la course aux armements ».

L'initiative, pour l'armée de terre, fut prise également par l'Allemagne au cours des années 1911 et 1912; son plus gros effort se produisit dans le premier semestre de 1913, où fut discutée et votée par le Reichstag une loi qui augmentait considérablement les effectifs. C'est pour y répondre que la France transforma de nouveau son régime de service militaire et rétablit la durée de trois ans à laquelle elle avait récemment renoncé. La Russie dressa aussi un programme de renforcement de ses effectifs et de ses armements, d'amélioration de son réseau de chemins de fer : ce programme ne devait toutefois être achevé qu'en 1917. Il y eut même entre la Russie et l'Angleterre un projet d'entente navale, qui n'avait pas encore abouti au milieu de l'année 1914.

L'ALLEMAGNE CONVAINCUE DES DISPOSITIONS PACIFIQUES DE L'ENTENTE

L'Europe vivait donc dans l'anxiété; elle sentait que la paix générale risquait d'être rompue d'un moment à l'autre. Or la situation avait ce caractère singulier que l'Allemagne, dont l'activité politique était si troublante, savait que les dispositions de l'Entente étaient pacifiques. Les

témoignages du fait sont nombreux. L'un des plus frappants est une lettre de Moltke à Conrad; au mois de mars 1914, il lui écrit : « Je ne crois pas que la Russie cherche ou cause prochainement une occasion de guerre contre l'Autriche, ou, ce qui revient au même, contre nous. Il faut encore moins s'attendre pour le moment de la part de la France que de la part de la Russie à une attitude agressive. » Il pense que, si la France s'est appliquée à fortifier militairement son alliée, « elle la poussera difficilement à une guerre à bref délai contre la Triple-Alliance ». Il signale enfin la prudente réserve sur laquelle se tient l'Angleterre [8]. Un autre témoignage particulièrement notable est celui de l'ambassadeur d'Autriche à Paris, peu de jours avant l'attentat contre l'Archiduc François-Ferdinand. Au sortir d'un entretien sur l'Albanie avec le président Poincaré, en présence de l'ambassadeur d'Italie, il écrit à son gouvernement, que visiblement l'homme d'Etat français « désire éviter le plus possible les complications [9] ».

LA CRAINTE ALLEMANDE DE « L'ENCERCLEMENT »

Mais l'empereur Guillaume II, l'Etat-Major général et la Wilhelmstrasse se croient pourtant victimes d'une conjuration des Puissances contre la sécurité de l'Allemagne; ils leur attribuent, comme on l'a vu, la volonté d'empêcher une grande nation de se faire « sa place au soleil », suivant leur locution favorite, la volonté de l' « encercler ». Cette opinion s'enracine chaque

jour plus profondément dans leur esprit. Recevant, le 1er juin 1914, à Potsdam, le colonel américain House, l'ami et le représentant du président Wilson, Guillaume II lui fait cette déclaration : « L'Allemagne fut pauvre, elle est en train de s'enrichir, et quelques années de paix la rendront tout à fait riche. De tous côtés, on la menace. Les baïonnettes de l'Europe sont pointées sur elle [10]. »

L'ESPRIT D'AGRESSIVITÉ DANS LES HAUTES SPHÈRES ALLEMANDES

Au moment où il tient ce langage, l'Empereur et, comme lui, le haut personnel de la Wilhelmstrasse, a, depuis plusieurs mois, modifié le point de vue pacifique où il s'était placé pendant les dernières guerres balkaniques. Maintenant tous envisagent l'éventualité d'un conflit général entre la Triple Alliance et la Triple Entente, dont le point de départ sera une initiative militaire de l'Autriche contre la Serbie. Ils estiment que l'allié viennois ne peut pas demeurer dans l'état de faiblesse et d'infériorité où l'a réduit le traité de Bucarest, qu'il doit chercher à reconquérir au plus vite le prestige perdu dans les Balkans au profit de la Russie.

Pendant l'automne de 1913, Guillaume II manifeste à plusieurs reprises son opinion dans des termes d'une absolue netteté. A Conrad, il dit qu'à son avis, « la mesure est comble ». Il recommande une action énergique contre la Serbie, promet son plein appui. « Je marche avec vous.

Les autres Puissances ne sont pas prêtes, elles ne chercheront pas à contrarier votre action. Vous devez être à Belgrade en quelques jours. J'ai toujours été un partisan de la paix, mais il y a des limites à cela. J'ai beaucoup lu sur la guerre, et je sais ce qu'elle signifie. Mais vient enfin une situation où une grande puissance ne peut rester plus longtemps spectatrice, mais doit saisir son épée [11]. » Quelques jours après, il dit des choses analogues au ministre autrichien des affaires étrangères Berchtold. Il juge nécessaire de faire disparaître la menace panslaviste, trouve que « les Slaves ne sont pas nés pour commander, mais pour servir; il faut les en faire souvenir. Et s'ils croient que le salut leur viendra de Belgrade, il faut leur montrer qu'ils se trompent. » Il conseille de « domestiquer » la Serbie, de l'obliger à mettre son armée « à la disposition de l'Autriche », afin que la sécurité de la Monarchie soit garantie. Il ajoute : « Si les Serbes refusaient, eh bien! il faudrait employer la force; car lorsque S. M. l'Empereur François-Joseph demande quelque chose, le gouvernement serbe n'a qu'à se plier et, s'il ne le fait pas, il faut bombarder Belgrade jusqu'à ce que la volonté de S. M. soit accomplie. » Il promet d'appuyer l'initiative autrichienne, et, accompagnant ses paroles d'un geste de la main, se déclare « prêt à tirer le sabre à tout moment si la marche en avant (de l'Autriche) le rend nécessaire ». Il confie à son interlocuteur que la Russie est incapable de faire la guerre avant six ans, par conséquent qu'on peut être « tranquille à son sujet » [12].

A peine a-t-il eu cette conversation avec Berchtold qu'au roi des Belges, stupéfait et alarmé, il

dévoile des perspectives et des espérances de grande portée, annonce comme « inévitable et prochaine » une guerre, qui sera victorieuse, contre une France attachée obstinément à l'idée de la revanche et rétive à toute entente avec l'Allemagne. Moltke parle à Albert Ier dans le même sens que son souverain. L'Empereur est donc nettement acquis à l'idée d'une guerre, qui éclatera dans les Balkans et s'étendra aussitôt à toute l'Europe [13].

PLAN DE L'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND CONTRE LA NEUTRALITÉ BELGE

Il est difficile de dire sous quelle influence s'était produit ce changement. Le ministre des affaires étrangères, Kiderlen-Wächter, l'a attribué aux conseils belliqueux que donnait à Guillaume II son entourage familial [14]. Mais l'action de son entourage militaire a été certainement très forte. L'Etat-Major allemand avait conçu depuis longtemps le plan de guerre suivant, qui était l'œuvre du comte Schlieffen : au cas d'un conflit avec la France, on l'attaquerait par la Hollande et la Belgique, c'est-à-dire par deux pays neutres. Formé dès 1899, ce plan reçut de son auteur quelques modifications en 1904. Cette année-là, Schlieffen aurait même voulu que Bülow profitât de la situation politique des Puissances de l'Entente pour provoquer la France isolée, qui ne pouvait compter ni sur l'Angleterre affaiblie par la guerre des Boërs, ni sur la Russie engagée dans son conflit avec le Japon. Il demandait au chancelier d'exploiter l'affaire marocaine à cette intention [15]. Guil-

laume II connut, approuva le plan Schlieffen; car, en 1905, indigné de la visite d'une escadre anglaise dans la mer Baltique et songeant à la possibilité d'une guerre avec la Grande-Bretagne, il voulait qu'un ultimatum fût adressé immédiatement à la Belgique et à la France afin de les sommer de prendre, dans un délai de six heures, parti pour ou contre l'Allemagne : « Nous devons envahir la Belgique, ajoutait-il, aussitôt qu'elle se sera déclarée. » Mais Bülow estima qu'il ne fallait pas laisser pressentir de telles intentions à la Belgique, parce qu'elle ne manquerait pas de se fortifier contre l'Allemagne et d'avertir la France, qui se préparerait pour une éventualité menaçante [16]. Moltke, devenu chef d'Etat-Major général, adopta une partie des conceptions de son prédécesseur. Au début de l'année 1913, son collaborateur, le colonel Ludendorff, prévoyait la lutte sur le front français et sur le front russe à la fois, et formulait les directives suivantes : « Garder la défensive d'un côté avec de faibles forces, pour pouvoir prendre l'offensive de l'autre. Ce dernier côté ne peut jamais être que la France. On peut espérer une décision rapide, tandis qu'une guerre offensive du côté de la Russie est sans issue. Mais pour agir offensivement contre la France, il sera nécessaire de violer la neutralité de la Belgique » [17]. L'idée que l'état de l'Europe, l'insuffisante préparation de l'Entente à faire la guerre créaient des circonstances favorables dont il faltait profiter immédiatement est exprimée à Conrad, le 12 mai 1914, par Moltke, que nous avons vu deux mois auparavant constater l'esprit pacifique de la Russie, de la France et de l'Angleterre. « Si l'on tardait davantage, dit-il

à son collègue autrichien, les chances de succès diminueraient. » Il lui faisait part de son espérance d' « en avoir fini avec la France six semaines après l'ouverture des hostilités, ou tout au moins être assez avancés pour porter le gros de nos forces sur le front oriental » [18]. Peu de jours après (1er juin 1914), il tenait à l'ancien chargé d'affaires alemand à Londres, le baron d'Eckardstein, des propos du même genre [19].

Ces témoignages émanant des personnages les plus qualifiés dénotent une continuité de vues et d'intentions dirigées vers une prochaine action militaire déclenchée par les Empires Centraux. Comme ces projets étaient connus ou soupçonnés des autres Puissances, elles jugeaient très dangereux pour la paix l'état d'esprit du gouvernement allemand, que l'on avait déjà vu recourir à des actes d'intimidation et qui faisait construire des chemins de fer stratégiques à proximité de la frontière belge.

L'OPINION ALLEMANDE EXCITÉE A LA GUERRE

L'opinion allemande, sur laquelle s'exerçait fortement depuis plusieurs années la propagande des théories pangermanistes, s'accoutumait aussi à l'idée de la guerre. Elle lui était présentée dans les ouvrages d'écrivains militaires que de grands succès de librairie favorisèrent peu de temps avant les événements de 1914. Tel est le cas de celui du général de Bernhardi et de son livre sur « L'Allemagne et la prochaine guerre », dont la première édition parut en 1911. Un autre, plus récent (mars 1914), celui du colonel Frobenius,

recommandait à l'Allemagne de saisir « l'heure du destin » et d'engager la guerre avant que la Russie et la France, poussées par l'Angleterre, n'eussent achevé leurs préparatifs et ne fussent à même d'engager une lutte décisive contre la pacifique Allemagne. « Jamais peuple, déclarait-il, n'aura été attaqué plus contrairement au droit dans la guerre prochaine; jamais nation n'a fait preuve autant que l'allemande dans les dernières années, de patience et de longanimité, alors que de tous côtés on la jalousait et on cherchait à l'irriter; s'il est un peuple et un souverain qui aient jamais montré la ferme volonté d'être une citadelle de la paix, c'est l'Allemagne et c'est l'empereur Guillaume II [20]. » La thèse de la guerre préventive contre des ennemis conjurés, mais encore imparfaitement prêts, thèse qui était, comme on voit, courante, est celle qui triomphera au mois de juillet 1914.

En fin de compte, voici comment on peut résumer l'exposé préliminaire qui précède. Dans les Balkans, il y a une poudrière; s'en approcher avec une torche enflammée, c'est à coup sûr la faire sauter, et provoquer sciemment une guerre générale. Si tendues que soient les relations des deux groupes de Puissances en présence, il est possible, avec de la bonne volonté, de ne pas mettre le feu. Les historiens les moins défavorables aux thèses de la propagande allemande reconnaissent que, pas plus qu'en 1909 et en 1911, la guerre ne devait éclater en 1914 comme par l'effet d'une fatalité inéluctable [21]. Si l'immense incendie se déclare, c'est donc que quelqu'un aura délibérément mis le feu aux poudres.

CHAPITRE II

L'ATTENTAT DE SERAJEVO

CIRCONSTANCES DE L'ATTENTAT

Le dimanche 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, qui assistait comme inspecteur d'armée aux manœuvres autrichiennes dans les environs de Serajevo, fait, avec son épouse morganatique, Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg, dans la capitale de la Bosnie une entrée solennelle, annoncée depuis quelque temps. C'est le Vidov Dan (jour de saint Vitus ou saint Guy), anniversaire de cette bataille de Kossovo où s'était joué, 525 ans plus tôt, le sort de l'ancien royaume indépendant de Grande Serbie, détruit alors par les Turcs. Cet événement, jusque-là regardé comme un deuil patriotique, devait être célébré comme une fête, maintenant que les guerres de 1912 et 1913 avaient rendu son prestige à la Serbie victorieuse. La population bosniaque, dont le cœur était resté fidèle à la Serbie malgré l'annexion, observait le Vidov Dan comme les populations sœurs du royaume de Belgrade.

La visite officielle du couple princier, faite un

jour où la passion nationale devait être particulièrement exaltée, n'était évidemment pas sans danger. A telles enseignes que le ministre de Serbie à Vienne était allé voir, dès le 5 juin, le ministre austro-hongrois des affaires de Bosnie-Herzégovine pour lui confier la crainte qu'il avait de quelque déplorable effet de la surexcitation patriotique : « Parmi les jeunes gens, lui avait-il dit, il peut s'en trouver un qui mette dans son fusil ou son revolver une cartouche à balle à la place d'une cartouche à blanc. Il peut tirer, et sa balle peut frapper celui qui a donné l'ordre [21bis]. » Le Ministre austro-hongrois n'attacha pas d'importance à cette communication, — où il ne vit peut-être qu'une vague hypothèse pessimiste, — et n'y donna aucune suite.

L'événement, annoncé discrètement comme possible, se produisit, mais dans des conditions différentes de celles qui avaient été envisagées par le ministre de Serbie.

L'archiduc en uniforme de gala, et sa femme, accompagnés du général Potiorek, gouverneur de la Bosnie-Herzégovine, parcourent en automobile la ville ensoleillée, tandis que d'autres voitures transportent leur suite, ainsi que les autorités locales. La foule des spectateurs se presse sur les trottoirs; elle n'est contenue par aucun cordon de troupes, à la différence de ce qui s'était passé lors de la visite de l'empereur François-Joseph en 1910.

Pendant que le cortège se dirige vers l'Hôtel de Ville, une bombe est lancée sur la voiture de l'archiduc; elle n'atteint personne, mais, en éclatant sur le sol où elle retombe, blesse quelques spectateurs civils, ainsi qu'un officier assis dans l'auto qui suit celle de François-Ferdinand. Après

la réception à l'Hôtel de Ville et avant le déjeuner qui doit avoir lieu au Konak, résidence du gouverneur, le prince décide d'aller voir à l'hôpital l'officier blessé. A un moment où la marche de sa voiture se trouve ralentie par suite d'une fausse manœuvre du chauffeur, deux coups de revolver viennent frapper mortellement l'archiduc et sa femme.

Les auteurs du double attentat, arrêtés sur-le-champ, sont deux très jeunes gens, nommés Tchabrinovitch et Printsip, celui-ci le meurtrier. Nés en Bosnie, ils sont sujets autrichiens. Ils avouent être venus de Belgrade, où ils s'étaient approvisionnés des engins dont ils avaient fait usage. Ils affirment que leur résolution de mettre à mort l'archiduc, loin d'être improvisée, remonte à plusieurs semaines.

L'AUTRICHE VEUT FAIRE A LA SERBIE UNE GUERRE DE VENGEANCE

Aussitôt après l'événement de Serajevo, qu'avaient précédé, dans les dernières années, plusieurs autres attentats, c'est la Serbie elle-même qui est mise en cause par l'Autriche pour sa « complicité morale indéniable » [22]. Les autorités gouvernementales inclinent immédiatement vers les mesures de violence : le général Potiorek estime que seule « une action énergique dans le domaine de la politique extérieure » permettra de « rétablir en Bosnie-Herzégovine la tranquillité et une situation normale » [23]. Le conseiller à la légation de Belgrade, von Storck,

dit catégoriquement qu'il faut saisir une occasion propice pour porter au royaume serbe « un coup qui l'anéantira ». Doit-on, ajoute-t-il, « se prêter longtemps encore à cette politique serbe faite d'attaques effrontées et de lâches coups d'épingle, ou ne serait-il pas indiqué de saisir le premier prétexte de querelle avant que la Serbie ne soit devenue un facteur militaire au sens européen du mot? » [24] C'est la même opinion qui prévaut au Ballplatz de Vienne, siège du ministère des affaires étrangères : il faut en finir avec la Serbie. A cet égard, le témoignage décisif est celui du chef même de la politique austro-hongroise, le comte Berchtold. Il ne se contente pas de stigmatiser Belgrade comme le centre d'où les auteurs de l'attentat ont reçu l'impulsion. Il déclare au premier ministre hongrois Tisza « son intention de faire du crime atroce de Serajevo l'occasion d'un règlement de comptes avec la Serbie » [25]. Mais cette intention, il faut la tenir secrète. Il donne dans ce sens des instructions à von Storck; le diplomate autrichien fait montre de tant d'ardeur que son chef est obligé de le rappeler à la circonspection : « Nous n'avons pas pour le moment intérêt, lui écrit-il, à donner à Belgrade l'impression que vous avez reçu l'ordre de profiter des affaires en cours ou analogues pour forcer la note. Vous voudrez donc bien exécuter les ordres qui vous parviendront auprès du gouvernement serbe avec le plus grand calme et la plus grande objectivité, mais en même temps de façon à ce qu'un prétexte tardif de malentendu ou une négation de communications reçues soient rendus impossibles au gouvernement de là-bas. Lorsque l'enquête sera tout à fait ter-



SERAJEVO

« L'ÉTINCELLE DE L'INCENDIE MONDIAL »

(*Musée de la Grande Guerre.*)

minée, le moment viendra d'être résolu sur les conséquences politiques que nous devrons en tirer » [25 bis].

LA COMPLICITÉ DE LA SERBIE NE PEUT ÊTRE PROUVÉE

Etant donné l'état d'esprit des personnalités qui dirigeaient la politique autrichienne, elles auraient souhaité pouvoir établir une connivence serbe dans l'assassinat, mais elle ne put être prouvée.

Sans doute, il fut établi que des officiers et des fonctionnaires serbes avaient aidé plus ou moins directement les conspirateurs. Ceux-ci, qui avaient fréquenté à Belgrade les milieux slaves révolutionnaires, y avaient été aussi en rapport avec les membres d'une association dite *Narodna Odbrana* (La défense nationale), qui travaillait à propager l'idéal de l'unité yougoslave dans la province annexée comme en Serbie. Une complicité particulièrement incontestée aujourd'hui est celle d'un personnage d'une énergie farouche, le colonel Dimitriyévitch, attaché à l'Etat-Major comme chef du service des renseignements, et de la société secrète, à caractère terroriste, nommée *La Main Noire*, sur laquelle lui et ses lieutenants avaient la plus haute influence, et qui a pris une très grande part à la préparation du crime de Serajevo.

Mais les résultats de l'enquête faite aussitôt après l'attentat obligèrent les autorités autrichiennes à reconnaître l'innocence de la Serbie

officielle. La conclusion du rapport du conseiller von Wiesner, chargé d'une mission sur place, doit être textuellement citée [26] : « La complicité du Gouvernement serbe dans la direction de l'attentat, dans sa préparation, ou la livraison des armes n'est prouvée par rien, ni même à présumer. Bien plus, il y a des raisons qui font considérer cela comme impossible ». Ce qu'incrimine von Wiesner, c'est seulement la faveur montrée envers la propagande pour l'unité serbo-croate. Encore est-il très réservé quand il en vient à résumer ces constatations. Il se borne à dire que « les pièces datées d'avant l'attentat n'offrent aucune preuve que le Gouvernement serbe ait encouragé la propagande. Par contre, il y a quelques documents, assez précaires, il est vrai, mais suffisants, pour démontrer que ce mouvement, parti de Serbie, et entretenu par des associations, est toléré par le Gouvernement serbe ». Ainsi, pas de complicité directe ni d'encouragement à la propagande, voilà ce qui est certain pour l'enquêteur officiel; le grief se borne en définitive à celui de la tolérance pour le mouvement austrophobe.

Cette restriction des termes de l'accusation contre la Serbie ressort aussi des déclarations du juge d'instruction, Léo Pfeffer, au cours du procès des auteurs de l'attentat, qui eut lieu au mois d'octobre 1914. Il met formellement hors de cause la Serbie officielle, qui, dit-il, n'a pas connu les intentions des accusés. Il qualifie de « stupide » l'accusation portée contre le gouvernement, et ajoute : « Le dossier établi au cours de mon instruction prouve indiscutablement, non seulement que la Serbie officielle n'a

rien su de l'attentat, mais encore que ceux qui l'ont préparé se sont cachés d'elle » [27].

La carence de toute preuve donna même de l'inquiétude à Berchtold sur l'issue du procès; craignant soit un acquittement, soit une condamnation trop douce, il chercha à faire pression sur les juges. C'est ce que montre sa lettre du 1er octobre 1914, donc peu avant l'ouverture des débats, au ministre austro-hongrois des affaires de Bosnie-Herzégovine. Il attire son attention sur les conséquences très défavorables qu'aurait « un verdict qui ne répondrait pas à ce qu'on en attend... il compromettrait les déclarations émanant des autorités de Bosnie-Herzégovine sur l'enquête, et, par conséquent, la première action diplomatique contre la Serbie; d'une façon générale, notre droit à entrer avec la Serbie dans un conflit qui a donné naissance à la guerre mondiale serait mis lui-même en question » [28].

Ainsi, il ne peut s'agir ici de complicité officielle. Elle était, d'ailleurs, invraisemblable, à cause de l'état d'hostilité profonde existant en 1914 entre la « Main Noire » et le gouvernement, qu'elle combattait avec vigueur. L'élément militaire, qui y prédominait, ces officiers qui avaient assuré les récents succès serbes, reprochaient au ministère radical, présidé par Pachitch, de manquer d'égards envers cette armée qui prétendait incarner la nation. Dimitriyévitch et son entourage furent étroitement mêlés aux intrigues politiques, qui, peu de semaines avant le drame du 28 juin, faillirent amener la chute du cabinet Pachitch. Ils étaient même hostiles à ce vieux roi Pierre Karageorgevitch, qui était monté sur le trône après l'assassinat du roi

Milan et de la reine Draga, dans lequel ils avaient trempé. Il y avait un état de très forte tension entre les autorités civiles et les officiers animés d'un « esprit prétorien » [29]. L'idée d'une connivence du gouvernement avec les fauteurs et les auteurs de l'attentat du 28 juin se heurte à une objection fondamentale, en quelque sorte dirimante.

Le Ballplatz ne put donc, en 1914, formuler une inculpation précise. Pour demander raison au Gouvernement serbe lui-même du meurtre de l'archiduc par Printsip, il se contenta du grief dont le ministre allemand à Belgrade donnait la définition suivante : « Il a créé l'atmosphère qui seule rend possibles ces explosions de fanatisme sauvage » [30]. Motif suffisant aux yeux du Gouvernement austro-hongrois pour saisir l'occasion qu'offraient des circonstances affreuses, de réaliser le grand dessein : anéantir la Serbie. Ainsi se produisait une situation que le ministre russe Sazonof prédisait dès le début de 1914. « A un moment donné, déclarait-il, surtout si l'Allemagne y est disposée, le courant belliqueux dont les partisans font ressortir que la guerre est peut-être le seul moyen de solutionner des difficultés intérieures inextricables, peut prendre le dessus » [31]. Le « moment donné », ce fut le drame de Serajevo.

Le récit des négociations qui se placent entre le jour du crime et la déclaration de guerre à la Serbie montrera comment la volonté autrichienne de guerre en est venue à ses fins.

« Surtout si l'Allemagne y est disposée », écrivait Sazonof. Ce sont effectivement les dispositions de l'Allemagne que l'Autriche voulut immédiatement connaître.

CHAPITRE III

L'ALLEMAGNE CONSEILLE UNE GUERRE IMMEDIATE

ÉTAT D'ESPRIT DU GOUVERNEMENT AUSTRO-HONGROIS

Berchtold tenait d'autant plus à prendre des sûretés du côté de Berlin qu'il avait besoin avant tout, pour faire prévaloir sa politique, de l'acquiescement de son Empereur et de celui du premier ministre hongrois. Or, il pensait que l'adhésion allemande à ses projets aurait une grande influence sur l'esprit de ces deux personnages.

François-Joseph, assurément, se demandait bien si les dirigeants de la Monarchie Dualiste pourraient demeurer longtemps « spectateurs passifs » du danger que présentait le voisinage serbe. Mais devant la responsabilité à prendre d'une guerre où il risquerait de soulever contre l'Autriche « tout le monde, et surtout la Russie », il hésitait [32]. Il voulait être certain de l'appui de l'Allemagne.

Quant à Tisza, il n'hésitait pas, il était franchement hostile. En sa qualité de Magyar, il voyait d'un mauvais œil l'éventualité d'une incorporation à la monarchie de nouveaux éléments slaves qui y affaibliraient l'influence hongroise. Cette conviction intime explique son opposition à l'idée d'une attaque contre la Serbie. Il redoutait l'impression que ferait cette attaque se produisant sans que la responsabilité serbe eût été prouvée; ce serait s'exposer à apparaître « aux yeux du monde entier comme les perturbateurs de la paix », commettre « une faute funeste ». De plus, il constatait dans le groupe autro-allemand d'alliance des fêlures qui imposaient, à son avis, la prudence dans l'action. Les liens avec la Roumanie s'étaient relâchés; le seul Etat sur lequel on pût compter, la Bulgarie, était « absolument épuisé ». Craignant la disparité des moyens entre les deux groupes d'alliance opposés, il estimait qu'il fallait s'assurer des appuis et des garanties, « créer une constellation politique qui rende moins défavorable la répartition respective des forces » [33].Non qu'il fût effrayé par la perspective d'une guerre : on saurait toujours, quand il le faudrait, « soulever un cas de guerre ». Mais le moment lui semblait mal choisi, le terrain mal préparé.

Berchtold avait encore un autre motif de s'adresser à l'Allemagne : suivant que l'Alliée se prononcerait ou pour une politique belliqueuse ou pour une politique pacifique, il déterminerait définitivement sa propre ligne de conduite.

Mais il fallait se hâter, à cause du départ imminent de Guillaume II pour sa croisière annuelle dans la Mer du Nord.

LA MISSION HOYOS A BERLIN (5 juillet)

D'accord avec son souverain, Berchtold envoie à Berlin son homme de confiance, le comte Alexandre Hoyos, porteur de deux pièces à communiquer : un mémoire préparé depuis quelques semaines dans les bureaux du Ballplatz, et une lettre autographe de François-Joseph à Guillaume II.

L'importance de la mission Hoyos, qui eut lieu le 5 juillet, apparaît d'elle-même. Mais elle est encore attestée par le récit d'une conversation que Conrad von Hötzendorf eut ce jour-là même à Schönbrunn avec son souverain. Conrad apprend de la bouche de François-Joseph qu'une note a été envoyée par lui à l'Allemagne pour savoir à quoi s'en tenir. Le général exprime le vœu que la réponse ne tarde pas à venir, « car c'est d'elle, affirme-t-il, que dépend la grande décision » [34]. La grande décision à laquelle pense Conrad, est-ce seulement la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie? N'est-ce pas, surtout, la guerre entre Autriche-Hongrie et Russie, protectrice de la Serbie, donc entre Allemagne et Russie, puis entre Allemagne et France? L'analyse des documents permettra de le savoir.

Le mémoire [35] dont Hoyos était porteur envisageait la siuation diplomatique sous un aspect conforme aux vues mêmes de Tisza. On y énonçait les motifs d'inquiétude donnés par l'état politique des Balkans au lendemain des deux der-

nières guerres : le prestige de la Serbie accru par ses victoires, la Roumanie attirée de plus en plus vers la Russie, l'affaiblissement de la Turquie qui avait cessé d'être comme naguère un « fort contre-poids contre la Russie et les Etats balkaniques ». On attribuait à la Russie et à la France le désir de former une ligue balkanique qui contribuerait à annihiler « la supériorité militaire de la Triple Alliance », à « déplacer la situation respective des forces européennes » et mettrait en péril « l'intégrité territoriale de la Monarchie par un recul graduel des frontières de l'Est vers l'Ouest ». Il était donc indispensable de s'entendre avec la Bulgarie, qui subissait moins l'influence russe depuis la dernière crise : un accord de ce genre ferait réfléchir la Roumanie et l'empêcherait de se ranger du côté des adversaires de l'Autriche-Hongrie en cas de conflit austro-russe. Assurément, l'exécution d'un plan d'une telle envergure ne pouvait se faire à brève échéance. Mais l'événement de Serajevo, étant survenu à l'improviste, permit d'ajouter au mémorandum un post-scriptum de circonstance, dont la conclusion était rédigée en forme d'une métaphore vague, mais immédiatement menaçante : « La nécessité s'impose donc d'autant plus impérieusement pour la Monarchie de déchirer résolument les fils dont ses adversaires veulent former une trame au-dessus de sa tête ».

La lettre personnelle de François-Joseph à Guillaume II répétait les assertions du mémorandum, en les accentuant, et insistait sur la condition essentielle pour réaliser le programe destiné à assurer « l'isolement et le rapetissement de la Serbie » par la formation d'une nou-

velle alliance balkanique sous les auspices de la Triple-Alliance : cette condition, c'était que la Serbie, « qui forme actuellement le pivôt de la politique panslaviste », fût « éliminée au Balkan comme facteur politique ». Ce que François-Joseph suggérait ainsi à son impérial collègue, c'était, à cause de l'assassinat de Serajevo, d'infliger à la Serbie un châtiment qui ne pouvait être moindre que sa vassalité.

Comment ce programme, de caractère nettement agressif, fut-il accueilli à Berlin?

ÉTAT D'ESPRIT DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

On a vu quelles étaient depuis l'automne de 1913 les dispositions de Guillaume II, qui s'était rallié à l'idée d'une guerre générale prochaine. Le meurtre de son ami François-Ferdinand fit sur lui une impression profonde, le bouleversa, comme il le dit lui-même. Au lendemain de l'attentat, il écrivit en marge d'un télégramme de Tschirschky, son ambassadeur à Vienne, qu'il trouvait modéré, voire même « bêtement » modéré, cette réflexion, qui indique une résolution catégorique : « Avec les Serbes, il faut en finir, et le plus tôt possible » [37]. Aussi le personnel de la Wilhelmstrasse escomptait-il, qu'en raison de cet événement, l'Empereur apprécierait, le cas échéant, une initiative militaire de l'Autriche, avec toutes ses conséquences.

Deux journalistes allemands en rapport à la fois avec la Wilhelmstrasse et le Ballplatz firent

au gouvernement de Vienne d'importantes révélations, de caractère officieux, sur l'état d'esprit des cercles berlinois [38]. L'anéantissement de la Serbie comme châtiment de l'attentat, disaient-ils, est une question vitale pour l'Autriche; « si l'on sait parler comme il faut à l'empereur en ce moment même où le meurtre de Serajevo le remplit d'horreur », il promettra cette fois-ci son appui jusqu'à la guerre; l'Allemagne est résolue à soutenir l'Autriche « contre vents et marées »; le ministère des affaires étrangères juge les circonstances propices pour amener « la grande décision »; l'opinion allemande « se rangera comme un seul homme » aux côtés de l'Alliée; il faut se presser d'agir : « hier aurait été préférable à aujourd'hui, mais aujourd'hui l'est à demain »; enfin, « il n'était pas possible à une grande puissance de tenir un langage plus clair ».

Dans ces conditions, le résultat de la consultation que Hoyos venait demander fut, on va le voir, qu'une orientation pacifique des négociations à mener avec la Serbie allait être écartée *a priori*.

GUILLAUME II PREND UN ENGAGEMENT ABSOLU

Les documents apportés par Hoyos (où ne figurait aucun renseignement sur une enquête judiciaire relative à l'attentat) furent remis à l'Empereur, au Nouveau Palais de Potsdam, par l'ambassadeur austro-hongrois Szögyény. Dès qu'il en eut pris connaissance, Guillaume II dé-

clara qu'il fallait « envisager une sérieuse complication européenne », il promit ensuite son « plein appui », et conseilla une action immédiate contre la Serbie. Voici dans quels termes son interlocuteur relate son opinion : « L'attitude de la Russie serait, de toute façon, hostile, mais il s'y attendait déjà depuis des années, et même si l'on en arrivait à une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, nous pourrions être convaincus que l'Allemagne se mettrait de notre côté avec sa fidélité habituelle à l'alliance. En l'état où en sont les choses, la Russie ne serait d'ailleurs nullement prête pour la guerre et y réfléchirait certainement à deux fois avant d'en appeler aux armes. Mais elle ne manquerait pas d'exciter contre nous les autres Puissances de la Triple Entente et d'attiser le feu dans les Balkans ». Ainsi, tout en supputant les risques d'une guerre générale, résultant de l'initiative autrichienne, Guillaume II esquisse la thèse allemande, qui prendra corps de jour en jour et sera plus tard le leit-motiv de la propagande de la Wilhelmstrasse, sur la responsabilité russe dans l'explosion de la guerre. L'ambassadeur d'Autriche résume, enfin, comme suit, dans une sorte de conclusion, l'avis de l'Empereur : « Si nous avions reconnu réellement la nécessité d'une action guerrière contre la Serbie, il regretterait que nous ne profitassions pas du moment actuel, si favorable pour nous » [39].

Après le départ de Szögyény, Guillaume II eut, à la fin de l'après-midi du 5 juillet et aux premières heures de la matinée du 6, plusieurs conversations soit avec le chancelier Bethmann-Hollweg soit avec divers chefs de ses armées de terre et de mer. A tous il fit la confidence de

l'engagement pris par lui au cas d'un conflit austro-serbe qui pourrait entraîner l'intervention russe, et, par voie de conséquence, une guerre européenne; il s'assura que l'armée et la marine étaient à même de faire face à une telle éventualité. Comme on lui demandait s'il y avait lieu de prendre des dispositions spéciales, il répondit négativement [40]. Cette réponse se justifiait par deux raisons. L'une est qu'il ne fallait pas alerter les autres puissances, mais sauver les apparences, endormir leur vigilance, et on verra par la suite que cette préoccupation commanda la conduite des deux gouvernements. L'autre raison se trouve avoir été donnée dans la correspondance du comte de Waldersee, sous-chef d'Etat-Major général, alors en villégiature. Il écrivait, le 17 juillet, au secrétaire d'Etat von Jagow : « Je suis ici prêt à bondir; nous sommes prêts à l'Etat-Major général; actuellement nous n'avons rien à faire ». Plus tard, en 1919, il déclarera qu'il n'y avait aucun ordre spécial à donner, le plan de mobilisation ayant été achevé le 31 mars 1914 : « L'armée, concluait-il, était prête, comme toujours » [41].

Les entretiens qui eurent lieu à Potsdam, le 5 juillet, furent suivis de celui de Bethmann-Hollweg, parlant expressément au nom de son souverain, avec Szögyény et Hoyos à Berlin le 6 juillet. Le chancelier renouvela la promesse d'appui de l'Allemagne, « quelle que fût notre décision », dit l'ambassadeur dans son compte rendu; Szögyény ajoute qu'il a « constaté que le chancelier de l'Empire, de même que son Empereur, considère une *action immédiate de notre part* (ces mots sont soulignés dans l'original) contre la Serbie comme la plus radicale et la

meilleure solution de nos difficultés dans les Balkans. Au point de vue international, il trouve le moment actuel plus favorable qu'un moment ultérieur » [42].

Donc les sphères gouvernementales allemandes étaient prêtes pour les mesures de force envisagées jusque dans leurs suites les plus extrêmes si ces suites venaient à se produire. Guillaume II jugea qu'il n'y avait plus qu'à attendre les événements sans donner l'éveil. Lui-même, suivant le conseil de Bethmann-Hollweg, appareilla pour sa croisière : il devait naturellement être tenu au courant du développement de la situation.

Ainsi l'appel de l'Autriche au soutien allemand avait si pleinement réussi que l'Empereur, ayant pris un engagement absolu, en avait même accentué la portée en recommandant instamment de provoquer en hâte les événements et de profiter sans délai de circonstances exceptionnelles.

Le 5 juillet, Guillaume II, tenant entre ses mains le sort de l'Autriche et de la Serbie, tenait par là même celui de la paix de l'Europe; or c'est vers la guerre qu'il avait orienté le destin. Quelques jours après les conversations de Potsdam et de Berlin, l'ambassadeur allemand à Constantinople, le baron de Wangenheim, se référant à ce qu'il avait lui-même appris à Berlin sur ces conversations, pouvait dire à son collègue italien : « Nous allons à la guerre » [43].

C'est la même conclusion que formule un témoin qui fut dans une certaine mesure acteur, le comte Hoyos : « Je considère comme de mon devoir, écrit-il, de déclarer qu'à Berlin, le comte Szögyény et moi, nous avons eu tous deux l'impression que le Gouvernement allemand était

favorable à une action offensive immédiate de notre part contre la Serbie, tout en reconnaissant fort bien qu'une guerre mondiale pouvait s'en suivre. » Mais l'Allemagne était-elle forcée de se prononcer dans un tel sens? Nullement, dit également Hoyos. « Le Gouvernement allemand était entièrement libre de dire « Non » et nous détourner d'une action contre la Serbie. Nous lui en aurions peut-être voulu un peu, mais le Gouvernement allemand ne s'est certainement pas laissé influencer dans ses décisions par la raison de notre bonne ou de notre mauvaise humeur » [44].

Au surplus, les historiens allemands ne portent pas un jugement différent sur le rôle de Berlin. Hermann Lutz estime que, pour avoir ainsi laissé au Gouvernement austro-hongrois un pouvoir absolu de décision, le Gouvernement allemand a encouru une « coresponsabilité » dans la conduite de son allié [45]. Eugen Fischer souligne, lui aussi, la gravité des engagements pris par l'Empereur et son chancelier; dans la suite de son récit, il montre à plusieurs reprises que les promesses faites ont pesé sur la politique de la Wilhelmtrasse jusqu'à l'extrême fin de juillet. « C'est, dit-il expressément, la politique approuvée à Berlin le 5 juillet qui a fini par déclencher la guerre mondiale »; ou encore : « La décision du 5 juillet, qui a déclenché la guerre mondiale » [46].

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE PREND SA DECISION DE GUERRE

Maintenant le Gouvernement de Vienne ne peut douter des dispositions que le Gouvernement de Berlin lui a fait connaître si clairement. Ce que l'Autriche décidera fera loi pour l'Allemagne; mais c'est la guerre que l'Allemagne désire, espère : elle a nettement conseillé « une action immédiate contre la Serbie ». A l'Autriche, encouragée fermement par son alliée, de prendre l'initiative nécessaire.

CONSEIL DES MINISTRES AUSTRO-HONGROIS (7 JUILLET)

Au retour du comte Hoyos, Berchtold fait diligence. Dès le 7 juillet, après un entretien préliminaire avec les deux présidents des Conseils,

l'autrichien et le hongrois, entretien auquel prend part l'ambassadeur allemand Tschirschky, il préside une réunion des ministres [47], dont la délibération est visiblement dominée par les promesses allemandes.

Toutefois, deux opinions sont en présence. L'une est celle de Berchtold. Dès l'ouverture de la séance, il se réfère à l'engagement « sans conditions » pris par Berlin. Il fait prévoir que la guerre avec la Serbie pourra engendrer la guerre avec la Russie. Il pense qu'il faut, néanmoins, profiter d'une situation qui est actuellement propice, mais ne le sera peut-être pas toujours. Ce serait une imprudence que de laisser à la Russie le temps de former une forte et « compacte » coalition balkanique dont la pointe serait nécessairement dirigée contre l'Autriche. Il faut « prévenir » l'adversaire, et régler les comptes avec la Serbie pendant qu'il en est encore temps.

L'autre opinion est celle de Tisza. Il l'exprime énergiquement, allant même jusqu'à protester contre l'ingérence de Berlin, qui n'a pas, dit-il, à « juger si c'est pour nous le moment de marcher contre la Serbie ou non ». Les arguments de son opposition sont les mêmes que ceux qui ont déjà été relatés, notamment en ce qui concerne l'incertitude de la situation politique dans les Balkans. Mais, en les faisant valoir devant ses collègues, il emploie une fois de plus des termes qui sont à citer parce qu'ils caractérisent implicitement les projets de Berchtold. « Jamais, déclare-t-il, il ne donnerait son approbation à une attaque soudaine contre la Serbie sans action diplomatique préalable, comme on semble en avoir l'intention, et dont il regrette qu'il ait été parlé à Berlin par le comte Hoyos [47 bis], parce

que, dans ce cas, nous aurions à son avis, aux yeux de l'Europe une très mauvaise situation, et, selon toute probabilité, nous serions forcés de compter avec l'hostilité de tout le Balkan, — excepté la Bulgarie. » Il propose que l'on commence par soumettre à la Serbie des conditions « dures à la vérité, mais non inexécutables ». C'est seulement si la Serbie les repoussait qu'on en viendrait à « une action guerrière »; « mais, dès maintenant, il déclare que le but de cette guerre peut être l'amoindrissement, mais non le complet anéantissement de la Serbie, parce que, d'une part, jamais la Russie n'y pourrait consentir sans une lutte à mort, et que lui-même, en sa qualité de Président du Conseil des ministres de Hongrie, ne pourrait donner son assentiment à l'annexion d'une partie de la Serbie par la Monarchie ». Tisza montre ainsi à ses collègues l'immense gravité de la décision qu'ils vont prendre; il souligne « les épouvantables suites d'une guerre européenne dans les circonstances actuelles ».

Mais il est seul de son avis; les autres ministres opinent dans le sens de l' « action immédiate » recommandée par l'Allemagne [48]. Le premier ministre autrichien Stürgkh expose même un plan d'asservissement de la Serbie, dont il avait déjà donné l'ébauche en 1913 [49] : on expulsera la dynastie Karageorgevitch, on offrira la couronne à « un prince européen » (il ne spécifie pas la nationalité d'origine de ce futur monarque); « un certain rapport de dépendance du royaume rapetissé avec la Monarchie (sera) établi au point de vue militaire », idée qui rappelle celle de Guillaume II conseillant à Berchtold, en octobre 1913 également, d'exiger que la Serbie

mette son armée à la disposition de l'Empereur François-Joseph. Tous les ministres présents, sauf Tisza, s'accordent à préconiser le prompt recours à la violence.

On voit donc qu'à Vienne le 7 juillet, comme à Potsdam et à Berlin la veille et l'avant-veille, toutes les conséquences d'un conflit armé avec Belgrade sont expressément aperçues, énoncées. Cependant, les ministres austro-hongrois, ayant à résoudre, comme dit l'un d'eux, « la question fondamentale s'il faut en venir absolument à une action guerrière ou non », n'hésitent pas devant ces conséquences. Sans doute, pour complaire à Tisza, ils consentent à différer la mobilisation jusqu'après l'envoi d'un ultimatum; mais ils ne veulent pas se contenter d' « un simple succès diplomatique, même s'il devait se terminer par une éclatante humiliation de la Serbie », et ils décident de soumettre au Gouvernement de Belgrade des conditions délibérément inacceptables, « ce qui ouvrirait la voie à une solution radicale par une intervention armée ». Maîtres de choisir entre la paix et la guerre, ils se prononcent pour la guerre à bref délai, comme l'avait conseillé Berlin.

CONVERSION DE TISZA A LA RÉSOLUTION DE GUERRE

Mais la résistance de Tisza gênait Berchtold. Elle était à ce point opiniâtre que, le lendemain de la séance du Conseil, le premier ministre hongrois adressait encore à l'Empereur François-Jo-

seph un mémoire où il condamnait l'idée d' « une agression contre la Serbie » et répudiait « la responsabilité d'une solution guerrière exclusive et agressive » [50].

Berchtold pensa que l'opinion de Berlin était seule capable de modifier la manière de voir de Tisza. Il l'informa[51] que Guillaume II exprimait énergiquement le désir que l'Autriche entreprît la guerre contre la Serbie; que la Wilhelmstrasse verrait, dans une transaction avec la Serbie, la preuve de la faiblesse de l'Autriche, « ce qui ne resterait pas sans contre-coup sur notre situation dans la Triple-Alliance et sur la politique future de l'Allemagne ». Ainsi Berlin mettait à Vienne le marché en main : ou l'Autriche-Hongrie se précipitera au plus vite sur la Serbie, ou bien l'avenir de l'alliance, avec un partenaire sans vigueur, n'est plus garanti.

Devant l'insistance de l'Allemagne, le premier ministre hongrois finit par céder. Il jugea même à-propos de faire une démarche importante, en allant annoncer en personne sa conversion à l'ambassadeur d'Allemagne [52] et lui dire : « Je me suis difficilement résolu à conseiller la guerre, mais je suis maintenant fermement convaincu de sa nécessité, et je déploierai tous mes efforts pour la grandeur de la Monarchie. » Il lui fit part aussi de l'intention qu'avait le Ballplatz de donner à la note pour la Serbie une rédaction qui rende « son acceptation pour ainsi dire impossible ». Il protesta d'avance contre les plaintes que des personnes ignorantes pourraient formuler sur l' « irrésolution » et les « hésitations » de l'Autriche, l'important, au surplus, étant que Berlin sût que « ce n'est pas le cas ». Il prit congé de Tschirschky en lui disant

avec une confiance cordiale : « Nous voulons maintenant attendre unis dans l'avenir avec tranquillité et fermeté. »

Quand Guillaume II connut les déclarations faites par Tisza au cours de cette sorte de visite à Canossa, il exprima son admiration : « Enfin, affirma-t-il, voilà un homme! » L'empereur d'Allemagne pouvait, en effet, se réjouir de la conversion de Tisza comme d'un succès allemand.

ACQUIESCEMENT DÉFINITIF DE FRANÇOIS-JOSEPH

Les encouragements, l'insistance de Berlin valurent aussi à la politique de Berchtold l'adhésion complète de son souverain. Le 5 juillet, François-Joseph avait déclaré à Conrad qu'il consentirait à la guerre contre la Serbie si l'Allemagne se plaçait aux côtés de l'Autriche [53]. Il fut d'autant plus vivement impressionné par les témoignages recueillis sur l'opinion des cercles dirigeants d'Allemagne : ils l'affermirent dans sa résolution « de mettre fin à un état de choses » dont « la persistance » lui paraissait être « un danger permanent » pour sa Maison et pour ses Pays [53 bis]. Il fut particulièrement sensible à l'espèce d'engagement personnel et direct que Guillaume II prit envers lui en l'assurant, par lettre écrite à bord du *Hohenzollern*, que, « même dans les heures graves », il le trouverait, lui et son Empire, fidèlement à son côté [54].

Ainsi la politique autrichienne, quoique encline dès l'abord à prendre des mesures de vio-

lence, celles-là même que Conrad recommandait depuis si longtemps, n'a définitivement fixé sa ligne de conduite qu'une fois assurée de l'appui entier de Berlin. « L'accord complet avec l'Allemagne a été obtenu au sujet de la situation de politique extérieure résultant de l'attentat de Serajevo et de toutes ses conséquences éventuelles », telle était la communication que le Ballplatz faisait à son ambassadeur à Paris [55]. Berchtold informait aussi son ambassadeur à Rome qu'il marchait « parfaitement de concert » avec Berlin [56]. Le Gouvernement allemand n'a pas seulement encouragé son allié avec entrain, il a exercé sur lui une forte pression. Le Ballplatz a pris le mot d'ordre à la Wilhelmstrasse, qui le lui a donné dans les termes les plus nets et de la façon la plus instante, estimant qu'elle ne devait ni ne pouvait arrêter le bras de l'Autriche, sous peine d'encourir le reproche justifié « de lui avoir enlevé la dernière possibilité de réhabilitation politique » [57]. Le chargé d'affaires de Bavière à Berlin, a résumé parfaitement l'état d'esprit des hautes sphères allemandes [58]. On y est convaincu, dit-il, que l'Autriche qui, « grâce à son indécision et à son inconséquence », est « maintenant devenue, comme autrefois la Turquie, l'homme malade de l'Europe », est arrivée à une « heure décisive ». C'est aussi une « heure favorable », dont elle doit profiter, « même au risque de complications ultérieures ». Berlin a pour ce motif répondu à Vienne qu'il approuvait « toute résolution qui serait prise, même au risque d'une guerre avec la Russie »; il lui a donné un « pouvoir en blanc » très étendu. Et le diplomate bavarois ajoute cette remarque que le gouvernement austro-hongrois, à la vérité, ne

s'attendait pas « à une intervention si peu dépourvue de réserves de l'Allemagne en faveur de la Monarchie du Danube », qu'il est même presque gêné de ne pas recevoir de son allié des conseils de « prudence » et de « modération ».

Ces réflexions, écrites par un témoin autorisé le 18 juillet, peuvent servir de transition naturelle entre l'exposé des décisions de guerre prises en principe et celui des démarches qui, dans la quinzaine de jours suivante, conduiront aux actes irréparables. On va voir Berlin excitant sans répit Vienne à engager la guerre préventive, s'efforçant de rendre inefficace toute tentative faite par l'Entente pour apaiser le conflit austro-serbe, qui s'avère en réalité, comme les textes le montrent, un conflit austro-russe, et même austro-germano-russe.

CHAPITRE V

LA SOLIDARITE AUSTRO-ALLEMANDE DANS L'ULTIMATUM

L'impatience du Gouvernement allemand, qui aurait voulu voir commencer au plus vite l'action contre la Serbie, s'est exprimée plus d'une fois. Le lendemain même de la séance du Conseil des ministres austro-hongrois, Jagow recommandait de l'entamer « sans délai » [59]. Mais il y eut des délais.

Avant même que ne fût rédigée la note à la Serbie, Berchtold se préoccupa de la date de sa remise. Il songea d'abord à la faire signifier avant le départ du président de la République française pour sa visite, depuis longtemps projetée, à la cour du Tsar [60]. Mais il changea d'avis, décida que la notification n'aurait lieu qu'après que Poincaré aurait quitté la Russie : « C'est bien dommage », dit Guillaume II [61]. Jagow aussi regretta « infiniment » ce retard [62]. Pourquoi ces regrets? C'est qu'un trop grand délai permettra peut-être à l'émotion causée par l'assassinat de Serajevo de s'apaiser; — que les intentions

austro-allemandes, que l'on s'ingénie à dissimuler aux diplomates de l'Entente, risqueront d'être connues ou devinées au dehors; — qui sait même si le courage ne manquera pas, à la dernière minute, aux gens de Vienne, dont la fermeté a des éclipses? Aussi Berchtold, au Conseil des ministres du 19 juillet où fut définitivement arrêté le texte de l'ultimatum, fit-il décider que le 23 juillet serait la date extrême pour sa remise; et la raison qu'il invoqua pour qu'on ne tardât pas davantage, c'est qu' « à Berlin on commencerait déjà à s'énerver » [63].

L'ULTIMATUM A LA SERBIE (23 JUILLET)

Entre le moment où Tisza s'était rallié à l'idée d'une « démarche à courte échéance » et celui de la rédaction définitive du texte de la note, quatre jours s'écoulèrent, au cours desquels il reçut trois formes, dont la dernière ne comportait, d'ailleurs, par rapport aux deux précédentes, que de menus amendements suggérés par le rapport Wiesner. A la vérité, il ne pouvait s'agir que de détails, puisque la résolution autrichienne avait été arrêtée même avant l'enquête.

Voici quelles étaient les exigences essentielles de l'Autriche [64].

Le Gouvernement serbe était mis en demeure de publier à la première page de son « Journal Officiel » une déclaration où il condamnerait la propagande contre l'Autriche et ses « agissements criminels », et de faire paraître dans le « Bulle-

tin de l'Armée » un ordre du jour spécial émanant du roi.

Outre cette sorte d'aveu général de culpabilité, l'ultimatum contenait dix conditions particulières, dont deux sont à souligner pour leur gravité : la cinquième, ainsi conçue : « Accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie », et la sixième : « Ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe; des organes délégués par le Gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives ». Ces deux points avaient pour but d'aliéner au Roi et au Gouvernement serbe l'opinion de leur pays. Ils furent universellement regardés comme faisant une espèce de scandale dans le droit international public parce qu'ils portaient atteinte à l'indépendance souveraine de la Serbie; c'est eux que le juriste allemand Schücking a, dès 1917, nettement critiqués [65].

La teneur de la note répondait aux intentions belliqueuses de ses auteurs et à la certitude affirmée par eux dès le 7 juillet que la guerre s'ensuivrait. La délibération finale du Conseil des ministres, réuni le 19, ne débutait-elle point par ces mots : Aussitôt après le commencement de la guerre », et Berchtold, au sortir même de la séance du 14, n'écrivait-il pas déjà que la note rendait probable « un conflit armé » [66]? Le ministre austro-hongrois des affaires extérieures se proposait, du reste, si la Serbie, contre toute vraisemblance, se soumettait, d' « exercer une ingérence très étendue dans l'exécution pra-

tique des points réclamés », de sorte qu'on en vînt nécessairement aux mains. Mais l'opinion ferme du Ballplatz était que les exigences posées ne pourraient être acceptées par « un Etat qui conserve encore un peu de dignité et de fierté » [67]. Cela n'empêche pas Berchtold, cinq jours après la réunion du Conseil, de les dépeindre comme ne contenant « au fond » rien que de très naturel pour « deux Etats qui doivent vivre en paix et en amitié » [68].

L'heure de la remise de l'ultimatum fut déterminée d'après les renseignements que le Gouvernement allemand se chargea lui-même de recueillir [69]. Ce fut 6 heures du soir, parce qu'à ce moment Poincaré serait en mer. Comme on donnait à la Serbie quarante-huit heures pour répondre, le délai devait donc expirer le samedi 25 juillet à six heures du soir : on pourrait ainsi publier l'ordre de mobilisation dans la nuit du samedi au dimanche.

L'ALLEMAGNE CONNAÎT D'AVANCE LES CONDITIONS ET LE TEXTE DE L'ULTIMATUM

Ici intervient une question importante.

En juillet 1914, Jagow, le Secrétaire d'Etat allemand des affaires étrangères, a officiellement affirmé dans ses communications diplomatiques, que la Wilhelmstrasse n'avait connu avant sa notification ni le détail des conditions, ni le texte de l'ultimatum, dont il avait abandonné la rédaction à l'entière discrétion de son alliée [70]. Que vaut cette déclaration?

Elle n'est pas d'accord avec les faits.

Dès le 11 juillet, Berlin a été expressément renseigné par son ambassadeur à Vienne sur les points les plus importants de la note [71], et il n'y a jamais fait aucune objection. Or il ne pouvait s'abuser sur l'impression que leur publication produirait : il sut, en effet, presque au même moment, que le roi de Roumanie, Carol Ier qui, étant un Hohenzollern, n'avait aucune hostilité contre les Empires Centraux, avait dit qu'on ne pouvait pas « mettre la Serbie officielle dans le même sac que les assassins » et « qu'il comprenait aisément que la Serbie n'admît pas que son enquête fût dirigée par une Commission autrichienne » [72].

Bien que la Wilhelmstrasse fût suffisamment initiée d'avance aux desseins du Ballplatz, il est vrai toutefois qu'elle ne reçut communication du texte même de la note que le 22 juillet; mais c'était encore près de vingt-quatre heures avant le moment fixé pour l'exécution de la démarche autrichienne auprès du Gouvernement serbe.

Jagow n'avait donc pas le droit d'arguer, comme il le fit trois jours de suite, de son ignorance des demandes de l'Autriche. Mais il semble qu'il obéissait à un mot d'ordre, puisque le sous-secrétaire d'Etat, Zimmermann, parlait comme lui au même moment [73]. Le même Zimmermann sera cependant obligé d'avouer la vérité en 1917, à la suite d'un article paru dans un journal américain. Cet aveu, il le fera confidentiellement à son successeur, mais en ajoutant que, comme il ne se rappelait pas avoir parlé de l'affaire avec un journaliste américain, on pouvait lui donner un démenti : ce qui fut fait [74].

Le texte de l'ultimatum étant parvenu à Ja-

gow au plus tard le 22 juillet, à 7 heures du soir, on s'est demandé pourquoi il n'avait pas profité du délai d'une journée dont il disposait pour agir sur Vienne dans un sens modérateur. La question vient d'autant plus naturellement à l'esprit, qu'en 1919, le ministre allemand déclarera avoir jugé la note « trop dure, aussi bien par la forme que par le contenu » [75]. On n'a donc pas manqué d'être surpris de ce qu'il n'ait pas songé à recourir au télégraphe et au téléphone pour communiquer ses impressions au Ballplatz.

Ce qui est surtout digne d'attention, c'est que, dès le 21 juillet, alors que la notification n'avait pas encore eu lieu et que le texte même de la note n'était pas encore parvenu à Berlin, Bethmann-Hollweg invitait ses ambassadeurs auprès des trois puissances de l'Entente à présenter « comme équitables et modérés » « les procédés et les conditions du gouvernement austro-hongrois »; il ajoutait que, leur refus par la Serbie n'étant pas impossible, l'Autriche devra user d' « une forte pression », et même de « mesures militaires » [76]. Les sphères allemandes s'étaient, il faut le remarquer, formé cette opinion de bonne heure, puisque, dès le 10 juillet, quand le chancelier annonça au ministre prussien de l'Intérieur qu'il y aurait un ultimatum, celui-ci fit instantanément la réflexion suivante : « C'est la guerre! » [77]

TACTIQUE AUSTRO-ALLEMANDE DE DISSIMULATION

A propos de l'ultimatum, certains autres faits doivent être mentionnés parce qu'ils mettent bien en lumière la ligne de conduite adoptée par les deux gouvernements impériaux. Ils veulent endormir les soupçons sur ce qui se prépare en même temps qu'ils prennent certaines précautions. Conrad von Hötzendorf recommandait d' « éviter tout ce qui pourrait donner l'alarme avant l'heure à nos adversaires et leur permettre de préparer la défense; il faudrait, au contraire, sous tous les rapports, montrer un air absolument pacifique » [78]. La Wilhelmstrasse, elle, veut éviter « avec soin, comme le dit Jagow, tout ce qui pourrait faire croire que nous excitons les Autrichiens à la guerre » [79]. Elle annonce la publication dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* de commentaires volontairement très modérés sur le conflit austro-serbe : « cette feuille officieuse, dit-on, ne veut pas jeter l'alarme à l'avance »; mais on ajoute que le Ballplatz ne doit pas s'y tromper, et croire « que l'Allemagne entend se dégager de la résolution montrée à Vienne » [80]. Cette solidarité austro-allemande dans la tactique et dans l'action ne se démentira pas plus tard.

La réponse du gouvernement serbe fut apportée au ministre autrichien à Belgrade par Pachitch lui-même. Le président du Conseil la remit à 5 h. 58 du soir. Comme elle ne comportait

pas une acceptation pure et simple de toutes les conditions, mais certaines réserves, le représentant de l'Autriche, exécutant les instructions, qu'il avait déjà reçues trois jours avant la notification de l'ultimatum, au sujet de ses préparatifs de départ, rompit immédiatement les relations diplomatiques et quitta sur-le-champ le territoire serbe [81].

Ainsi se trouvait réalisée l'intention avouée depuis trois jours par Berchtold « d'entreprendre contre la Serbie des démarches très énergiques concertées avec l'Allemagne » [82].

CHAPITRE VI

L'ALLEMAGNE CONTRE L'INTERVENTION DE L'ENTENTE

ÉMOTION DES PUISSANCES DEVANT L'ULTIMATUM

L'ultimatum, qui était lancé quatre semaines après l'attentat, remplit les puissances de stupeur.

A Londres, l'impression fut « écrasante » [83]. Grey le qualifie « le document le plus formidable que jamais un Etat ait adressé à un autre » [84]. Il estime qu' « un Etat qui accepterait de pareilles conditions cesserait de compter au nombre des Etats indépendants » [85]; il trouve que le texte « dicte les termes de la réponse » [86]. Le journal *The Morning Post* y voit « une provocation à la Triple Entente » [87].

A Saint-Pétersbourg, Sazonof manifeste son émotion, qui était profonde, de la manière la plus vive. Au cours d'un entretien d'une heure et demie avec l'ambassadeur d'Autriche, reve-

nant plusieurs fois sur la même idée, « je sais ce que c'est, dit-il. Vous voulez faire la guerre à la Serbie. Je vois ce qui se passe : les journaux allemands vous poussent. Vous mettez le feu à l'Europe. C'est une grande responsabilité que vous assumez... Vous voulez la guerre, et vous avez brûlé vos ponts... On voit comme vous êtes pacifiques, puisque vous mettez le feu à l'Europe » [88]. Le ministre russe n'était pourtant pas hostile à l'idée d'une concession de la part de la Serbie; il trouvait, au contraire, et il disait à l'ambassadeur d'Allemagne, qu'elle pourrait, « dans la question purement juridique », donner à l'Autriche satisfaction pour les faits qui seraient prouvés; mais il n'admettait pas d'exigences politiques portant atteinte à l'indépendance du royaume. A son avis, il s'agissait d' « une question européenne ». Il déclarait que la Russie interviendrait pour empêcher la Monarchie Dualiste d' « engloutir » la Serbie [89].

LES EMPIRES CENTRAUX CONTRE LES PROPOSITIONS D'ACCOMMODEMENT DE L'ENTENTE

La situation s'étant aggravée par l'envoi de l'ultimatum, les Puissances de l'Entente font immédiatement effort pour écarter le danger qui menace l'Europe.

Vu la rigueur des conditions autrichiennes, elles tâchent d'obtenir la prolongation du trop court délai de quarante-huit heures accordé à Belgrade pour répondre; elles pensent qu'elles auront ainsi le temps de rechercher une formule d'accord, un terrain d'entente entre les deux adversaires. L'initiative dans ce sens vient de Sa-

zonof [90]. Elle est appuyée par Grey. Paris s'y associe.

Mais Vienne rejette la demande. Le fonctionnaire du Ballplatz, baron de Macchio, à qui est remise la proposition de Sazonof, l'écarte purement et simplement, déclarant qu'au surplus, la communication de la note aux Puissances n'avait eu que « le caractère d'une information » courtoise, non d'une invitation « à faire connaître leur manière de voir dans l'espèce ». Et Berchtold approuve « entièrement la réponse catégorique » de son subordonné [91].

La Wilhelmstrasse joua son rôle dans cette affaire : voici ce qu'il fut. Ayant été saisi par l'Angleterre de la proposition de faire prolonger le délai [92], Jagow se déclara disposé à la transmettre à Vienne, mais ajouta que, l'ultimatum expirant le jour même et Berchtold étant à Ischl auprès de l'Empereur François-Joseph, il ne croyait par la prolongation possible [93]. En fait, il ne transmit la proposition à Vienne que plusieurs heures après son arrivée, deux heures seulement avant l'expiration du délai fixé par le gouvernement autrichien. Le chargé d'affaires russe lui ayant demandé audience pour solliciter l'intervention de Berlin [94], il ne lui donna rendez-vous « qu'à la fin de l'après-midi, c'est-à-dire au moment où l'ultimatum viendra à échéance », ce qui lui permit de dire « que toutes les démarches de cette nature étaient trop tardives » [95]. D'ailleurs, il montra la plus grande discrétion dans la rédaction de ses instructions à l'ambassadeur d'Allemagne en Autriche, se contenta de reproduire les termes de sa propre réponse à Londres, laquelle était une fin de non-recevoir [96]. « La transmission, observe Hermann Lutz, n'était évi-

demment que pour l'apparence. Et Londres ne se laissa pas abuser » [97].

L'attitude des Empires Centraux contraste avec celle de l'Entente. Saint-Pétersbourg, Londres et Paris souhaitaient que la Serbie ne prît pas une position irrévocable, qu'elle fît le plus de concessions possibles et sur tous les points où la dignité et l'indépendance de l'Etat n'étaient pas en cause. La Russie fut même d'avis que le gouvernement serbe ne devait pas résister à une invasion autrichienne, mais céder à la force, évacuer la capitale, se retirer dans l'intérieur du pays, puis en appeler aux Puissances [98]. Les « amis » de la Serbie auraient bien voulu qu'une situation déjà trop critique ne s'envenimât pas davantage.

LA THÈSE ALLEMANDE DE LA LOCALISATION DU CONFLIT

Mais, pour que de semblables conseils, s'ils étaient suivis par la Serbie, pussent produire d'heureux effets, il fallait que l'Allemagne de son côté modérât son alliée. Or l'Allemagne, quoiqu'elle se tînt en rapports étroits avec Vienne, déclarait qu'elle ne voulait pas se mêler de ce qu'elle appelait « une affaire intérieure de l'Autriche-Hongrie » [99]. Quand Guillaume II connut l'espoir exprimé par Grey que l'Allemagne n'appuiera pas les exigences autrichiennes, aidera l'Angleterre à obtenir la prolongation du délai, s'associera même, en cas de tension austro-russe, à une tentative de médiation, il jugea qu'il

n'avait pas à « tracer à S. M. l'Empereur François-Joseph des règles sur la conservation de son honneur »; il appelait l'intervention une « plaisanterie » inadmissible. D'après lui, la Serbie ne pouvait pas être placée, comme le voulait Grey, « sur le même pied que l'Autriche et les autres grandes Puissances »; « la dignité nationale » des Serbes n'existait pas, c'est « une bande de brigands qui doivent être arrêtés pour crimes » (il les appelle aussi « coquins », « crapules »). Et il exhalait sa mauvaise humeur contre la « gigantesque impudence britannique ». Guillaume II disait aussi que la proposition anglaise de médiation était « inutile », parce que « dans des questions d'honneur et d'intérêts vitaux, on ne consulte pas les autres »[100].

Pour justifier son refus de se prêter à une démarche conciliante, la Wilhelmstrasse produisait une thèse que les historiens ont appelée la thèse de la localisation. Le conflit, affirmait-elle, doit rester limité à l'Autriche et à la Serbie; aucun autre pays ne s'y doit immiscer, parce que, « vu la diversité des obligations d'alliance », il en résulterait « des conséquences incalculables » pour la paix européenne. C'est en ces termes que la thèse fut exposée dès le 21 juillet, donc deux jours avant la remise de l'ultimatum, dans une circulaire du chancelier Bethmann-Hollweg aux ambassadeurs allemands près de l'Entente [101], dans la circulaire même où, avant d'avoir connu le texte de la note autrichienne, il en louait l'équité et la modération. Que les gouvernements assistent passivement à « l'expédition punitive » de l'Autriche contre la Serbie régicide, que, suivant la réflexion du sous-secrétaire d'Etat anglais Nicolson, ils fas-

sent « cercle pendant que l'Autriche étranglerait tranquillement la Serbie » [102], telle était l'attitude que l'Allemagne, malgré sa propre solidarité active avec l'Autriche, exigeait de l'Entente, sous la plus grave menace.

En réalité, la thèse de la localisation tendait à faire croire qu'il dépendait de la Russie seule d'écarter cette menace. Si elle se portait au secours de Belgrade, alors joueraient nécessairement les stipulations de la Triple Alliance; l'Allemagne serait forcée d'entrer en armes dans le conflit aux côtés de l'Autriche, ce qui amènerait une guerre générale, dont la responsabilité entière ne pourrait pas ne pas retomber sur le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il s'agissait de mettre la Russie au pied du mur. Si tu bouges, lui disait l'Allemagne, je serai contrainte de bouger moi-même, ce qui entraînera l'intervention de la France et de l'Angleterre. C'est donc toi qui auras travaillé à l'extension de la querelle austro-serbe, tandis que tu peux, par une sage immobilité, épargner à l'Europe ces conséquences terribles; c'est donc toi qui auras le vilain rôle.

L'idée allemande de faire peser sur la Russie la responsabilité des futures complications éventuelles, cette idée que nous avons vue s'esquisser sous la plume de Guillaume II, dominera désormais la situation. Jusqu'au tout dernier jour de juillet, elle sera l'argument essentiel de la politique de Bethmann-Hollweg. Or, la nécessité de l'intervention russe en faveur de la Serbie était fatale, comme Hermann Lutz le reconnaît. « L'on ne pouvait, en vérité, dit-il, refuser à la Russie le droit de prendre fait et cause pour la protection de la souveraineté et de l'intégrité

serbes, qui toutes deux étaient manifestement menacées par l'Autriche-Hongrie. » Il constate, avec un autre historien allemand, Erich Brandenburg, que le « prestige » de la Russie est en jeu, l'oblige à intervenir, que « l'inaction, dans ce cas, détruirait la confiance des Slaves des Balkans dans l'aide du Tsar déjà ébranlée par les événements de ces dernières années » [103]. Ce jugement de deux historiens allemands se rencontre avec celui qu'avait déjà formulé, lors des récentes guerres balkaniques, le chancelier Bethmann-Hollweg lui-même. Le 10 février 1913, au cours d'une crise précédente, il ne dissimulait pas à Berchtold le caractère chimérique de l'idée de la localisation; dès ce moment, il tenait pour « à peu près impossible » à la Russie « d'assister passivement, sans une énorme perte de prestige », à une initiative militaire de l'Autriche contre la Serbie [104] C'est la même opinion qu'il exprimait encore douze jours avant le drame de Serajevo; pensant aux événements de 1908-1909, il prédisait nettement qu'en cas de nouvelle crise balkanique, la Russie ne serait plus d'humeur à laisser faire l'Autriche. « Et on ne saurait lui en vouloir », ajoutait-il [105].

Il n'est donc pas surprenant que, la nouvelle crise ayant éclaté le 28 juin, les gouvernements impériaux aient tout de suite clairement prévu le risque de la guerre générale, et qu'ils n'en aient jamais détourné les yeux. Ils ne crurent jamais à la valeur de leur propre thèse. Berchtold ne croyait pas à la localisation, puisque, le 13 juillet déjà, il recommandait aux représentants de l'Allemagne, non seulement en Serbie et au Monténégro, mais aussi en Russie, de mettre leurs archives en sûreté [106]. Guillaume II ne croyait

pas à la localisation, lui qui, dès le 19 juillet, au cours de sa croisière, voulait que les directeurs des grandes compagnies de navigation fussent informés de la remise de l'ultimatum, et que, « vu les conséquences impossibles à prévoir, et qui se produiront très rapidement », ils fussent mis à même « de prendre à temps leurs dispositions et de pouvoir donner des ordres aux vapeurs qui se trouvent à l'étranger » [107]; ces instructions furent exécutées le lendemain. Guillaume II ne croyait pas à la localisation puisque, le 20 juillet déjà, il prescrivait, au sujet de la flotte allemande alors en manœuvres, de la « maintenir concentrée jusqu'au 25 juillet [date de l'expiration du délai assigné à la Serbie pour donner sa réponse], de sorte qu'elle puisse immédiatement exécuter l'ordre d'interrompre son voyage » [108]. Les autorités maritimes ne croyaient pas à la localisation, puisqu'elles avisaient, dès le 22 juillet, la Wilhelmstrasse que la flotte allemande devra être rappelée six jours avant qu'il y ait « lieu de compter avec la possibilité d'une guerre avec l'Angleterre » [109]. François-Joseph ne croyait pas à la localisation, lorsqu'après l'envoi de l'ultimatum, il disait qu'il serait certainement rejeté, et ajoutait : « Il ne faut pas s'y tromper, cela signifie la guerre générale » [110].

Parmi les faits qui prouvent que l'Allemagne n'était pas dupe de la thèse qu'elle soutenait, il en est un qui mérite d'être particulièrement relevé : c'est la rédaction de l'ultimatum à la Belgique, dès le 26 juillet, alors qu'il ne devait être envoyé que plusieurs jours plus tard, comme on le verra. Le rapprochement des dates s'impose ici. Ultimatum remis le 23, réponse

serbe remise le 25 à la fin de l'après-midi, réponse dont le caractère conciliant est, comme on le verra, universellement reconnu même en Allemagne : la guerre peut donc être évitée si l'Autriche ne s'obstine pas dans son intransigeance. Or, le 26, dès son retour de yillégiature, le chef d'Etat-Major général, Moltke, rédige l'ultimatum [111] auquel la Belgique est invitée à donner « une réponse non équivoque » vingt-quatre heures après sa réception. Le Gouvernement allemand se dit certain que des forces françaises projettent de se porter « sur la section de la Meuse Givet-Namur », avec mission de « traverser le territoire belge pour attaquer l'Allemagne ». Or, la Belgique n'est pas « en mesure de se défendre sans assistance contre une invasion française, avec une assez grande perspective de succès pour qu'on y puisse trouver une garantie suffisante pour la sécurité de l'Allemagne ». Celle-ci doit donc « prévenir l'attaque ennemie ». Au Gouvernement belge de choisir entre « une neutralité bienveillante », « une attitude amicale », dont elle recueillera les bénéfices à la conclusion de la paix lorsque l'armée impériale évacuera le pays, ou « une attitude hostile » qui aurait pour effet de faire traiter le royaume belge en ennemi et de forcer Berlin à « abandonner le réglement futur des rapports des deux Etats à la décision des armes ». En mêlant ainsi d'avance la Belgique à la querelle austro-serbe, Moltke montrait que, pour lui aussi, la localisation était chose peu croyable, et qu'il s'attendait à une guerre générale en vue de laquelle il prenait d'avance ses dispositions.

Ainsi, le Gouvernement allemand comme l'autrichien tenaient la localisation pour irréalisa-

ble. Elle n'eût été possible que si Vienne se fût montrée moins brutalement exigeante vis-à-vis de la Serbie. Le ministre intérimaire français des affaires étrangères, Bienvenu-Martin, mettait bien les choses au point quand il disait à l'ambassadeur d'Allemagne, que « le meilleur moyen d'éviter une guerre générale était d'éviter une guerre locale » [112].

L'idée de la localisation avait cependant un envers de réalité. Les Empires Centraux pensaient que les Puissances de l'Entente hésiteraient à intervenir, à cause de leurs difficultés intérieures, de leur esprit pacifique, de leur insuffisante préparation à une guerre prochaine.

Déjà, on l'a vu, ces considérations avaient, au début de juillet, à Potsdam et à Berlin, fait supposer aux deux gouvernements impériaux que si la violente pression diplomatique, préalable à une pression militaire immédiate, contre la Serbie, risquait d'amener une riposte russe, elle pourrait aussi ne rencontrer aucune opposition, ou tout au moins une opposition de façade, de la part de Saint-Pétersbourg. D'importantes grèves ouvrières donnaient au gouvernement du Tsar de gros soucis, et gênaient sa liberté d'action à l'extérieur. De plus, si les forces militaires russes, affaiblies par les défaites de la guerre japonaise, étaient en voie de reconstitution, il était notoire que ses préparatifs nouveaux ne seraient achevés que dans trois ans. Quant à la France, elle venait d'envoyer à la Chambre des députés une majorité hostile à la loi de trois ans. Elle était d'ailleurs troublée par des querelles civiles, dont une preuve était donnée par les manifestations dans les rues à propos du procès de Mme Caillaux, acquittée par la Cour

d'assises de Paris pour le meurtre du directeur du journal *Le Figaro*. De retentissantes déclarations faites à la tribune du Sénat avaient révélé que l'armée manquait de l'artillerie lourde nécessaire pour affronter une guerre. Enfin, comme le Président de la République Poincaré et le Président du Conseil Viviani, ministre des affaires étrangères, étaient en train d'effectuer en Russie un voyage officiel depuis longtemps projeté, la conduite de la politique étrangère était, au moment des plus graves événements, confié à un ministre intérimaire Bienvenu-Martin, et au directeur-adjoint des affaires politiques, Berthelot. La Wilhelmstrasse escomptait aussi la passivité de l'Angleterre, parce que la majorité du cabinet Asquith était peu encline à une intervention armée dans les affaires continentales, et que ce cabinet était aux prises avec les graves embarras de la question irlandaise.

A ces diverses raisons s'ajoutait la confiance qu'avaient l'Allemagne et l'Autriche dans la sincérité des dispositions pacifiques de l'Entente; la correspondance de la Wilhelmstrasse comme celle du Ballplatz contiennent l'expression fréquente de cette confiance depuis le début jusqu'au dernier jour de la crise. Berlin et Vienne espèrent que Paris et Londres, soucieux de maintenir la paix, empêcheront Saint-Pétersbourg d'adopter une attitude active.

Du précédent exposé, deux faits ressortent donc :

1. La thèse de la « localisation » était une manœuvre pour mettre la Russie, qui ne pouvait rester passive sans de graves inconvénients, en mauvaise posture devant une opinion publique

ignorante des résolutions secrètes des Empires Centraux.

2. Escomptant les dipositions pacifiques de l'Entente, l'Allemagne et l'Autriche pensaient que peut-être la Serbie pourrait être écrasée sans que la Russie intervînt pour la défendre. Mais si la Russie venait tout de même à son secours, c'est elle qui, espéraient-elles, serait tenue pour coupable d'avoir troublé la paix de l'Europe.

CHAPITRE VII

LA REPONSE SERBE ET LES PROPOSITIONS PACIFIQUES DE L'ENTENTE

La méfiance que la politique austro-allemande inspirait aux gouvernements de l'Entente fut accrue par les événements qui suivirent la réponse serbe.

CONTENU DE LA RÉPONSE SERBE (25 JUILLET)

Si cette réponse [113] ne fut pas la soumission absolue que l'Autriche-Hongrie exigeait, elle fut pourtant loin d'être une fin de non-recevoir. Elle avait été rédigée avec une habileté qui fut généralement louée; son ton et sa teneur contrastaient avec la dureté et la brutalité impérieuse

de ceux de la note autrichienne. Elle n'acceptait pas purement et simplement les conditions posées, mais les admettait du moins en principe. Des deux points 5 et 6, qui étaient les plus importants, le gouvernement de Belgrade consentait au premier (collaboration de fonctionnaires austro-hongrois à la « suppression du mouvement subversif contre l'intégrité » de la Monarchie), dans la mesure où il « répondrait aux principes du droit international et de la procédure criminelle, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage ». Quant au second (participation en territoire serbe des autorités austro-hongroises à une enquête judiciaire contre les « partisans », pouvant se trouver en territoire serbe, du complot contre François-Ferdinand), s'il l'écartait parce que ce serait « une violation de la constitution et de la loi sur la procédure criminelle », il s'engageait pourtant à communiquer « dans des cas concrets » les résultats de l'instruction qui serait menée par lui. Il offrait enfin, si Vienne ne jugeait pas sa réponse satisfaisante, de soumettre le litige entre les deux Etats soit à la décision du tribunal international de La Haye, soit à l'examen des grandes Puissances qui avaient pris part à l'élaboration de la déclaration serbe de 1909.

Tel est le document que le ministre autrichien à Belgrade, Giesl, obéissant aux instructions du Ballplatz, jugea inadmissible immédiatement après l'avoir reçu, parce qu'il ne constituait pas une soumission entière et absolue.

ESPRIT PACIFIQUE DU GOUVERNEMENT SERBE

Pour expliquer la modération de cette réponse, il n'est pas indispensable d'invoquer les conseils que les Puissances ont pu donner à la Serbie. Ses rédacteurs n'ont eu qu'à s'inspirer de la situation du pays et de son besoin de paix.

Il est de fait qu'au moment de l'attentat, quels que fussent, d'ailleurs, les sentiments et les aspirations des Serbes, leurs dispositions étaient pacifiques : le ministre autrichien à Belgrade constatait lui-même, au cours des semaines qui précédèrent le meurtre de l'Archiduc, que le président Pachitch était sincèrement animé de « l'amour de la paix », lequel répondait, suivant le diplomate, « aux nécessités de la situation intérieure du royaume » [114]. Pendant la crise ministérielle du début de juin, ce qu'il redoutait surtout, c'était l'arrivée aux affaires des partisans de la suprématie des militaires sur les civils, et des jeunes radicaux, plus mal disposés envers l'Autriche que le parti de Pachitch, et quand celui-ci fut maintenu au pouvoir, il s'en félicita [115]. Comme l'armée serbe était épuisée par deux guerres successives, et qu'elle était insuffisamment approvisionnée en fusils (le ministre allemand à Belgrade signalera lui-même ce fait au moment de la déclaration de guerre), une politique prudente s'imposait au gouvernement. C'est ce que le prince héritier disait confidentiellement au chargé d'affaires russe, le 6 juillet, c'est-à-dire le jour même où, à Berlin, le chancelier pres-

sait l'Autriche de faire la guerre à la Serbie [116]. Ces réflexions du prince anticipent l'appel qu'il adressera au tsar après l'ultimatum; il lui dira alors : « Nous pouvons être attaqués après l'expiration du délai par l'armée austro-hongroise qui se concentre sur notre frontière. Il nous est impossible de nous défendre, et nous supplions V. M. de nous donner son aide le plus tôt possible » [117]. Dans des conversations qu'il a de son côté avec le représentant de la Russie pendant les journées mêmes où sont prises les décisions menaçantes de l'Autriche et de l'Allemagne, Pachitch exprime son inquiétude et se montre disposé à « ne réagir d'aucune manière contre les indignes provocations de l'Autriche » [118]. Il faut ajouter que, même au lendemain de l'ultimatum, le ministre allemand en Serbie se déclare convaincu de la prudence du président du Conseil serbe, qui, dit-il, « ne laissera pas s'engager un conflit avec la monarchie voisine et sera prêt à toutes les promesses » [119].

De ces témoignages il ressort nettement que le gouvernement serbe répugnait, en juillet 1914, à l'idée d'une guerre, et que le caractère de sa réponse à la mise en demeure de l'Autriche était conforme à ses dispositions intimes comme à l'idée qu'il se faisait de « l'intérêt vital » de son pays. Pourquoi n'a-t-il pourtant pas accepté l'ultimatum purement et simplement?

Six ans après les événements, Pachitch a fait connaître ses raisons [120]. Il était convaincu, dit-il, que, quelle qu'eût été la réponse, « même en acceptant l'ultimatum sans la moindre réserve », la guerre aurait tout de même éclaté, car l'attentat de Serajevo ne servait que de prétexte pour réaliser les plans profondément mûris des Em-

pires Centraux. En tout cas, l'ultimatum ne donnait aucune précision sur « la forme » et sur « l'étendue » de la participation d'organes austro-hongrois à l'enquête et aux poursuites judiciaires projetées en Serbie. Vienne pourrait inonder le royaume de policiers et d'enquêteurs « nantis de privilèges spéciaux », et une armée autrichienne se serait sans doute avancée en même temps qu'eux en territoire serbe. Rien de fixé non plus quant à la direction de l'enquête; on ne disait pas si elle appartiendrait aux Serbes ou aux Autrichiens, et ceux-ci se seraient certainement arrogé « tous les droits » sans que ceux-là, ayant donné une acceptation absolue, pussent légitimement les contester. C'était s'exposer à l'arrestation des ministres serbes, à des perquisitions dans les ministères et les services publics, à la saisie des documents intéressant l'organisation militaire. En un mot, le risque était grand de voir la Serbie « privée de ses moyens d'action » dans des circonstances dramatiques où le moindre incident pouvait engendrer la guerre. Ces observations présentées par Pachitch en 1918 se trouvent au moins corroborées d'avance par la déclaration, déjà citée, de Berchtold que, si la Serbie se soumettait, l'Autriche exercerait dans l'application de ses exigences une « ingérence très étendue » qui amènerait forcément un conflit armé.

ACCUEIL FAIT A LA RÉPONSE SERBE

Il va de soi que la note serbe fut bien accueillie par les cabinets de l'Entente. Comme le

remarque Hermann Lutz [121], l'effet de sa modération fut d'autant plus profond sur eux qu'ils avaient été très vivement impressionnés par l'ultimatum, par « l'entière approbation » que lui avait donnée la Wilhelmstrasse, par sa déclaration inexacte qu'elle n'avait pas connu le document avant sa publication, par le refus de prolongation du délai octroyé à la Serbie, par la rupture des relations diplomatiques (1).

Mais ce qui est surtout à retenir, c'est le jugement que porta Guillaume II [122] lorsqu'il eut pris connaissance de la réponse, le 28 juillet, c'est-à-dire le lendemain de son retour à Potsdam? « C'est un brillant résultat, disait-il, pour un délai de 48 heures seulement! C'est plus qu'on ne pouvait attendre! Un grand succès moral pour Vienne, mais il fait disparaître toute raison de guerre, et Giesl aurait dû rester tranquille à Belgrade. Après cela, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation! » Il disait aussi : « Je suis convaincu que, dans l'ensemble, les désirs de la Monarchie du Danube sont accomplis. Les quelques réserves que la Serbie fait sur certains points peuvent, à mon avis, être réglés par des négociations. Mais la capitulation la plus humble est annoncée *urbi et orbi*, et par là tout motif de guerre disparaît » (2).

(1) Quelques-uns des faits ainsi rappelés par l'historien allemand sont précisément ceux que l'attaché militaire à la Cour de Russie signalait à Guillaume II pour lui donner les motifs de « l'énorme surexcitation » où était l'entourage du Tsar, malgré ses désirs de paix 121 *bis*.

(2) Le chancelier pensait comme son maître; il trouvait que la Serbie « a donné satisfaction aux exigences autrichiennes dans une mesure tellement étendue qu'une attitude absolument intransigeante du Gouvernement au-

La contradiction entre le jugement de Guillaume II et ses actes n'a pas manqué de frapper un écrivain friand d'analyse psychologique comme Eugen Fischer [124]. Il discute longuement la portée des réflexions impériales, se demande ce qu'il faut penser d'une opinion qui lui semble être si nettement contraire au plan arrêté le 5 juillet à Potsdam. « Si le jugement de l'Empereur était valable, déclare-t-il, c'eût été un devoir sacré de dire à l'Empereur d'Autriche et à son gouvernement que l'Empereur d'Allemagne et son gouvernement regardaient la faute de la Serbie comme expiée et la menace autrichienne comme écartée, et il eût fallu ajouter que l'Empereur d'Allemagne et son gouvernement seraient forcés de considérer désormais des mesures militaires contre le royaume de Serbie, non plus comme un acte de défense, mais comme un acte d'agression, et de contester l'existence du *casus fœderis* ». Eugen Fischer conclut qu'en définitive, le jugement impérial n'était qu'une « velléité, presque un jeu que l'Empereur lui-même ne prit pas tout à fait au sérieux ».

Quoi qu'il faille penser de cette interprétation malicieusement indulgente, le fait qui subsiste est que Guillaume II et son entourage furent frappés de la modération du Gouvernement de Belgrade autant que le furent les Puissances de l'Entente.

trichien permettrait de compter que l'opinion publique de toute l'Europe deviendrait de plus en plus hostile ». Tel est l'avis qu'il exprimait le 28 juillet, et dont il renouvela l'expression le 30 en séance du Conseil des ministres [123].

LA DÉMARCHE ALLEMANDE AU QUAI D'ORSAY

Le lendemain même de la remise de la réponse serbe et de la rupture diplomatique entre Vienne et Belgrade, il se produisit à Paris un incident dont les détails éclairent les intentions de la Wilhelmstrasse.

On a déjà montré que la thèse de la localisation avait en réalité pour objectif d'immobiliser la Russie en laissant à l'Autriche une complète liberté d'action; de sorte que l'intervention russe, quoiqu'elle eût été d'emblée regardée comme fatale, pût être dénoncée comme la preuve d'une volonté nettement délibérée de troubler la paix de l'Europe. C'est dans la ligne de cette tactique que se placent les instructions du chancelier à M. de Schœn, ambassadeur à Paris [125]. Il l'invitait à faire au gouvernement français la communication suivante.

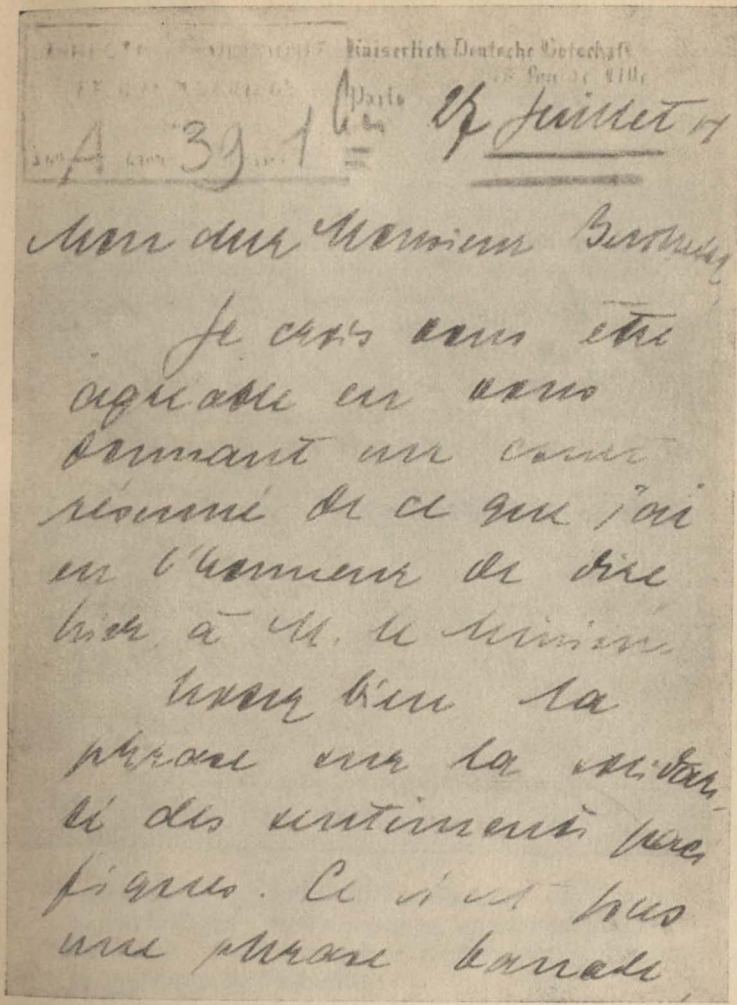
Berchtold avait, le lendemain de la délivrance de l'ultimatum, assuré au chargé d'affaires russe que « l'Autriche ne réclamera aucun territoire serbe ». Vu cette déclaration officielle de l'intention de respecter l'intégrité territoriale du royaume serbe et de se borner à y « rétablir l'ordre », le sort de l'Europe, — devait affirmer l'ambassadeur, — « ne dépend plus que de la Russie », de la décision qu'elle prendra. Et comme la France désire, ainsi que l'Allemagne, le maintien de la paix, elle voudra sans doute « exercer son influence à Saint-Pétersbourg pour l'exhorter au calme ».

La démarche de M. de Schoen surprit le Quai d'Orsay, provoqua sa méfiance. Il se disait : Comment l'Allemagne peut-elle demander à la France d'apaiser une Russie qui, au cours de la crise, a toujours prouvé sa modération et son désir de paix? Bienvenu-Martin ne refusa tout de même pas d'adresser à Saint-Pétersbourg les recommandations désirées; mais il y mit pour condition que des recommandations parallèles fussent faites à Vienne par l'Allemagne. M. de Schoen écarta cette condition comme contraire à la thèse de la localisation [126]. Il se trouvait là-dessus pleinement d'accord avec son souverain, qui estimait qu'il n'y avait de conseil à donner qu'à la Russie [127].

En vain l'ambassadeur voulut-il insister auprès du Quai d'Orsay. Il alla jusqu'à lui proposer le texte d'un communiqué de presse où était affirmée l'existence de « l'esprit le plus amical » et d' « un sentiment de solidarité pacifique » entre les gouvernements allemand et français; il le commenta même expressément dans une lettre particulière à Berthelot, directeur-adjoint des affaires politiques [128]. Ses invites parurent dissimuler le projet de « compromettre la France au regard de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle », de « masquer par des intentions pacifiques non écoutées une action militaire de l'Autriche en Serbie, destinée à compléter le succès autrichien » [129]. Le véritable but de la diplomatie allemande n'était-il pas, en effet, de faire le vide autour de la Russie, bouc émissaire sur qui devait à tout prix retomber la responsabilité de la guerre?

LA DÉCLARATION AUTRICHIENNE DE « DÉSINTÉRESSEMENT TERRITORIAL »

Il est légitime de se demander si les assurances autrichiennes concernant l'intégrité du territoire serbe méritaient créance; il est légitime aussi de répondre que Berchtold n'avait pas sincèrement envie de se lier à ce sujet envers la Russie. En voici la preuve. Avant la rupture avec la Serbie, il avait bien fait dire à Sazonof que « la Monarchie est saturée de territoires et ne convoite pas des possessions serbes », que si elle est contrainte à entrer en guerre avec la Serbie, ce sera une lutte défensive, et non « pour un gain territorial » [130]. Mais il donnait ensuite à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg des instructions qui dénotent sa vraie pensée : il lui recommandait d'éviter de « prendre un engagement formel quelconque » [131]. Et, le jour même de la déclaration de guerre, une indiscrétion des membres de l'ambassade austro-hongroise à Londres révélait l'intention de Vienne d' « abattre » la Serbie et de « céder des portions » de son territoire à la Bulgarie et probablement à l'Albanie [132]. Or, jusqu'à ce moment, Berlin avait lui-même ignoré cette intention; Vienne lui avait caché sur ce point ses desseins les plus intimes : le chancelier fut même choqué de la dissimulation de son allié, le taxa de « duplicité intolérable » [133], reproche qu'il lui fera encore les jours suivants à plusieurs reprises. Il est clair que, dans ces conditions, la confiance envers le gou-



FAC-SIMILÉ DE LA LETTRE DE M. DE SCHOEN A M. PHILIPPE BERTHELOT (27 juillet).
(*Archives du Ministère des Affaires Etrangères.*)

mais la sincère ex-
pression de la réalité.

Veuillez croire, chère
Madame Bertrand,
à mes sentiments
cordialement dévoués.

Flaubert

vernement austro-hongrois se trouvait partout soumise à une rude épreuve. Un autre motif existe de suspecter la bonne foi du Ballplatz. C'est celui qu'Eugen Fischer a souligné dans les termes suivants [134] : « Outre l'arrière-pensée que non seulement l'Autriche-Hongrie, mais d'autres voisins aussi pourraient obtenir du territoire serbe, il y en avait encore une autre, c'est qu'on pouvait après la guerre imposer ce qu'on voudrait, et toujours trouver des « raisons » pour cela. C'est dans ce sens que le général Conrad s'était exprimé dès les premiers jours; maintenant les adversaires connaissaient aussi le « truc ». Conrad avait, en effet, tenu un tel propos; au sortir de la séance du Conseil des ministres du 19 juillet, où fut prise cette résolution de démembrer la Serbie à laquelle l'historien allemand fait allusion, il avait déclaré : « Avant la guerre balkanique, les Puissances avaient aussi parlé du maintien du *statu quo;* après la guerre, personne ne s'en soucia plus » [135].

L'ALLEMAGNE REPOUSSE LA PROPOSITION ANGLAISE DE CONFÉRENCE

Après la réponse serbe dont la modération avait fait sur les Puissances une impression si favorable, il est naturel de rechercher quelle fut la politique de l'Entente.

Elle eut pour but d'écarter le danger d'une solution militaire de la crise austro-serbe (qui se muait rapidement en une crise germano-russe) au moyen d'une solution diplomatique où

l'amour-propre national et l'intérêt politique des adversaires se trouveraient conciliés entre eux et avec le souci de la paix.

C'est à quoi tendaient, comme on va le voir, plusieurs propositions dont les Puissances prirent l'initiative, mais qui reçurent des Empires Centraux le même accueil négatif que la demande de prolongation du délai de vingt-quatre heures.

La première émane de Grey. Désireux d'arrêter la marche à la guerre, il émit l'idée d'une conférence analogue à celle qui avait été réunie pendant la dernière guerre balkanique : les ambassadeurs à Londres des grandes Puissances non directement intéressées se rencontreraient avec le ministre anglais des affaires étrangères « pour essayer de trouver un moyen d'éviter les complications », tandis que les différents agents diplomatiques insisteraient auprès des gouvernements de Vienne, Belgrade et Saint-Pétersbourg pour que les opérations militaires fussent interrompues jusqu'à la fin de la conférence [136]. Grey pensait que, l'intervention armée de la Russie devant être nécessairement la riposte à une agression autrichienne contre la Serbie, une suspension d'armes générale contribuerait à faire trouver un accommodement entre les parties en cause.

La France et l'Italie acquiescèrent à cette proposition. Sazonof y adhéra aussi en principe; mais comme des négociations directes avaient été entamées entre le cabinet russe et le cabinet autrichien, et qu'elles lui paraissaient être en bonne voie, il demanda à attendre d'abord leur résultat, tout en annonçant qu'en cas d'échec, il se rallierait à la proposition anglaise, ou à

toute autre susceptible d'aboutir à une solution pacifique du conflit » [137].

Quant à l'Allemagne, elle répondit par un refus formel. Elle jugea même superflu de prendre l'avis de Vienne. D'office, Jagow estima qu'une conférence serait une « cour d'arbitrage » qui ne pouvait être réunie qu'à la requête de l'Autriche à la fois et de la Russie. Sur quoi l'ambassadeur d'Angleterre, son interlocuteur, fit remarquer qu'il n'était nullement question d'arbitrage : mais Jagow maintint son opinion [138]. Bethmann-Hollweg jugea, lui aussi, qu'il était impossible à l'Allemagne « de traîner l'Autriche à l'occasion de son différend avec la Serbie devant un tribunal européen » [139].

Pourquoi la Wilhelmstrasse repoussa-t-elle aussi brutalement la proposition anglaise? Les ministres allemands invoquaient plusieurs arguments : la nouvelle encourageante des pourparlers engagés directement entre Saint-Pétersbourg et Vienne, la crainte que la conférence n'offrît pas de suffisantes garanties d'impartialité, leurs propres engagements envers l'Autriche. C'est dans cette circonstance que l'ambassadeur Jules Cambon adjura Jagow « au nom de l'humanité » de ne pas prendre une responsabilité personnelle « dans les catastrophes » qu'il laissait préparer; mais son appel fut vain [140].

L'AUTRICHE, CONSEILLÉE PAR L'ALLEMAGNE, REFUSE DE NÉGOCIER SUR LA BASE DE LA RÉPONSE SERBE

Les négociations directes entre Autriche et Russie auxquelles Sazonof faisait allusion reçurent à peine un commencement de réalisation. Le

ministre russe signala à l'ambassadeur d'Autriche les conditions de l'ultimatum qu'il lui semblait possible d'atténuer; il dit à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il était « prêt à aller jusqu'aux dernières limites dans la voie de la conciliation à l'égard de l'Autriche », qu'il fallait faire à l'Autriche « un pont d'or »; il invoqua la « coopération » allemande : « on devrait pouvoir trouver un moyen de donner à la Serbie une leçon méritée, tout en respectant ses droits de souveraineté ». Il s'agit donc d'une entente entre Autriche et Russie sur la base de la réponse serbe [141].

Berchtold opposa immédiatement un refus absolu. La réponse serbe ayant été qualifiée d' « inacceptable », déclara-t-il, elle ne peut faire l'objet d'une négociation, qui heurterait, d'ailleurs, l'opinion publique en Autriche et en Hongrie. Il ajouta qu'au surplus, la guerre venait d'être déclarée à la Serbie (ce qui était vrai, comme on va le voir) pour mettre un terme à ses « provocations » et qu'il en résultait une situation nouvelle [142].

Grey eut, de son côté, une idée analogue à celle de Sazonof, en fit part à la Wilhelmstrasse par l'intermédiaire de l'ambassadeur Lichnowsky, dont le télégramme était de nature à faire une forte impression sur Bethmann-Hollweg [143]. Il disait qu'en ne se contentant pas d'une réponse qui était très conciliante, l'Autriche démontrerait l'intention de ne chercher qu'un « prétexte » pour attaquer la Serbie, et que cette « provocation directe » à la Russie amènerait « la plus terrible guerre que l'Europe eût jamais vue ». Il demandait la médiation allemande pour faire admettre par l'Autriche la réponse « soit comme

satisfaisante, soit comme base de négociations ». Lichnowsky ajoutait que Grey s'était montré « pour la première fois mécontent ».

A la suite de cette communication inquiétante, Bethmann-Hollweg transmit à Vienne et soumit à son « examen » la proposition de Londres. Mais il ne l'appuya pas; il se contenta de demander « à connaître les vues » de Berchtold sur la suggestion de Grey [144]. En même temps, il fit dire au ministre anglais qu'il ne pouvait pas conseiller à l'Autriche de « sanctionner *a posteriori* » une réponse qu'elle avait dès l'abord « rejetée comme insuffisante » [145]. Il écartait donc lui-même, d'autorité, la proposition.

Au reste, si Berchtold avait pu se méprendre sur ce que Berlin attendait de lui, un rapport de son ambassadeur sur une conversation qu'il venait d'avoir avec Jagow l'eût détrompé aussitôt. Le secrétaire d'Etat allemand faisait donner au ministre austro-hongrois « l'assurance la plus catégorique qu'il ne s'identifie aucunement avec ces propositions » anglaises, qu'il est même opposé à leur prise en considération, qu'il ne fait la communication que pour ne pas indisposer la Grande-Bretagne et la pousser du côté de la Russie et de la France [146]. Il s'agissait donc seulement d'une démarche de pure forme et pour l'apparence.

Quant à Berchtold, il fit les deux objections déjà mentionnées : l'une, que la réponse serbe faisait des réserves sur la plupart des points; l'autre, que, vu l'état de guerre intervenu entre la Monarchie et la Serbie, cette réponse était « déjà dépassée par les événements ». Il n'était donc pas plus disposé à accueillir la proposition de Grey que celle de Sazonof [147].

CHAPITRE VIII

LA DECLARATION DE GUERRE A LA SERBIE (28 JUILLET)

La déclaration de guerre à la Serbie, invoquée deux fois comme motif par Berchtold, eut lieu le 28 juillet.

A ce propos, deux remarques s'imposent dès l'abord. La déclaration de guerre se fit sous la pression du gouvernement allemand. Le texte de cette déclaration, tel qu'il fut soumis par Berchtold à la signature de François-Joseph, contenait un faux.

L'ALLEMAGNE INSISTE POUR QUE LES HOSTILITÉS SOIENT COMMENCÉES

C'est avec déplaisir que la Wilhelmstrasse et l'Empereur voyaient les choses traîner en longueur. Ils prirent soin de le dire clairement au

Ballplatz, même avant l'arrivée de la réponse serbe. Le 25 juillet, en effet, l'ambassadeur Szögyény fit à Berchtold une communication importante sur l'état d'esprit de Berlin[148]. Il disait : 1. « Ici tout le monde tient pour certain qu'une réponse négative de la Serbie sera suivie immédiatement de notre déclaration de guerre, accompagnée d'opérations militaires ». — 2. « L'on considère ici que tout retard apporté dans l'ouverture des opérations de guerre serait, à cause de l'immixtion d'autres puissances, très dangereux. » — 3. « On conseille instamment » à l'Autriche « de procéder immédiatement et de mettre le monde en présence d'un fait accompli ».

Ainsi l'insistance énergique de Berlin était connue de Berchtold et de son entourage pendant les trois journées qui s'écoulèrent entre la remise de la réponse serbe et la déclaration de guerre.

Le chef d'Etat-Major général Conrad aurait cependant voulu que cette déclaration fût retardée, parce que les lenteurs de la concentration ne lui permettraient pas de commencer avant le 12 août sa marche en avant, et qu'il désirait n'entrer en campagne qu'avec des forces suffisantes. Mais sa résistance fut passagère, céda devant les exigences politiques. Aussi l'ambassadeur d'Allemagne, qui avait assisté et pris part à la première conversation de Berchtold avec Conrad sur ce sujet (26 juillet), put-il annoncer à Bethmann-Hollweg que la guerre serait officiellement déclarée le lendemain ou le surlendemain. Et Tschirschky donnait le motif formel de la décision autrichienne : elle avait été

prise « principalement pour empêcher toute tentative d'intervention » [149].

Telles étaient les dispositions où les offres de Sazonof et de Grey avaient, à l'insu de leurs auteurs, trouvé les Gouvernements autrichien et allemand. Ainsi s'explique le fait qu'elles aient été accueillies avec si peu de sympathie.

Pour faire entièrement comprendre le caractère de la résolution autrichienne, il faut relever la confidence faite par Berchtold à la Wilhelmstrasse, à savoir que les opérations de guerre commenceront seulement une fois « l'entrée en ligne des troupes terminée, afin qu'alors un coup vigoureux et décisif puisse être porté » [150]. Cette réserve secrète prouve qu'une mesure aussi grave que la déclaration de guerre avait été résolue pour donner satisfaction à Berlin.

Ici encore, il est intéressant de mentionner le jugement d'Hermann Lutz [151]. Il incrimine l'optimisme, résultant « d'une grossière méconnaissance de la situation générale », dont fit preuve la Wilhelmstrasse, qui persévéra « follement » dans la voie où elle s'était engagée, son excessive légèreté pour n'avoir pas prêté l'oreille aux nombreux avertissements « venus de tous les points cardinaux sur la gravité de la situation », et pour avoir poussé l'Autriche à déclarer à très bref délai la guerre à la Serbie, ce qui devait rendre inévitables « des complications européennes ». « Il eût mieux valu, poursuit-il, surtout quand on eut pris connaissance de la réponse serbe, engager d'une manière pressante Vienne à différer la déclaration de guerre ». Au bout de sa discussion de la politique allemande des 26 et 27 juillet, il conclut, en rappelant un passage de la

correspondance diplomatique de la Wilhelmstrasse : « en diplomatie toutefois, le conseiller encourt la responsabilité des suites de son conseil » (opinion à laquelle le secrétaire d'Etat Jagow, en avril 1913, s'était expressément rangé vis-à-vis de l'Autriche); et le Gouvernement allemand, ajoute-t-il, ne peut donc échapper à sa coresponsabilité pour la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie ». Remarquant ensuite que l'Allemagne avait, « par un aveuglement singulier », consenti, voire même aidé par ses conseils, à laisser se créer par l'invasion autrichienne en Serbie une situation « critique », il estime que c'était là « une façon de conduire des affaires, par laquelle les intérêts vitaux du peuple allemand étaient profondément affectés, sur laquelle on ne peut prononcer qu'un jugement sévère ».

Cette opinion de Hermann Lutz a été corroborée d'avance par la déclaration des quatre experts que le chef de la délégation allemande à Versailles, M. de Brockdorff-Rantzau, transmettait, le 28 mai 1919, à Clemenceau, président de la Conférence de la Paix. Ces experts, Hans Delbrück, Albert Mendelsohn-Bartholdy, Max Montgelas et Max Weber, s'exprimaient ainsi : « L'Allemagne a approuvé l'intention de l'Autriche de faire disparaître l'agitation grand-serbe par une action pouvant être appuyée en cas de besoin par la force des armes. Il eût été d'une importance décisive que, dès l'arrivée de la réponse serbe, le 27 (juillet), le cabinet de Vienne eût été empêché de prendre des mesures irrévocables, car le Gouvernement de Berlin avait eu, dès ce jour-là, l'impression que la Serbie avait fait preuve d'un très grand esprit de conciliation » [152].

Mais non seulement Berlin n'avait pas « empê-

ché » l'action de Vienne, il l'avait, au contraire, vigoureusement encouragée.

FAUX PRÉTEXTE DE LA DÉCLARATION DE GUERRE

Si, malgré son désir de conciliation, et certaine d'être attaquée par l'Autriche, comme le prince héritier l'avait, dans son anxiété, écrit au Tsar, la Serbie avait ordonné la mobilisation même avant de remettre sa réponse ce n'était de sa part, dans la conjoncture où elle se trouvait, qu' « une légitime mesure de défense », comme l'admet Hermann Lutz [153].

Le gouvernement de Vienne ne pouvait tirer de là un motif de guerre. N'en ayant pas, il en imagina un. Quand Berchtold sollicita de son souverain l'autorisation d'envoyer un télégramme à Belgrade, il lui présenta un texte où les troupes serbes étaient accusées d'avoir « attaqué un détachement de l'armée » autrichienne. Mais dans le télégramme qui fut adressé à la Serbie, cette affirmation disparut. Berchtold s'en excusa auprès de François-Joseph sur ce que le combat n'avait pas été confirmé, et qu'un unique rapport était arrivé au sujet d' « une tiraillerie de peu d'importance qui certainement ne paraissait pas propre à motiver un acte d'Etat de ce poids »; c'est pourquoi il avait pris sur lui de supprimer ce passage, dans l'espoir d'être ultérieurement approuvé par l'Empereur [154]. Nous n'avons aucun témoignage sur l'accueil que François-Joseph fit à la révélation du faux grâce auquel le ministre avait obtenu sa signature.

Restait du moins que la guerre était déclarée à la Serbie pour n'avoir pas répondu « d'une manière satisfaisante » à la note du 23 juillet [155].

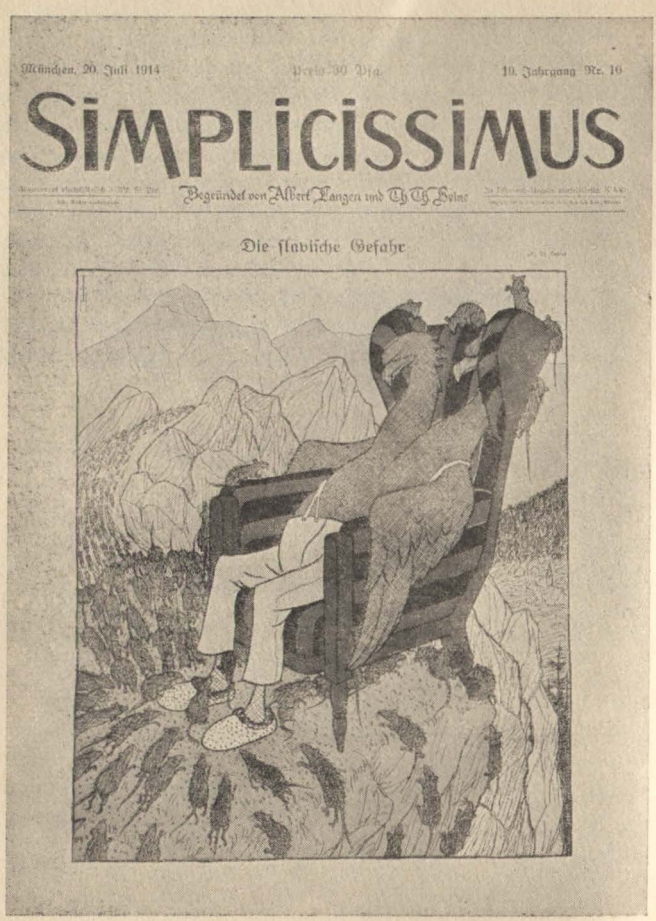
Berchtold avait-il besoin d'invoquer une autre raison? L'ambassadeur d'Angleterre en Autriche ne remarquait-il pas sur place que « l'ajournement ou l'empêchement de la guerre avec la Serbie causerait sans contredit une grande déception dans ce pays, qui est fou de joie à la perspective de la guerre » [156].

Quels lendemains devait avoir la résolution autrichienne, qu'il serait exact d'appeler la résolution austro-allemande; quelle allait être sur la politique internationale la répercussion d'une initiative que Eugen Fischer appelle « l'acte décisif » [157]? C'est celle qui était prévue à Berlin comme à Vienne : l'intervention armée de la Russie.

Berchtold en particulier s'y attendait. Dans ses instructions à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg sur la conduite à tenir s'il arrivait tout de même qu' « après mûre réflexion », la Russie décidât de « résister même au torrent écumant de la solidarité slave », il envisageait surtout, à la vérité, une suite guerrière. Adoptant la même tactique que la diplomatie allemande, il disait qu'au cas où la Russie estimerait que « l'heure du grand règlement de comptes avec les Puissances Centrales a déjà sonné, et où, par conséquent, elle serait d'ores et déjà résolue à la guerre », il n'y aurait plus qu'à attendre la décision du sort [158]. Berchtold essayait donc, lui aussi, de rejeter d'avance sur la Russie la responsabilité des événements futurs. Hermann Lutz, qui connaît les documents historiques, attribue, au contraire, à la déclaration de guerre un

« mauvais effet provocateur » [159]. Et son opinion s'accorde rigoureusement avec l'exposé du *Livre blanc*, distribué au Reichstag le 4 août 1914. « Nous avions parfaitement conscience, y déclare solennellement Bethmann-Hollweg, qu'une action militaire quelconque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie aurait pour conséquence immédiate une intervention russe, et, par suite, pouvait nous entraîner dans une guerre en raison de nos obligations » [160].

C'est l'aveu que la déclaration de guerre à la Serbie était un défi à la Russie. La Russie va relever le gant.



« LE DANGER SLAVE »

(Simplicissimus *du 20 juillet 1914.*)

CHAPITRE IX

LA MOBILISATION RUSSE

A partir du moment où fut prise la décision de force que les deux Empires Centraux savaient devoir être funeste à la paix de l'Europe, les chefs militaires responsables de la sécurité allaient, dans chaque pays, exercer sur les gouvernements une influence qui ne cessera de croître, et qui, tantôt doublera, tantôt dominera, tantôt annihilera celle des diplomates. C'est là le fait caractéristique des trois derniers jours du mois de juillet.

MESURES RUSSES DE PRÉMOBILISATION (25 JUILLET)

Aussitôt après l'ultimatum qui l'avait si vivement ému, Sazonof jugea nécessaire d'examiner avec ses collègues du ministère les mesures à

proposer au Tsar. Il n'était nullement animé par un désir de guerre : la Wilhelmstrasse le reconnaîtra elle-même jusqu'au dernier jour. Quant à son souverain, il était notoirement attaché à la paix avec ferveur : mais la gravité des événements pouvait avoir finalement raison des sentiments de l'un et de l'autre.

Dans une réunion tenue le 24 juillet hors de la présence de l'Empereur, et dans une autre tenue le 25 sous sa présidence, une décision de principe fut prise [161]. Le Tsar approuva un projet de mobilisation de treize corps d'armée contre l'Autriche, mais en mettant à son exécution deux conditions : celle d'une agression autrichienne contre la Serbie, et celle du consentement du ministre russe des affaires étrangères, c'est-à-dire du personnage politique responsable. On décida, en outre, de prendre quelques précautions immédiates, destinées à éviter les embarras que causerait éventuellement une mobilisation devenue nécessaire; en particulier, celle de procéder secrètement à la prémobilisation, qui comportait les dispositions requises pour ce que les règlements appelaient « la période préparatoire à la guerre ».

Ces mesures ne parurent pas excessives au chef d'Etat-Major autrichien Conrad : « Cela peut, dit-il, ne pas signifier encore la mobilisation » [162]. Du moins, ne signifiaient-elles, selon les autorités russes, aucune intention agressive contre l'Allemagne. Deux jours plus tard, l'attaché militaire allemand rapportera à son gouvernement que, d'après les dires du ministre de la guerre Soukhomlinoff, c'est seulement au cas où l'armée autrichienne pénétrerait en Serbie

qu'il serait procédé à la mobilisation des districts voisins de la seule frontière autrichienne [163].

En subordonnant une action guerrière à la marche des événements, les ministres de Nicolas II croyaient diminuer ainsi les risques d'un conflit armé, laisser à la paix ses dernières chances. Il est même remarquable que la principale chance était, à leurs yeux, l'esprit de conciliation qu'ils supposaient à l'Allemagne. Ce sentiment de confiance frappa tellement l'ambassadeur Pourtalès lui-même, qu'il écrivait que « le trait dominant dans l'opinion est l'espérance dans l'Allemagne et la médiation de Sa Majesté l'Empereur Guillaume II » [163 bis].

LA MOBILISATION DÉCIDÉE CONTRE L'AUTRICHE

Ce n'est pourtant pas vers l'apaisement qu'allait le cours des événements. Après les inquiétudes causées par l'ultimatum, puis par la rupture des relations diplomatiques, la déclaration de guerre vint fixer l'état des esprits. L'attaché militaire allemand à la Cour de Saint-Pétersbourg informe alors son gouvernement que, si, la veille encore, surtout après la réponse serbe, on espérait toujours une solution pacifique, on considère maintenant, « dans l'entourage de l'Empereur, la guerre générale comme presque inévitable. Alors qu'avant la publication de la note de réponse de la Serbie, on estimait que l'Autriche était en droit d'exiger des satisfactions de la Serbie, on est maintenant convaincu, après le rejet de la réponse très conciliante, d'après l'opinion

d'ici, de la Serbie, que l'Autriche a agi de mauvaise foi, qu'elle cherche la guerre et qu'elle la veut. » Mais on n'en veut pas en Russie, ajoute-t-il; « on voudrait encore l'éviter, et on regrette qu'aucune puissance n'ait réussi à détourner l'Autriche de cette démarche dangereuse » [164].

La nouvelle de la déclaration de guerre produisit sur Sazonof en particulier une impression profonde, que tous les témoignages s'accordent à signaler; Pourtalès constate qu'elle le bouleversa [165], et brisa du coup l'optimisme dont il avait fait preuve jusque-là. C'est que, maintenant, il ne doute plus des intentions de l'Autriche, et qu'il soupçonne la mauvaise influence de l'Allemagne sur elle; lui aussi, maintenant, croit qu'il sera impossible d'échapper à la guerre générale.

Aussi décide-t-il de faire proclamer, le lendemain 29, la mobilisation contre l'Autriche, et il en avise la Wilhelmstrasse, en lui confirmant l'absence de toute intention d'attaquer l'Allemagne [166].

LES AUTORITÉS MILITAIRES RUSSES CONTRE LA MOBILISATION PARTIELLE

La décision de Sazonof va se heurter, en Russie même, à la résistance des autorités qui sont habilitées pour l'exécuter [167]. Le chef d'Etat-Major général Januschkevitch et le chef du service de la mobilisation Dobrorolski faisaient de sérieuses objections, de caractère technique, à l'idée de ne mobiliser que la seule partie des for-

ces qui était nécessaire contre l'Autriche. Connaissant les obligations qui résultaient de la Triple-Alliance, les autorités militaires n'avaient conçu qu'un plan dirigé contre l'Allemagne aussi bien que contre l'Autriche, n'avaient donc préparé qu'une mobilisation générale. La structure de leur plan comportait une telle interdépendance des circonscriptions militaires que, même si on se bornait à mobiliser celles qui étaient limitrophes de l'Autriche-Hongrie, il fallait emprunter aux autres les troupes techniques, y puiser des munitions, en tirer les réservistes de certains corps. Que de désordre, de confusion à craindre si, une fois la mobilisation en cours, les circonstances venaient à imposer une mobilisation générale! En outre, il fallait tenir compte de la difficulté, dans un empire de vaste étendue, des transports par chemins de fer, transports dont l'organisation n'avait été prévue que pour une mobilisation générale. En résumé, si la guerre avec l'Autriche-Hongrie devait rapidement se compliquer d'une guerre avec l'Allemagne, l'Etat-Major russe jugeait dangereux de procéder en deux étapes, parce que les opérations faites au cours de la première entraveraient celles qui seraient nécessaires au cours de la seconde : « toute mobilisation partielle avait pour effet de ruiner la mobilisation générale ».

On comprend donc pourquoi il y avait, le 29 juillet, deux courants à Saint-Pétersbourg. Sazonof et l'Empereur désiraient qu'on s'en tînt à la mobilisation partielle prévue dans le Conseil des ministres du 25 juillet. C'est celle que Sazonof, après avoir reçu la nouvelle de la déclaration de guerre, avait annoncée par un télégramme cir-

culaire à ses ambassadeurs; suivant sa déclaration expresse, elle n'avait aucune pointe contre l'Allemagne; elle ne devait sans doute avoir d'autre effet que d'intimider l'Autriche et, ainsi, de l'empêcher de rechercher des avantages militaires qui la mettraient forcément aux prises avec la Russie. Mais les chefs de l'armée, préoccupés des inconvénients d'une mobilisation partielle, insistaient pour une mobilisation générale, que leur semblait exiger le risque, certain pour eux, d'une guerre avec l'Allemagne.

LA DÉMARCHE DE L'AMBASSADEUR ALLEMAND POURTALÈS

Sazonof finit par se ranger à leur opinion, par donner au Tsar le même avis qu'eux. Nicolas II se laissa convaincre, et signa l'ordre de mise en mouvement de toutes ses forces à partir du 30 juillet.

Pour comprendre le revirement de Sazonof, il faut connaître la visite que lui fit, le 29, entre 19 et 20 heures, l'ambassadeur allemand [168]. Elle venait après diverses conversations du même jour entre le ministre russe et les représentants soit de l'Allemagne soit de l'Autriche. L'un, Pourtalès, lui avait déjà dit à deux reprises que la mobilisation contre l'Autriche aurait, à cause des obligations de l'alliance, l'intervention allemande pour suite. Au cours d'un calme entretien avec l'autre, Szápáry, à propos de la même mobilisation, un coup de téléphone annonce soudain au ministre russe le bombardement de Bel-

grade par des monitors autrichiens : « Du coup, rapporte l'ambassadeur, ses manières changèrent ». — « A quoi bon conserver encore, dit-il, si vous procédez de la sorte? » Szápáry le quitte en constatant qu'il est en proie à une « agitation extrême ». C'est alors que survient de nouveau Pourtalès : il est chargé par son Gouvernement d'attirer « très sérieusement l'attention de M. Sazonof sur le fait que la continuation des mesures de mobilisation forcerait l'Allemagne à mobiliser, et que, dans ces conditions, il serait presque impossible d'empêcher la guerre européenne ». Pourtalès, rendant compte de sa mission, note la grande émotion éprouvée par son interlocuteur en l'entendant.

C'est qu'en effet les dernières espérances de Sazonof s'effondraient. Suivant l'expression qu'il employait lui-même [168 bis], il n'avait plus désormais « le moindre fétu de paille » où se raccrocher.

Or, s'il devint plus que jamais inquiet que Berlin n'eût des desseins agressifs, c'est, entre autres raisons, que les déclarations de Pourtalès ne s'accordaient pas avec les déclarations antérieures de la Wilhelmstrasse. Jusqu'ici, n'avait-elle pas, en effet, accepté la mobilisation partielle contre l'Autriche comme une chose normale? L'avant-veille encore, Jagow avait dit au chargé d'affaires russe : « Nous mobiliserons si la Russie mobilise sur nos frontières, ou si les troupes russes envahissent le territoire autrichien ». Le même jour, il disait à Jules Cambon que l'Allemagne n'interviendrait qu'en cas d'une attaque russe contre l'Autriche, et il tenait le même langage à l'ambassadeur d'Angleterre en distinguant la mobilisation dans le sud, acceptable

pour l'Allemagne, et la mobilisation dans le nord [169].

Outre cette contradiction troublante dans l'attitude de la Wilhelmstrasse, Sazonof avait été vivement impressionné par le fait qu'à cette communication dont il affirmait le caractère « amical », l'ambassadeur avait donné par le ton employé l'allure d'une sommation. Il eut la pénible sensation d'une menace [170].

C'est sur les instructions de Bethmann-Hollweg que Pourtalès avait rendu la visite qui avait rempli Sazonof de trouble. On a quelquefois qualifié d'ultimatum le télégramme du chancelier. Cette qualification semble excessive à Eugen Fischer [171]; mais il dit qu'il faut y voir tout de même un « préultimatum ». L'avis qu'il exprime sur cet incident doit, du reste, être mentionné. Il pense que si elle était décidée à faire la guerre à l'Autriche, la Russie était obligée, du point de vue militaire, de mobiliser la totalité de son armée, puisque l'Allemagne ne cachait pas son intention d'assister son alliée. Le chancelier avait donc fourni lui-même au gouvernement russe une bonne raison d'ordonner la mobilisation générale. On voit qu'Eugen Fischer se trouve attacher une grande valeur aux arguments de l'Etat-Major russe.

LA CORRESPONDANCE ENTRE « NICKY » ET « WILLY »

L'ordre de mobilisation générale ne fut pourtant pas exécuté, parce que le Tsar l'annula le soir même où il le donna. Ce revirement est dû

à l'influence personnelle de Guillaume II sur Nicolas II. On a vu plus haut que le Tsar et son entourage avaient confiance que le souverain allemand exercerait une action bienfaisante sur le gouvernement de Vienne. Malgré l'aggravation incessante des circonstances, Nicolas II gardait toujours l'espoir que la volonté du Kaiser réussirait encore à arrêter son allié au bord de l'abîme. Il était entré avec lui en correspondance personnelle, comme cela s'était déjà produit antérieurement plus d'une fois. Quand il reçut de « Willy » un télégramme où le Kaiser lui annonçait que, voulant répondre à « la cordiale et tendre amitié » qui l'unissait solidement à lui, il s'efforçait d'obtenir des Autrichiens une négociation franche et directe avec les Russes, cette déclaration produisit sur lui une impression favorable [172]. Cependant il ne manqua pas d'être frappé de ce qu'elle était en désaccord avec l'objet, et aussi avec le ton, de la communication de Pourtalès : il demanda l'explication de cette « divergence », ajoutant qu' « il serait juste de soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de la Haye » [173]. C'est donc une solution pacifique qu'il envisageait et recherchait toujours. Pendant que son télégramme était en route, il en reçut un autre du Kaiser : Guillaume II, toujours préoccupé de mettre la responsabilité des événements à la charge de Saint-Pétersbourg, y définissait la politique qui, d'après lui, s'imposait à la Russie, y déclarait qu'elle n'avait qu'à « rester spectatrice du conflit austro-serbe, sans engager l'Europe dans la plus horrible guerre dont elle ait jamais été témoin » ; et il terminait par une phrase qui était, en somme, la confirmation du « préultimatum » du

chancelier : « Evidemment, des mesures militaires de la part de la Russie, qui seraient considérées comme menaçantes pour l'Autriche (il ne visait donc que la mobilisation partielle reconnue légitime par Jagow), précipiteraient une calamité que tous deux nous désirons éviter, et compromettraient mon rôle de médiateur que j'ai volontiers accepté sur ton appel à mon amitié et à mon assistance » [174].

Chose curieuse! C'est ce message qui fit revenir « Nicky » sur sa résolution. Il y vit une sorte de promesse solennelle du Kaiser. C'est expressément en invoquant la « parole d'honneur » de Guillaume II qu'il prescrivit d'annuler la décision de mobilisation générale [175]. Il n'alla cependant pas au delà, et, malgré la phrase finale du télégramme de Berlin, il maintint la mobilisation partielle contre l'Autriche, déjà annoncée la veille aux Puissances. L'ordre fut expédié le 29 juillet à minuit [176].

LA MOBILISATION GÉNÉRALE DÉCIDÉE (30 JUILLET)

Cependant les chefs militaires, de plus en plus obsédés du sentiment de leur responsabilité, de plus en plus persuadés que l'Allemagne pratiquait une solidarité active avec son alliée et se préparait elle-même à ouvrir les hostilités, persistaient à craindre les grands embarras d'une mobilisation générale devenant à bref délai nécessaire pendant que la mobilisation partielle était en cours. Mais comment obtenir le consentement du Tsar, à qui la guerre faisait

horreur, et qui, dans la matinée du 30, refusa même de s'entretenir ou de poursuivre l'entretien avec le chef d'Etat-Major et avec le ministre de la guerre? Sazonof réussit à être reçu par lui en audience dans l'après-midi. Devant son souverain, il invoqua deux arguments : l'un, technique, celui des militaires; l'autre, politique, à savoir que la France pourrait s'étonner de l'indifférence à la menace allemande montrée par un allié qui se bornait à prendre des mesures contre l'Autriche. Après une heure d'une conversation pathétique, il obtint l'autorisation de prescrire la mobilisation générale. Il était environ seize heures. L'ordre fut exécuté dans la soirée. A Saint-Pétersbourg, l'affiche rouge de l'ukase impérial apparut sur les murs à l'aube de la journée du 31 juillet [177].

PORTÉE RÉELLE DE LA MOBILISATION RUSSE

On a souvent incriminé la résolution du Tsar; on a dit qu'elle devait avoir la guerre pour conséquence nécessaire, logique.

A ce jugement s'oppose nettement l'opinion formulée, en 1914 même, par la plus haute autorité militaire allemande. Le 30 juillet, le chef d'Etat-Major général Moltke faisait savoir à Vienne que « la mobilisation russe n'était pas un motif pour mobiliser. Il fallait d'abord que l'état de guerre existât entre la Monarchie (austro-hongroise) et la Russie ». Et les conseils qu'à ce propos il faisait donner à son collègue Conrad étaient accompagnés d'un commentaire qui ré-

futait d'avance le grief fait au gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il s'exprimait ainsi : « Contrairement aux mobilisations et démobilisations russes qui sont devenues habituelles, la mobilisation allemande amènerait inévitablement la guerre. Ne pas déclarer la guerre à la Russie, mais attendre l'agression russe » [178]. Ainsi, Moltke disait clairement que ce n'est pas la mobilisation russe, mais l'allemande seule, qui entraînait la guerre. C'est donc contrairement à l'opinion du personnage le plus qualifié qu'Hermann Lutz a vu dans cette mobilisation une « démarche irrévocable ». De l'aveu des chefs militaires allemands, ce n'est pas la résolution du Tsar qui devait déterminer logiquement le début des hostilités, et, suivant une formule tendancieuse d'Eugen Fischer, « forcer instantanément la guerre » [179].

Au surplus, le Tsar, lorsque Guillaume II lui demanda de suspendre ses préparatifs, répondit bien que des raisons techniques s'y opposaient, mais lui donna en même temps sa « parole solennelle » que, tant qu'il subsisterait une possibilité de négocier, l'armée russe ne commettrait « aucune action provocatrice ». Le Kaiser ne prit pas le même engagement [180].

CHAPITRE X

LES CONVERSATIONS FRANCO-RUSSES DE SAINT-PETERSBOURG

Comme les résolutions russes furent prises environ huit jours après le départ de Poincaré et de Viviani de Saint-Pétersbourg, il est naturel de se demander si elles ne sont pas l'effet indirect de l'influence d'encouragements ou d'assurances qu'ils auraient donnés au gouvernement de Nicolas II.

POLITIQUE PACIFIQUE DE LA FRANCE EN 1912, 1913, 1914

Avant de répondre à cette question, il faut faire observer que, jusqu'au voyage des hommes d'Etat français, le Quai d'Orsay avait toujours

suivi une orientation politique très nette. Si la France est fermement décidée à remplir les obligations de l'alliance, c'est-à-dire à prendre les armes dans le cas « où la Russie serait attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne », elle s'est constamment efforcée, en 1912, en 1913 et en 1914, de détourner son alliée de toute initiative qui n'aurait pas été concertée d'avance entre les deux gouvernements. En particulier, dans les questions balkaniques, universellement regardées comme grosses du danger de la guerre générale, elle insistait pour que ce danger toujours imminent ne vînt pas à éclater par l'effet d'une légèreté ou d'une maladresse qui l'obligerait, malgré elle, à intervenir. Assurément, Saint-Pétersbourg savait bien que les cabinets ministériels d'extrême-gauche eux-mêmes ne contestaient pas l'utilité et la valeur de l'alliance, ne refuseraient pas d'en acquitter les charges, mais que les cabinets d'opinion moins avancée désiraient autant qu'eux écarter jusqu'à la plus extrême limite le moindre risque de conflit. Un Doumergue, un Viviani et un Poincaré étaient dans des dispositions identiques. La correspondance diplomatique, la française comme la russe, le démontre abondamment.

Un changement d'attitude s'est-il produit lors de la visite à Saint-Pétersbourg? Voit-on alors les hommes d'Etat français engager ceux de Russie à une activité plus agressive dans une situation européenne plus précaire? Le Président Poincaré a-t-il « affermi » alors, comme on l'a dit, les partisans d'une action énergique de la Russie vis-à-vis de l'Autriche? Y a-t-il eu, comme on a parfois semblé le croire, une sorte

d'accord entre les chefs de la politique française et ceux de la politique russe, accord que l'ambassadeur Paléologue aurait connu, et dont il aurait, d'ailleurs, exagéré la portée?

LES ENTRETIENS DE POINCARÉ ET DE VIVIANI A SAINT-PÉTERSBOURG

L'histoire dispose, pour se renseigner sur les conversations de Saint-Pétersbourg, des souvenirs de Paléologue et surtout de ceux de Poincaré, ainsi que d'un télégramme, souvent cité, de l'ambassadeur anglais Buchanan à son gouvernement [181].

A quelles conclusions permettent-ils d'arriver? L'impression du Président du Conseil français, après une première conversation avec Sazonof, le 20 juillet, est optimiste : le ministre russe n'a pas reçu de nouvelles qui lui fassent « redouter beaucoup les suites du double meurtre de Serajevo ». Même état d'esprit chez le Tsar : au cours d'un long entretien avec Poincaré, le 21, il ne fait aucune allusion à un danger imminent : « pas un instant, la vision d'une guerre n'a passé devant ses yeux », quoiqu'à la vérité le silence « énigmatique » de l'Autriche le trouble un peu. « Mais il ne dit pas un mot qui révèle une inquiétude sérieuse, pas un mot qui me laisse supposer qu'il croie à l'imminence d'une conflagration européenne ». A ce moment, Français et Russes ignorent encore les projets et les décisions des Empires Centraux. Poincaré cause aussi le même jour avec Buchanan, qui

est également inquiet du mystère viennois, et craint une « violente » note à la Serbie. Il dit au Président de la République que Grey songe à des négociations directes entre l'Autriche et la Russie; son interlocuteur juge ce moyen actuellement dangereux (sans doute par suite du choc direct des susceptibilités d'Etat et des amours-propres individuels), il préférerait voir la France et l'Angleterre adresser à Vienne des conseils de modération [182]. Poincaré échange aussi quelques paroles avec le ministre serbe Spalaïkovitch, qui, ayant reçu de « très mauvaises » nouvelles de Belgrade, est pessimiste : à quoi le Président répond que la France s'appliquera à « éviter les conflits ».

CONVERSATION DE POINCARÉ AVEC L'AMBASSADEUR D'AUTRICHE

Mais ce qu'on a coutume de retenir comme significatif, c'est la conversation du Président avec l'ambassadeur d'Autriche Szápáry [183]. Spontanément, Poincaré aborde la question des rapports austro-serbes, fait observer que, pour mettre en cause la responsabilité du Gouvernement de Belgrade, il faudrait que l'Autriche eût des preuves « concrètes et parlantes »; que si, par impossible, elle se proposait de prendre l'attentat de Serajevo comme un « prétexte » contre la Serbie, elle « ne devrait pas oublier que la Serbie avait des amis » prêts à la défendre, et que, par conséquent, la paix courrait un grand risque. Au cours de l'entretien, il évoque le sou-

venir d'une récente affaire où le consul austro-hongrois Prochaska avait été faussement représenté comme une victime sanglante des troupes serbes lors de leur entrée en Albanie, ce qui provoque une énergique protestation de la part de l'ambassadeur. Quand les deux interlocuteurs se séparent, le Président exprime le vœu que l'enquête n'aboutisse pas à des « résultats inquiétants ».

Aussitôt Szápáry télégraphie au Ballplatz pour dénoncer le manque de « tact » de Poincaré, dont l'attitude « sonne comme une menace », dit-il, et qui exercera, suivant lui, à Saint-Pétersbourg « une action qui ne sera rien moins que calmante ». Or, dans un tiroir du bureau sur lequel l'ambassadeur rédige ces appréciations, se trouve la note autrichienne à la Serbie, qu'il connaît, et dont il a mission de communiquer le texte à Sazonof le lendemain.

Même s'il fallait interpréter comme une menace de la part de Poincaré des propos qui peuvent aussi légitimement être interprétés comme des conseils de prudence, on se demande quelle conséquence en résulterait pour l'histoire des causes de la guerre, puisqu'au moment où l'entretien avait lieu, les résolutions autrichiennes et allemandes contre la Serbie étaient déjà prises et leur exécution commencée.

INSTRUCTIONS PACIFIQUES DE SAZONOF A SON AMBASSADEUR A VIENNE

L'historien a, d'ailleurs, un moyen d'apprécier l'effet produit sur le gouvernement russe par la présence du chef du Gouvernement français :

c'est le télégramme de Sazonof à son ambassadeur à Vienne. Il le charge de signaler à Berchtold le danger d'exigences inacceptables, « incompatibles avec la dignité de la Serbie », qui, d'après les bruits parvenus à Saint-Pétersbourg, seraient posées par l'Autriche. Il lui fait part de l'état d'esprit de Viviani, qui trouverait, lui aussi, intolérable « une humiliation injustifiable de la Serbie ». Il sait que Londres également « condamne l'intention attribuée à l'Autriche ». Comme les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Vienne ont reçu l'ordre de faire une pression modératrice sur le Ballplatz, Sazonof donne les mêmes instructions à celui de Russie. Mais, afin de ne pas provoquer la susceptibilité du ministre austro-hongrois des affaires étrangères, « pour éviter toute aggravation de la question », il lui recommande de s'entendre avec ses deux collègues; tous les trois devront toutefois se garder de donner à Berchtold l'impression de démarches « combinées » ou « simultanées ». Il déclare enfin : « Je ne perds pas l'espoir que la raison prévaudra à Vienne sur les tendances belliqueuses, et que des avertissements donnés à temps par les grandes Puissances serviront encore à détourner l'Autriche de mesures irrévocables » [184].

LES TOASTS DE POINCARÉ ET DU TSAR

Les toasts échangés au dîner d'adieu du 23 juillet, jour de la remise de l'ultimatum, sont d'autres témoignages de l'état d'esprit des hom-

mes d'Etat réunis à Saint-Pétersbourg. Le Président de la République parle le premier. Il évoque « l'indissoluble alliance », « la collaboration régulière » qui a toujours existé entre les deux gouvernements, leur même idéal de paix dans la force, l'honneur et la « dignité ». En présence d'un prochain danger éventuel, il tient visiblement à rappeler aux Empires Centraux, en termes mesurés, qu'une initiative de guerre de leur part trouverait France et Russie fermement unies. La réponse du Tsar, ses déclarations sur « la fidèle amitié » et « la cordiale sympathie » de son pays pour la France, sur « l'action concertée » des deux diplomaties, sur « la confraternité » des deux armées, sur « l'idéal de paix que se posent les deux pays, conscients de leur force », ne sonnent pas non plus comme un appel guerrier. Sazonof, causant le lendemain (24 juillet) avec Pourtalès, souligne le caractère pacifique de ces discours; l'ambassadeur allemand reconnaît qu'ils ne sont pas inquiétants, ajoute seulement qu'il n'en est pas de même des commentaires de la presse [185].

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Mais voici l'acte qui engage les deux Gouvernements. C'est le communiqué où sont officiellement résumées les conversations des jours précédents. Une première version avait été rédigée par Paléologue : elle constatait « la parfaite concordance » des « vues » et des « intentions pour le maintien de l'équilibre européen, notamment dans la péninsule balkanique ».

Soumise aux visiteurs, elle leur paraît engager trop la France « à suivre dans les Balkans la politique de la Russie » ; ils la modifient, avec la volonté expressément énoncée par Poincaré et Viviani, de « réserver l'avenir », de « souligner nos intentions pacifiques », et de « sauvegarder davantage la liberté de notre action ». C'est le contraire d'un encouragement à la guerre. On arrive ainsi à la version définitive, où est constatée simplement « la parfaite communauté » des « vues sur les divers problèmes que le souci de la paix générale et de l'équilibre européen pose devant les Puissances, notamment en Orient » [186]. Il ne se trouve là aucun indice de cette action « rien moins que calmante », que l'ambassadeur austro-hongrois prêtait d'avance au Président de la République, alors qu'il connaissait déjà, pour sa part, le texte de l'ultimatum de son propre gouvernement. Tout ce que le témoignage révèle, c'est un effort pour obtenir que la Russie ne s'engage pas seule et n'engage pas témérairement son alliée dans une aventure balkanique.

TÉMOIGNAGE DE L'AMBASSADEUR ANGLAIS BUCHANAN

Il existe encore un autre témoignage contemporain des conversations de Saint-Pétersbourg : c'est le télégramme que Buchanan envoya à Grey, le 24 juillet, après avoir reçu les confidences de Sazonof et celles de Paléologue. Il dit que des conversations des jours précédents, trois choses ont résulté :

1. « Parfaite communauté de vues sur les divers problèmes qui se posent devant les puissances en ce qui concerne le maintien de la paix générale et de l'équilibre européen, plus particulièrement en Orient. » C'est la formule du communiqué.

2. « Décision d'agir à Vienne, en vue de prévenir une demande d'explications ou une sommation qui équivaudrait à une intervention dans les affaires intérieures de la Serbie, que celle-ci regarderait à bon droit comme une atteinte à sa souveraineté et à son indépendance ».

C'est précisément pour cette raison et dans ce dessein qu'ont été envoyées des instructions concordantes aux trois représentants de l'Entente à Vienne : il s'agit d'empêcher, si possible, l'Autriche de faire une démarche d'où la guerre générale ne pourrait pas ne pas sortir.

3. « Affirmation solennelle des obligations imposées par l'alliance des deux pays ». C'est le rappel des déclarations contenues dans les toasts des deux chefs d'Etat; l'allusion aux obligations de l'alliance a pour but de mettre l'Autriche en face de ses responsabilités.

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DES MINISTRES RUSSES (24 JUILLET)

Il importe de remarquer que, le même jour (24 juillet), se tient cette séance du Conseil des ministres russes, qui décident de donner à la Serbie des conseils de modération, notamment celui de ramener les troupes à l'intérieur du

royaume, sans essayer de résister à l'invasion, et de solliciter de Vienne une prolongation du délai de 48 heures afin de faciliter l'action pacifique des Puissances. Une pareille décision n'a manifestement aucun caractère agressif et ne saurait donc être mise au passif de la France. La même conclusion s'impose devant les déclarations de Sazonof [187], qui se dit prêt à poursuivre les négociations pour le maintien de la paix « même si le gouvernement austro-honrgois passait à l'action contre la Serbie », et qui propose, d'ailleurs, lui-même, un échange direct de vues entre Vienne et Saint-Pétersbourg au sujet de l'ultimatum.

TÉLÉGRAMMES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Etant sur le chemin du retour, Viviani télégraphie de Stockholm à Paris; il dit qu'il envoie directement à Paul Cambon, ambassadeur à Londres, ainsi qu'à Paléologue à Saint-Pétersbourg, des instructions en vue de la recherche d'un moyen diplomatique d'éviter un conflit : à son avis, la Serbie pourrait donner sans délai des satisfactions à l'Autriche à propos des faits qui seraient prouvés [188]. A peine débarqué à Dunkerque, il envoie sa propre adhésion à l'idée anglaise d'une médiation [189]. Un télégramme de lui, le 29 juillet, comme un télégramme envoyé le même jour par Bienvenu-Martin, sont dans le même sens [190].

On n'aperçoit donc dans les actes du gouvernement français aucun indice d'un désir de pousser la Russie à la guerre.

TÉMOIGNAGES ALLEMANDS ET AUTRICHIENS SUR L'ESPRIT PACIFIQUE DE LA FRANCE

Du reste, il existe sur l'état d'esprit des personnalités qui dirigent la politique française, et sur l'état de l'opinion publique en France, des témoignages que leur origine même rend précieux : ce sont des témoignages allemands et autrichiens. L'armateur Ballin, ami personnel du Kaiser, au retour d'un voyage en Angleterre, disait, le 27 juillet, que le gouvernement français est à ce point inquiet que son ambassade à Londres s'est faite « toute petite » et voudrait à tout prix éviter la guerre [191]. Le 28 juillet, c'est l'ambassadeur d'Autriche à Paris qui informe le Ballplatz qu'en France « personne ne désire réellement la guerre », qu'on l'y envisage « avec résignation », que « le gouvernement et sa majorité ne pousseront certainement pas à la guerre », qu'on est déçu de ce que l'esprit conciliant de la Serbie, qui a été aussi loin que possible et tout près d'une lourde humiliation, n'ait pas atteint son but », et « parce qu'on était très fier d'avoir tant obtenu » d'elle [192]. Le 29 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne en France, M. de Schoen, déclare nettement : « Viviani ne veut pas renoncer à l'espoir du maintien de la paix, que l'on désire ici sincèrement » [193]. Or, c'est précisément le jour même où le Président de la République et le Président du Conseil viennent de rentrer à Paris. Le lendemain 30, son collègue autrichien trouvera encore Viviani « pacifique et conciliant » [194].

LA PROMESSE FRANÇAISE DE SOUTIEN ET LES CONSEILS MODÉRATEURS DE VIVIANI

Il est vrai que Paléologue a donné à Sazonof la promesse d'un entier concours d'allié : il s'agit de la promesse à laquelle le ministre russe se référait quand, après l'inquiétante démarche de Pourtalès, il annonçait sa décision de hâter les armements en vue d'une guerre imminente, et dont il remerciait le Quai d'Orsay comme d'une déclaration « particulièrement précieuse dans les circonstances actuelles » [195] Il est possible qu'elle ait « affermi » Sazonof : mais c'est une hypothèse. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que la résolution du ministre russe fut le résultat de la démarche, jugée comminatoire, de l'ambassade d'Allemagne. Quoi qu'il en soit, Viviani remit incontinent les choses au point. La France ne se dérobera pas, écrit-il, aux devoirs de l'alliance; mais, dans l'intérêt de la paix générale et étant donné qu'une conversation est engagée entre les puissances moins directement intéressées, « j'estime qu'il serait opportun que, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces ». Ces instructions à Paléologue furent approuvées par le Conseil des ministres [196].

LES PROPOS DU MINISTRE DE LA GUERRE MESSIMY

Ces dispositions des sphères officielles françaises furent-elles contredites par certains propos que le ministre de la guerre Messimy tint à l'ambassadeur de Russie? D'après le récit d'Iswolsky [197], la même idée fut émise à la fois par de Margerie, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, et par Messimy. Le premier recommande que, « vu les pourparlers qui continuent dans le but de sauvegarder la paix », le gouvernement russe donne à ses préparatifs militaires « la forme la moins ouverte et la moins provocante ». Le second conseille à ce gouvernement de se déclarer prêt, « dans l'intérêt supérieur de la paix, à ralentir temporairement les mesures de mobilisation », mais de les continuer, et même « renforcer », en « s'abstenant autant que possible de tout transport de troupes en masse ». C'était là, non des excitations à une attaque contre l'Allemagne, mais simplement le commentaire des instructions envoyées par Viviani à Paléologue. En effet, dans une note écrite postérieurement et inspirée par lui, Viviani affirme se souvenir d'avoir vu entre les mains d'Iswolsky un rapport de l'attaché militaire de l'ambassade russe, qui exposait comment, d'après le ministre français de la guerre, ces instructions devaient être comprises. Ce qui augmente la valeur de cette explication, c'est l'invitation faite à Paléologue par Viviani, dans le cas où l'Autriche n'accep-

terait pas « dans leur teneur actuelle » les conditions formulées par Sazonof (on les fera connaître ci-après), d'avoir à rechercher avec celui-ci, « et sans contrecarrer la tentative anglaise », « telle formule qui paraîtrait pouvoir fournir une base de conversation et d'accommodement » [198].

LES TÉLÉGRAMMES PALÉOLOGUE SUR LA MOBILISATION RUSSE

Ces divers documents éclairent le télégramme où, le 30 juillet au soir, Paléologue rend compte de la démarche faite par lui auprès de Sazonof pour l'engager à ne prendre aucune mesure militaire pouvant servir de prétexte à l'Allemagne. Le ministre russe lui répond qu'il a été sursis à toute mobilisation contre elle, que l'on s'est borné à mobiliser contre l'Autriche. Mais il ajoute qu'après son entretien de l'après-midi avec Pourtalès et à la suite de la correspondance engagée entre le Tsar et le Kaiser, il craint que Berlin n'ait des intentions belliqueuses; que, d'autre part, l'Etat-Major et l'Amirauté sont inquiets des préparatifs allemands. « En conséquence, conclut-il, le Gouvernement a décidé de procéder secrètement aux premières mesures de mobilisation générale » [199]. Il y a un rapport évident entre cette décision secrète de la Russie et les recommandations françaises. Mais il faut tout de même noter qu'au moment où Sazonof donnait à l'allié ces renseignements, il avait déjà obtenu du Tsar l'ordre de mobilisation générale. L'ambassadeur en apprit

la publication officielle au début de la matinée du 31 juillet, et annonça immédiatement la nouvelle à son gouvernement par un télégramme qui mit environ douze heures pour parvenir à Paris [200].

De ce qui précède, il ressort que l'action de la politique française s'est exercée dans un sens modérateur sur la politique russe, que les décisions de Saint-Pétersbourg n'ont été dues qu'à la crainte d'avoir dans un bref délai à repousser un assaut allemand et aux exigences techniques que cette perspective imposait. Au surplus, il faut rappeler que, de l'aveu même des plus hautes autorités allemandes, ce n'est pas la mobilisation russe qui devait fatalement faire éclater la guerre.

CHAPITRE XI

L'ATTITUDE DE L'ANGLETERRE

Après avoir montré l'orientation de la politique française et de la politique russe, ou, si l'on veut, de la politique franco-russe, il faut considérer également celle de la politique anglaise, que dirigeait sir Edward Grey. Cet examen s'impose d'autant plus qu'on l'a beaucoup discutée dans chaque groupe de belligérants. On a répété avec insistance qu'une prise de position moins tardive de la part du cabinet anglais, la déclaration de son intention immédiate d'intervenir dans le conflit continental aurait évité la guerre.

Dans quelle mesure la politique des futurs belligérants dépendait-elle réellement, au mois de juillet 1914, des résolutions de la Grande-Bretagne, c'est là surtout affaire d'interprétation, où les tendances intimes des commentateurs ne peuvent pas ne pas avoir une grande part. Aussi bien, quelles qu'aient pu être pendant la dizaine d'années antérieure les incertitudes et les con-

tradictions de la politique du Foreign Office dans les questions intéressant le continent européen, on ne doit retenir pour le présent récit que les circonstances de fait relatives à la crise de juillet 1914.

Comme on l'a déjà indiqué, Grey ne jouissait pas à ce moment-là de l'entière liberté d'action indispensable pour s'engager d'emblée dans un conflit armé, et le gouvernement de Berlin tenait compte de ce fait pour la réalisation de ses projets. Deux raisons retenaient le ministre anglais: 1. Plusieurs membres du cabinet Asquith, auquel il appartenait, animés de sentiments « pacifistes », n'appréciaient pas de la même manière que lui le rôle à jouer par l'Angleterre au dehors. — 2. Par suite des graves difficultés nées de la question irlandaise, la politique antérieure ne pouvait que gêner l'activité du Foreign Office dans le domaine extérieur.

La Grande-Bretagne avait cependant un motif d'intervenir en Europe. Membre du groupe de la Triple Entente, elle avait passé avec la France des accords techniques pour le cas d'une guerre franco-allemande, qui donnerait lieu à la descente d'un corps expéditionnaire anglais sur le continent et à la participation militaire de la flotte britannique dans la Manche tandis que la flotte française se cantonnerait dans la Méditerranée.

Ces accords entre les états-majors, visant une guerre de l'Allemagne contre la France, qui pouvait résulter d'une guerre de l'Allemagne contre la Russie, étaient-ils de véritables conventions liant expressément les deux parties? Nullement. La correspondance échangée environ un an et demi avant la crise de 1914 entre les gouverne-

ments de Londres et de Paris ne prévoyait (on l'a déjà souligné) que l'examen en commun de la situation créée par l'imminence d'une guerre où l'un des deux pays aurait à redouter l'attaque non provoquée d'un troisième. C'est seulement après cet examen que l'Angleterre fixerait sa ligne de conduite. Si elle décidait d'intervenir, les accords militaire et naval, qui par leur nature n'étaient pas politiquement obligatoires, s'exécuteraient automatiquement. Les hommes d'Etat anglais et français affirmaient qu'il n'existait aucune convention politique de nature à contraindre les parties : il n'y avait effectivement pas de traité d'alliance.

Est-ce à dire que les dispositions intimes des gouvernants ou du moins de certains gouvernants anglais dussent exclure *a priori* tout désir d'intervenir? Les paroles prononcées par de très hautes personnalités démontrent le contraire. Récemment encore, à la fin de l'année 1912, le roi George V, répondant à une question posée par son cousin, le prince Henry de Prusse, frère de Guillaume II, lui disait que, « dans certaines hypothèses », l'Angleterre se rangerait aux côtés de la France et de la Russie, et il invoquait, pour justifier cette attitude éventuelle, le « sentiment de l'honneur », qui, malgré l'absence d'un engagement écrit, ne lui permettrait pas de laisser abattre ces deux puissances [201]. D'ailleurs, la Grande-Bretagne n'avait pas cet unique motif d'action : c'est ainsi que, presque au même moment que son souverain, Grey déclarait à l'ambassadeur d'Allemagne que, malgré l'absence de tout arrangement secret, l'Angleterre regarderait comme « un intérêt vital absolu » pour elle d'empêcher l'écrasement de la France [202].

Jusqu'à quel point la Wilhelmstrasse et l'Empereur étaient-ils fondés à croire que l'Angleterre adopterait une attitude passive en cas de guerre? Cette question se pose d'autant plus qu'à plusieurs reprises, au cours du mois de juillet 1914, des avertissements tantôt voilés, tantôt formels, furent donnés par Grey au gouvernement de Berlin, et que l'ambassadeur Lichnowsky, en les rapportant, ne manqua pas d'exprimer avec franchise son sentiment personnel sur l'état de l'esprit public en Angleterre, et de donner à la Wilhelmstrasse des conseils de prudence, comme le faisait déjà, du reste, son prédécesseur Metternich. A la lecture de la correspondance du diplomate allemand, on voit se multiplier les déclarations du chef du Foreign Office sur la vraisemblance ou sur la probabilité de l'intervention anglaise, se multiplier aussi les informations très nettes sur les tendances de l'opinion britannique, qui, en cas de mesures militaires contre la Serbie, se prononcera contre l'Autriche [203].

La Wilhelmstrasse, il est vrai, se défie de « l'anglomanie » de son ambassadeur. Mais elle n'est tout de même pas complètement insensible à ses renseignements, puisque, cinq jours avant l'ultimatum, le représentant de la Bavière à Berlin peut résumer ainsi l'idée que les dirigeants de la politique allemande se font de la politique anglaise [204] : ils savent, affirme-t-il, que Londres « n'admettra pas un démembrement » de la Serbie; que, dans une guerre générale, l'Angleterre se rangera aux côtés des adversaires de l'Allemagne, parce qu'elle « craint la chute de la France, au cas d'une nouvelle défaite, au rang d'une puissance de second ordre et la destruction de l'équilibre européen » dont elle regarde le

maintien comme nécessaire à ses intérêts. Au lendemain de l'ultimatum, Grey rappelle à Lichnowsky que si la paix de l'Europe était compromise par un conflit austro-russe, la question ne pourrait pas laisser la Grande-Bretagne plus indifférente que les autres puissances [205]. Il lui avait déjà dit, quinze jours après l'attentat, qu'« en aucun cas, s'il surgissait des complications continentales, le gouvernement britannique ne se placerait aux côtés des agresseurs » [206]. Et l'on a vu que l'Etat-Major et l'Amirauté allemands s'attendaient positivement à l'entrée de l'Angleterre dans le conflit aux côtés de ses amis.

Il faut toutefois remarquer que, malgré ses liens étroits avec la politique franco-russe, la Grande-Bretagne ménageait l'Allemagne, désirait ne pas rompre avec elle, et même avait parfois montré des dispositions favorables à une entente anglo-allemande, jugée conciliable avec les accords anglo-français. La Wilhelmstrasse savait que le Foreign Office observerait une attitude « amicale et autant que possible impartiale », au moins aussi longtemps qu'il pourrait croire à l'esprit pacifique de Berlin [207]. Elle savait aussi que Grey allait jusqu'à invoquer la coopération allemande pour détourner de l'Europe l'orage qui la menaçait [208]. L'Angleterre ne laissait donc paraître aucune hostilité foncière contre l'Allemagne; Grey lui présentait même le visage d'un ami, non pas pour endormir sa vigilance puisqu'il n'hésitait pas à affirmer qu'au bout du compte son pays pourrait être amené à entrer dans le conflit contre elle, mais pour l'induire à exercer une pression modératrice sur l'Autriche.

Or le gouvernement allemand était surtout

frappé de ces dispositions pacifiques, qui lui étaient, d'ailleurs, signalées aussi par un diplomate officieux comme Albert Ballin, directeur de la Hamburg-America-Linie, cet ami personnel de Guillaume II qui avait été chargé de profiter de ses relations dans la haute société anglaise pour se rendre compte sur place de la situation. Pourtant Ballin faisait d'importantes réserves : « en cas d'agression non provoquée », l'Angleterre soutiendrait la France comme elle s'y était engagée, et elle ne permettrait pas l'invasion de la Belgique [209]. Quant à Guillaume II lui-même, malgré son anglophobie, il se complaisait dans l'illusion de la neutralité anglaise pour une autre raison : il estimait que le roi George la lui avait promise par l'intermédiaire de son frère, le prince Henry de Prusse, à qui il avait dit : « Nous essaierons de nous tenir à l'écart de la guerre, et nous maintiendrons notre neutralité » [210]. Etait-ce là un engagement de grande portée? Le prince Henry n'ajoutait-il pas que, si la neutralité « au début » était certaine à ses yeux, elle lui paraissait fort douteuse par la suite à cause des relations de l'Angleterre avec la France? Mais l'Empereur se disait rassuré : il avait « la parole du roi d'Angleterre ». Ce faux calcul de Guillaume II, fondé sur une « déclaration conventionnelle », a été commenté par Eugen Fischer dans les termes suivants : « La vérité que l'homme croit ce qu'il désire se confirmait par ces paroles n'engageant à rien... L'Empereur y attachait une grande importance... Il croyait manifestement que l'Angleterre voulait rester à l'écart et qu'il s'agissait seulement de démasquer la Russie comme l'agresseur » [211].

Au surplus, puisque l'on pouvait compter au moins sur la neutralité anglaise au début des hostilités, c'était là une condition suffisamment rassurante : elle laisserait le temps d'exécuter les opérations militaires contre la France, dont le succès était tenu pour certain par l'Etat-Major si elles s'accomplissaient avec rapidité.

La confiance du gouvernement allemand s'explique donc en partie par l'incertitude au moins apparente de la politique d'Edward Grey, incertitude où Hermann Lutz voit une « lourde faute ». Toutefois l'historien allemand n'en condamne pas moins la conduite de la Wilhelmstrasse. « Tirer de là pour conséquence, dit-il, une décharge de l'Allemagne en disant que la guerre mondiale eût été évitée si seulement Berlin avait su tout de suite qu'il aurait l'Angleterre contre lui, cette conséquence fréquemment entendue est une conclusion complètement fausse » [212].

Reste cependant que la crainte de l'intervention anglaise inspirera les démarches ultimes de Bethmann-Hollweg.

Si maintenant on considère la politique anglaise du point de vue des Puissances de l'Entente, on voit qu'elles attendent de la Grande-Bretagne l'attitude contraire de celle que l'Allemagne désire, c'est-à-dire l'annonce de son entrée dans le conflit, ou tout au moins une proclamation de solidarité avec la Russie et la France. Elles s'imaginent qu'une ferme démarche de ce genre fera reculer les Empires Centraux devant les initiatives irréparables. Mais jusqu'à la dernière minute, l'intervention de la Grande-Bretagne aux côtés de ses amis de l'Entente demeurera incertaine pour eux, et si Grey

BEKANNTMACHUNG

Wen trifft die Schuld an diesen unglücklichen Krieg ?

Das amerikanische Aufklärungskomité in München macht mit Recht allein **ENGLAND** für diesen schrecklichen Krieg verantwortlich. Es hat allein die ganze schwere Schuld dafür zu tragen.

Nach Offiziellen Dokumenten hat **ENGLAND** die feindlich Haltung Russlands und Frankreichs dauernd geschürt, indem es diesen Mächten seinen tatkräftigen Beistand versprach. Vermutlich hatte Frankreich und Russland sich nicht in diesen Krieg gestürzt, wenn ihnen **ENGLAND** nicht seinen vollen Beistand zu Wasser und zu Land zugesichert hätte.

ENGLAND stellte sich auf Seite der serbischen Königsmörder und nahm Partei fuer die russische Autokratie und Barbarei.

Es ist allein verantwortlich fuer das beklagenswerte Schicksal Belgiens und seiner ungluecklichen Bewohner, die es grausam getauscht hat.

Unter dem Druck **ENGLANDS** und im Vertrauen auf die von **ENGLAND** versprochene Hilfe lehnte Belgien den ihm von Deutschland angebotenen Frieden ab.

Getreu seiner Tradition und Geschichte ueberliess **ENGLAND** das ungluecksliche Land seinem Schicksal. **ENGLAND** steht heute vor aller Welt da als der einzige Hindernis fuer den Frieden. Unter seinem Druck muessen Frankreich und Russland die Kastanien fuer **ENGLAND** aus dem Feuer holen.

Alle die schweren Opfer, die sie bringen, sind fuer sie selbst voellig nutzlos.

AVIS

Qui est le responsable de cette guerre néfaste ?

Le comité américain d'éclaircissement de la situation politique à Munich considère, comme de juste, L'ANGLETERRE toute seule comme la cause immédiate de cette guerre terrible. L'ANGLETERRE seule en porte toute la lourde responsabilité.

Suivant les documents officiels L'ANGLETERRE n'a cessé d'attiser les inimitiés couvantes de la Russie et de la France, en promettant à ces puissances son secours énergique. Probablement, ni la France ni la Russie ne se seraient laissées entraîner à cette guerre, si L'ANGLETERRE ne les avait assurées de l'assistance de son armée entière de terre et de mer.

L'ANGLETERRE s'est rangée du côté des régicides serbes et L'ANGLETERRE a pris le parti de l'autocratie et de la barbarie russe.

C'est L'ANGLETERRE toute seule qui est responsable du sort lamentable de la Belgique et de ses infortunés habitants qu'elle a si cruellement trompés.

C'est sous la pression de L'ANGLETERRE et soutenue par la confiance dans le secours promis par L'ANGLETERRE que la Belgique a refusé d'accepter la paix que l'Allemagne lui avait offerte.

Fidèle à ses traditions et à son histoire L'ANGLETERRE a abandonné le malheureux pays.

A l'heure qu'il est L'ANGLETERRE se présente aux yeux du monde entier comme le seul obstacle à la paix. C'est sous la pression que la France et la Russie se voient contraints à faire tirer les canons du feu.

Tous les horribles sacrifices faits par ces puissances ne sauraient constituer pour elles-mêmes la moindre valeur.

Cambrai. 23-10 14

« L'ANGLETERRE SEULE RESPONSABLE »
AFFICHE APPOSÉE PAR L'AUTORITÉ ALLEMANDE
EN PAYS OCCUPÉS (OCTOBRE 1914).
(Musée de la Grande Guerre.)

donnait à Berlin des motifs d'inquiétude, il résistera cependant aux conseils de ses collaborateurs immédiats, qui tenaient les intérêts de l'Angleterre pour « liés à ceux de la France et de la Russie » [213]. Il devait, en effet, ménager l'opinion britannique (encline à la neutralité par indifférence aux problèmes extérieurs) et les sentiments neutralistes de ses collègues du cabinet Asquith. Il avait, en outre, une raison de diplomate circonspect : ne pas encourager par une promesse Saint-Pétersbourg et Paris à prendre une décision dangereuse. La politique du Foreign Office, commandée en principe par l'état intérieur du pays, pouvait donc, par son apparence amicale envers l'Allemagne et par son intimité avec France-Russie, agir comme un frein et sauvegarder la paix. Car ce que Grey désirait par-dessus tout, c'était d'éviter une guerre, dont il annonçait si souvent qu'elle serait effroyable.

Toutefois, si l'appréhension de la catastrophe le maintenait dans une ligne de prudence, des motifs de politique internationale devaient tout de même influer nécessairement sur sa détermination finale. Une victoire allemande aurait pour effet d'établir l'hégémonie de l'Allemagne sur mer au détriment de la puissance navale anglaise, Par une rupture avec la Russie, les intérêts anglais en Asie risquaient d'être compromis. L'occupation de la Belgique par l'armée allemande constituait un grand danger pour la sécurité de la Grande-Bretagne, qui ne pouvait pas tolérer la violation de cet Etat.

En définitive, sans se prononcer arbitrairement sur ce que Grey aurait dû ou pu faire, il est constant que l'Angleterre était attachée à la paix par sa situation intérieure et par les dispo-

sitions personnelles de ses dirigeants. Si la tendance générale de sa politique l'inclinait vers les autres Puissances de l'Entente, elle gardait une attitude pour le moins impartiale envers l'Allemagne, pour autant que celle-ci restait pacifique. Sa décision fut dictée au dernier moment par les actes des diplomates et des chefs militaires allemands, ces actes mêmes que Grey avait clairement signalés comme devant produire en Angleterre des réactions hostiles et amener de sa part une résolution capitalement grave : conditions inadmissibles posées par l'Autriche à la Serbie, invasion de la Serbie, violation de la neutralité belge.

CHAPITRE XII

L'ALLEMAGNE CONTRE LES ULTIMES TENTATIVES DE PAIX

Pendant que se déroulaient en Russie les événements des 29 et 30 juillet, quelles furent les visées et quel fut le caractère de la politique des Empires Centraux?

LES MOBILES DU CHANCELIER BETHMANN-HOLLWEG

On voit alors apparaître à plein les mobiles du chancelier Bethmann-Hollweg : plus que jamais il s'inspire d'une double préoccupation et tend vers un double objectif. Il s'efforce d'empêcher l'Angleterre de prendre position en fa-

veur des deux Etats continentaux de l'Entente et de la maintenir dans la neutralité. En même temps, il cherche à convaincre l'opinion que toute la responsabilité du conflit imminent retombe sur la Russie; il veut arriver à ce que le gouvernement du Tsar ait l'apparence d'avoir déchaîné la guerre générale (ce qui avait déjà été la raison secrète de la « localisation »). Par conséquent, il importe que la conduite de l'Autriche-Hongrie ne prête plus dans l'avenir à aucun soupçon d'intransigeance, qui détruirait ce but essentiel de la diplomatie allemande qu'on a défini par une formule exacte : « avoir une Russie coupable ».

L'activité de la Wilhelmstrasse, tandis qu'elle est tournée dans cette direction, se trouve en présence d'une série de propositions d'accommodements faites par l'Entente; Berlin comme Vienne les écartent par des refus qui confirment les Puissances dans leur méfiance et dans leurs craintes.

PROMESSE DE NEUTRALITÉ DEMANDÉE A L'ANGLETERRE

Sur la Grande-Bretagne, le chancelier veut agir directement par persuasion. Il sait bien, dit-il à l'ambassadeur Goschen, qu'elle ne pourrait pas, si une guerre européenne éclatait, laisser « écraser » la France; mais comme telle n'est pas l'intention de l'Allemagne, il est prêt à donner l'assurance, en échange de la neutralité anglaise, « qu'en cas de guerre victorieuse, l'Allemagne n'aspire à aucune acquisition territoriale aux dé-

pens de la France ». Mais quand l'ambassadeur lui demande la même assurance à propos des colonies, il la refuse, laissant ainsi à penser que son gouvernement, qui escompte d'avance la victoire, ne se fera pas faute de prendre une partie des possessions françaises d'outre-mer. Dans la suite de l'entretien, Bethmann-Hollweg se déclare prêt à promettre de respecter la neutralité et l'intégrité de la Hollande « aussi longtemps qu'elles seront respectées par les adversaires de l'Allemagne ». Au sujet de la Belgique, il tient des propos troublants : « il ne peut dire à quelles opérations l'Allemagne pourrait être forcée par l'action de la France. Mais il peut affirmer que, si la Belgique ne prenait pas position contre l'Allemagne, son intégrité serait respectée après la conclusion de la guerre ». L'action de la France à laquelle il fait ainsi allusion, c'est ce soi-disant projet d'une invasion des troupes françaises en Belgique pour pénétrer en Allemagne, qui était le prétexte invoqué dans l'ultimatum rédigé par Moltke dès le 26 juillet. Enfin le chancelier arrive à l'acte qu'il présente à l'ambassadeur comme son désir intime et constant, un traité avec l'Angleterre : « Une assurance de neutralité anglaise, dit-il, dans le conflit que la présente crise pourrait faire naître, le mettrait à même d'envisager pour l'avenir un accord général de neutralité entre les deux pays ». Mais il ajoute aussitôt : « accord dont il serait prématuré, cela va de soi, de discuter les détails dans le moment présent » [214].

Goschen ne fit pas espérer une réponse favorable du Foreign Office à cette communication. Il ne se trompait pas. Le sous-secrétaire d'Etat, sir Eyre A. Crowe, vit dans l'offre du chancelier

de « stupéfiantes propositions (qui) jettent le discrédit sur l'homme d'Etat qui les fait »; il en conclut que l'Allemagne était réellement disposée à violer la neutralité belge, et que si elle voulait respecter celle de la Hollande, c'était pour réserver aux importations allemandes la voie du Rhin et de Rotterdam; il eut, de plus, l'impression qu'elle était résolue à entrer en guerre, et que la seule considération qui l'eût retenue jusqu'ici, c'était la crainte de l'intervention anglaise pour soutenir la France et la Belgique. Ces propositions qui provoquaient la stupeur de l'adjoint de Grey, le premier ministre Asquith les jugera « infâmes ».

ENVOI A BRUXELLES DE L'ULTIMATUM

Il se trouve qu'à peu près au moment où avait lieu l'entretien du chancelier avec l'ambassadeur Goschen, l'ultimatum à la Belgique, rédigé depuis trois jours, était envoyé sous pli fermé au ministre allemand à Bruxelles, avec recommandation de le conserver par devers lui jusqu'à nouvel ordre [215]. L'Allemagne se hâtait vers la guerre générale, qui paraissait imminente. Eugen Fischer estime que cette démarche faisait partie des préparatifs normaux de la mobilisation, qu'il fallait que la pièce fût à Bruxelles pour qu'on pût commencer la guerre, mais que sa présence à Bruxelles ne rendait pas nécessaire le commencement de la guerre [216]. Assurément. Mais son envoi le 29 juillet montre du moins que le com-

mentaire de Sir Eyre A. Crowe sur les intentions allemandes n'était pas fantaisiste.

Hermann Lutz, de son côté, a jugé l'attitude de Bethmann-Hollweg vis-à-vis de l'Angleterre dans une forme plus modérée que le ministre anglais; son jugement est cependant assez voisin du sien [217]. Il voit dans les déclarations du chancelier une « lourde bévue » qui « révèle peut-être mieux que toute autre chose son incapacité d'homme d'Etat » en même temps que « la fermeté toujours persistante de sa confiance dans la possibilité de maintenir la neutralité anglaise ». Maladresse, incapacité et naïveté caractérisent donc, d'après lui, la manière d'agir de Bethmann-Hollweg.

L'ALLEMAGNE REPOUSSE LA PROPOSITION RUSSE D'ARBITRAGE

Sur ces entrefaites était arrivé à Berlin le télégramme, déjà cité, du Tsar relatif à la contradiction observée par lui entre les assurances données par « Willy » à « Nicky » et les déclarations faites par l'ambassadeur Pourtalès à Sazonof. Ce document contenait une proposition précise, celle de soumettre le problème austro-serbe à la Cour d'arbitrage de La Haye. Comme Nicolas II avait été le promoteur de sa création, cette idée était naturelle de sa part. Il l'avait déjà suggérée précédemment à Sazonof [218]. Elle avait été également formulée, comme on l'a vu, par la Serbie dans sa réponse à l'ultimatum.

Mais le gouvernement de Berlin repoussa

l'offre d'emblée. En marge du télégramme de « Nicky », « Willy » se contenta d'écrire le mot dédaigneux « Nanu! » emprunté au parler berlinois; il ne prenait même pas l'idée en considération. D'ailleurs, il avait déjà dit antérieurement que soumettre le litige à l'arbitrage lui semblait être une « folie », que « l'Autriche ne peut admettre cela » [219]. Quant à l'accueil officiel fait par la Wilhelmstrasse à la suggestion du Tsar, il concorde entièrement avec l'avis de l'Empereur; Bethmann-Hollweg se borne à faire savoir à Pourtalès que « l'idée de la Conférence de La Haye sera naturellement écartée » [220]. Pourquoi cette dédaigneuse indifférence? Hermann Lutz en donne deux raisons. L'une, d'opportunité : la situation, requérant une prompte solution, rendait vaine une proposition qui impliquait un long examen. L'autre, de fond : c'est que, certainement, « une sentence impartiale aurait repoussé certaines exigences austro-hongroises (envers la Serbie) comme inconciliables avec le droit des gens » [221].

VIENNE REFUSE DES POURPARLERS DIRECTS AUSTRO-RUSSES

Une autre solution pacifique avait été cherchée, mais une première fois sans succès, comme on l'a vu, dans des négociations directes entre Vienne et Saint-Pétersbourg, auxquelles Berchtold avait refusé de se prêter. Or Bethmann-Hollweg comprenait que la politique allemande aurait pu tirer parti de pareilles négocia-

tions devant l'opinion publique; n'avait-il pas écrit à son ambassadeur à Vienne [222] que « pour arrêter une catastrophe générale ou, en tout cas, pour mettre la Russie dans son tort », elles étaient instamment désirables? La décision du Ballplatz l'indisposa fortement, car la nouvelle du refus avait produit un mauvais effet à Londres; Grey avait été d'autant plus mal impressionné qu'il avait eu connaissance d'une importante communication du chargé d'affaires serbe au ministre italien San Giuliano [223], à savoir que la Serbie était prête, moyennant certaines explications, à accepter même les points 5 et 6 de l'ultimatum, donc à « avaler » toutes les exigences autrichiennes. A cette occasion, Grey avait été jusqu'à déclarer que son gouvernement pourrait, dans le cas d'un conflit entre l'Allemagne et la France, être amené à prendre nettement position, ajoutant qu' « en raison de l'opiniâtreté autrichienne », l'opinion anglaise « commençait à se retourner complètement contre Vienne [224].

Inquiet, le chancelier fait alors auprès du Ballplatz une tentative pressante, pleine de fermeté. Passe encore, lui dit-il, que vous ne vouliez pas négocier directement avec la Serbie puisqu'il y a état de guerre entre les deux pays; mais ce serait « une faute lourde » que de ne pas vous prêter à un échange de vues avec la Russie. Et Bethmann-Hollweg, qui se sent « à la remorque » de Vienne, « suivant sa propre expression, prescrit à Tschirschky de faire « des déclarations énergiques et très sérieuses » à l'allié par qui l'Allemagne ne doit pas se « laisser entraîner à la légère, et sans que nos conseils soient écoutés, dans une conflagration universelle » [225]. Cette démarche-là fut efficace, puisque Berch-

told donna au comte Szápáry des instructions pour « commencer la conversation » avec Sazonof. Toutefois il avait soin par avance de définir nettement le caractère et de circonscrire étroitement le terrain de l'entretien : il autorisait l'ambassadeur « à commenter la note à la Serbie, qui évidemment n'est plus de saison vu l'état de guerre, et à accueillir toute suggestion qui serait présentée du côté russe, ainsi qu'à discuter toutes les questions ayant trait directement aux relations austro-russes ». Berchtold n'admettait donc pas que l'affaire austro-serbe fût discutée, parce qu'elle ne rentrait pas, suivant lui, dans le cadre des relations austro-russes. Des instructions aussi réservées que celles qu'il donnait ainsi à son ambassadeur pouvaient-elles conduire à un résultat appréciable? Ce n'était, d'ailleurs, pas ce qu'il cherchait, puisqu'il recommandait à Szápáry de laisser à Sazonof l'initiative du choix des sujets à traiter dans leur entretien, « et même d'entrer, le cas échéant, dans une discussion n'obligeant à rien et roulant sur des généralités » [226]. Il ne s'agissait donc pour lui que de feindre l'esprit de conciliation

LA QUESTION DE LA SOUVERAINETÉ SERBE

Les efforts allemands de la dernière minute pour assouplir la politique autrichienne se heurtaient à une difficulté essentielle, celle de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de la Serbie : le sujet revient sans cesse dans les entre-

tiens de Sazonof avec les ambassadeurs des Empires Centraux à St-Pétersbourg et dans ceux de Grey avec le prince Lichnowsky à Londres. Ce qui le rendait particulièrement délicat, c'est que l'Autriche-Hongrie pouvait promettre de ne pas faire d'annexion en Serbie, proclamer son « désintéressement territorial », sans que la souveraineté de l'Etat serbe, menacée par l'ultimatum, fût pour autant sauvegardée. Or, à la Russie l'indépendance politique de la Serbie importait autant que son intégrité territoriale. L'opinion allemande elle-même s'en rendait compte. C'est même le 31 juillet encore que l'organe officiel du parti social-démocrate, le *Vorwärts*, déclarait que là était « le fond des choses ». N'exprimait-il qu'une opinion de parti? Non, puisque le chancelier, comme on va le voir, mit en cause, avec autant de netteté que lui, la responsabilité de l'Autriche-Hongrie à cet égard.

Si Sazonof se méfiait des assurances données par Berchtold, c'est qu'il ne pouvait s'expliquer que par des desseins suspects l'ultimatum, et surtout la déclaration de guerre. Il était convaincu que « les intérêts vitaux de la Russie » exigeaient que la Serbie, non seulement ne subît pas une amputation de territoire, mais même ne tombât point par la diminution de sa souveraineté « au rang d'un Etat vassal de l'Autriche »; il ne fallait pas qu'elle « devînt un Bouchara » (à la façon de cette province du Turkestan, qui, théoriquement soumise aux Turcs, dépendait en fait de la Russie). Grey pensait, d'ailleurs, comme Sazonof; il signalait le danger que la Serbie, tout en gardant une souveraineté nominale, fût pratiquement vassalisée, même sans annexion : une telle éventualité lui paraissait inadmissible pour

la Russie, parce que c'était toute sa position dans les Balkans qui pouvait en être affectée [227].

Sazonof souhaitait que les Puissances fissent pression sur l'Autriche pour quelle abandonnât celles de ses exigences qui étaient contraires à la souveraineté serbe. Mais Pourtalès répondit négativement aux ouvertures que lui fit à ce sujet le ministre russe. Les deux principales raisons de l'ambassadeur étaient que la mobilisation russe paraissait rendre « tout échange de vues très difficile, sinon impossible », et que, « à la conclusion de la paix, il serait toujours temps de revenir sur la question du respect de la souveraineté serbe ». Quand Sazonof suggéra de nouveau l'idée, qu'il avait déjà émise, d'une action de l'Allemagne à Vienne, Pourtalès déclara « qu'il était extrêmement délicat d'arrêter le bras d'une grande puissance qui s'était décidée à recourir aux armes pour une cause juste », que ce serait risquer de « compromettre sérieusement » les relations de bon voisinage avec elle et « miner sa situation de grande puissance ». Il affirma qu'au reste, Guillaume II et son entourage n'avaient pas manqué de « donner de bons conseils à Vienne » ; c'était donc à la Russie, maintenant, « de s'avancer sur le pont discrètement construit par cette déclaration » [228].

Qu'étaient, en réalité, ces conseils donnés par Berlin à Vienne? On peut s'en rendre compte par les instructions du chancelier à son ambassadeur en Autriche : il le charge bien de faire des représentations à Berchtold, mais se garde de lui prescrire de parler avec l'énergie et la netteté que paraîtraient exiger aussi bien ses dispositions personnelles que la situation. Voici ce qu'il écrit à Tschirschky [229] : « Les remarques précédentes

sont destinées tout d'abord à l'orientation personnelle de Votre Excellence. Je vous prie d'attirer seulement l'attention du comte Berchtold sur le fait qu'il serait bon de dissiper la défiance qu'inspirent ses déclarations aux puissances touchant l'intégrité de la Serbie ». Hermann Lutz, commentant ces instructions, ne peut s'empêcher de faire la réflexion suivante : « Quelle pudique délicatesse envers la susceptibilité de l'allié ! » [230].

Aussi bien les deux thèses s'affrontèrent-elles jusqu'au bout sans jamais se concilier. Aux demandes instantes de Sazonof qui ne se fiait pas à des assurances à tempérament dont l'effet devait être différé jusqu'à la conclusion de la paix, l'ambassadeur d'Allemagne répondait qu'il n'y avait « aucune chance que ses désirs fussent réalisés par l'Autriche ». Mais, à sa demande, le ministre russe proposa pourtant une formule [231] qui lui semblait propre à servir de base à un compromis : la Russie cesserait « tous préparatifs militaires » si l'Autriche se déclarait « prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». Mais, en transmettant cette formule à Berlin, Pourtalès ne cacha pas qu'il ne trouvait « guère acceptables » ce qu'il appelait les « exigences » de Sazonof, de ce même Sazonof dont le chancelier avait reconnu, à peine quelques heures plus tôt, « les intentions pacifiques ». C'est aussi par l'épithète : « inacceptable » que Jagow accueillit la proposition russe, qui finit par l'échec le plus absolu [232].

ÉCHEC DE LA PROPOSITION DE PRISE EN GAGE DE BELGRADE

Les dispositions des Empires Centraux se trouvèrent également mises à l'épreuve par une autre proposition qui est connue des historiens sous le nom de *Halt in Belgrad* (arrêt à Belgrade). L'idée dont elle s'inspire est distincte de celle du respect de la souveraineté; mais, dans les négociations, elle lui est plusieurs fois associée explicitement ou implicitement. On va voir que cette proposition subit, elle aussi, un insuccès total, mais que le Ballplatz tint jusqu'à la dernière minute la Wilhelmstrasse elle-même dans l'ignorance de l'accueil qu'il entendait lui réserver.

C'est Guillaume II qui produisit le premier l'idée. Aussitôt après avoir émis sur la réponse serbe une appréciation favorable au point de dire qu'elle supprimait tout motif de guerre, il restreignit lui-même la portée de cet éloge par la suggestion dont il le fit suivre [233]. La réponse, il la tenait après tout pour « un morceau de papier », ne contenant que de « belles promesses », dont l'exécution n'était pas assurée, car « les Serbes sont des Orientaux, et, par conséquent, menteurs, faux et maîtres consommés dans l'emploi de moyens dilatoires »; ils ne tiendront parole que si on leur fait une « douce violence ». La douce violence à laquelle il pensa immédiatement, c'était l'occupation de Belgrade par l'armée austro-hongroise, à titre de gage, jusqu'au

moment où les exigences de Vienne se trouveraient effectivement remplies. En préconisant cette méthode violente de coercition, le Kaiser voulait donner « une satisfaction d'honneur apparente » à l'armée austro-hongroise, qui avait déjà été deux fois mobilisée inutilement contre la Serbie; il estimait que, cette fois-ci, les troupes ne devaient pas être licenciées sans éprouver « le sentiment d'avoir au moins mis le pied sur un territoire étranger ». L'occupation de la capitale serbe était donc à ses yeux un avantage militaire autant que politique. Elle était aussi pour lui « la condition *sine qua non* » de la médiation que, disait-il, il pourrait éventuellement entreprendre en Autriche pour répondre au désir des Puissances.

Dans la prise de Belgrade en gage, la Wilhelmstrasse voyait encore autre chose que l'Empereur. Comme le chancelier tenait à faire supporter à la Russie « la responsabilité » de la guerre générale, il pressait Berchtold de déclarer qu'il ne voulait occuper Belgrade que « passagèrement » jusqu'à « l'exécution entière » par le gouvernement serbe des conditions posées. Si le gouvernement russe ne reconnaît pas que ce point de vue est justifié, affirmait-il, « il aura contre lui l'opinion publique de toute l'Europe, qui est en train de se détacher de l'Autriche » [234].

Ainsi, pour Bethmann-Hollweg, l'occupation de Belgrade, accompagnée d'une nouvelle déclaration de désintéressement territorial, c'est un moyen habile d'atteindre le grand but : mettre la Russie en mauvaise posture, tout en assurant un succès à l'Autriche. Au reste, pour donner tout apaisement à l'alliée, le chancelier recommandait à son ambassadeur, lorsqu'il transmet-

trait ses conseils au Ballplatz, d' « éviter soigneusement de créer l'impression que nous désirons retenir l'Autriche »; ce que veut Berlin, c'est, si la guerre européenne ne peut être évitée, « améliorer le plus possible » pour l'Alliance « les conditions dans lesquelles elle devra être soutenue ». Vienne comprit parfaitement le caractère et la portée des conseils qui lui étaient ainsi donnés : la preuve en est dans le rapport fait au Ballplatz aussitôt après la visite de l'ambassadeur allemand Tschirschky [235]. En voici le texte : « M. le chancelier de l'Empire d'Allemagne est d'avis qu'une attitude pareille envers la Russie serait un moyen efficace pour se décharger, le cas échéant, sur la Russie seule de la responsabilité odieuse d'une guerre mondiale, responsabilité qui, sans cela, pourrait peut-être peser sur nous. En nous suggérant cette démarche auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, M. le Chancelier d'Empire nous prie de ne pas nous méprendre sur le sens de son conseil qui ne doit aucunement être interprété comme si son auteur voulait exercer une pression sur nous ou comme s'il désirait entraver notre action. Il aspire seulement à améliorer les conditions dans lesquelles nous serions forcés à faire une guerre mondiale et à généraliser les sympathies pour notre cause. C'est surtout par égard à l'opinion publique en Angleterre qu'il importerait de mettre en évidence, par une attitude conciliante auprès de la Russie, qu'au cas où notre guerre contre la Serbie s'étendrait aux grandes puissances, les torts ne seraient pas de notre côté, mais de la Russie seule ». Bref, il fallait simplement et avant tout avoir pour soi les apparences, sans perdre le bénéfice de la réalité; le but était de se créer ce

qu'Hermann Lutz appelle « une plateforme moralement favorable pour la guerre » [236].

Ainsi sollicité, Berchtold se déclara prêt à réitérer sa déclaration qu'il ne voulait pas faire d'annexion en Serbie, mais laissa en suspens sa réponse au sujet de la prise de gage [237] : il ne la donnera que le 30 juillet, comme on le verra plus loin.

Cet incident a frappé Eugen Fischer. Il s'étonne de ces conseils à tendance apparemment pacifique qu'accompagne la recommandation de ne pas entraver l'action énergique de Vienne contre la Serbie. Il dit spirituellement que cette réserve s'accordait avec ces conseils « comme la proposition qui serait faite à un danseur de se laisser lier ensemble les jambes, mais de ne pas se laisser déranger dans sa danse ». A son avis, l'occupation de Belgrade, telle qu'elle était prévue, ne devait plus laisser « subsister grand'chose de l'indépendance du royaume serbe » [238].

Les réflexions de l'historien allemand trouvent une confirmation dans les propos embarrassés de Berchtold refusant à l'ambassadeur italien à Vienne de prendre aucun engagement, « parce que, naturellement, lui disait-il, on ne pouvait pas prévoir si, contre notre volonté, par suite du cours des opérations, nous ne nous verrions pas obligés de maintenir l'occupation du territoire serbe » [239].

La position irréductible prise par le ministre austro-hongrois, qui voulait différer la question de l'évacuation du territoire serbe jusqu'à la paix et jusqu'à l'exécution progressive de ses conditions, rendait vain tout effort de conciliation. C'est encore Eugen Fischer qui fait observer que « le gage ne pouvait être pris sans guerre, et, en

guerre, l'Autriche pouvait changer d'attitude. Si les Russes voulaient absolument empêcher l'asservissement de la Serbie à l'Autriche-Hongrie, ils ne pouvaient pas accepter cette proposition » [240].

Dans la nuit du 29 au 30 et dans la journée du 30 juillet, Bethmann-Hollweg fit auprès du Ballplatz un très gros effort. Les dispositions de l'Angleterre le préoccupaient de plus en plus. Il avait reçu de Lichnowsky un télégramme [241] l'avisant que Grey insistait pour une médiation des Puissances : elle pourrait avoir pour base, « après l'occupation de Belgrade ou d'autres villes », les conditions que ferait connaître l'Autriche : « la nécessité d'une médiation lui paraissait urgente si l'on ne voulait pas en venir à une catastrophe européenne ». L'ambassadeur ajoutait que le ministre anglais lui avait confié, à titre amical et privé, qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la France, la Grande-Bretagne ne pourrait pas « rester longtemps à l'écart ».

Cette communication alarma le chancelier; il exprima sa profonde inquiétude à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne dans des instructions écrites sur le ton le plus pressant [242]. « L'Allemagne, disait-il, ayant l'Angleterre pour adversaire, supporterait le poids principal de la lutte. Le prestige politique de l'Autriche, l'honneur de son armée ainsi que ses revendications justifiées à l'égard de la Serbie pourraient être assurés suffisamment par l'occupation de Belgrade ou d'autres places. L'humiliation de la Serbie rétablirait sa situation dans les Balkans et vis-à-vis de la Russie. Vu ces circonstances, nous devrions conseiller avec insistance et énergie au Cabinet de Vienne d'accepter la médiation dans ces

conditions honorables. La responsabilité des suites qui, dans le cas contraire, pourraient intervenir serait très lourde pour l'Autriche et pour nous », Il y avait à peine cinq minutes que ce télégramme avait été envoyé à Tschirschky, que Bethmann-Hollweg lui en adressait un autre [243], celui qui a déjà été mentionné, où il usait vis-à-vis de l'Autriche d'un langage catégorique, presque sévère : « Nous sommes prêts, lui faisait-il savoir, à remplir nos obligations d'alliance; mais nous devons nous refuser de nous laisser entraîner par Vienne, à la légère et sans que nos conseils soient écoutés, dans une conflagration universelle »; il utilisait maintenant pour faire fléchir la résistance autrichenne l'argument dont il s'était servi, au début de juillet, pour exciter Vienne à prendre d'urgence une initiative guerrière.

Dans cette complexité des choses, l'état d'esprit de Bethmann-Hollweg apparaît donc clairement. Il tenait à inspirer confiance au gouvernement anglais, et croyait ainsi le détourner d'une intervention. Mais, pour y parvenir, il avait besoin du concours de Berchtold et de sa bonne volonté.

Les nouvelles venues de Londres n'avaient pas provoqué une moindre émotion dans l'âme du Kaiser que dans celle de son chancelier. Elle se traduisit dans le langage ordinaire des notes qu'il écrivait en marge des télégrammes des ambassadeurs [244]. Grey est un « vil imposteur », un « ignoble drôle »; ce qu'il dit est « vil et méphistophélique, mais bien anglais »; l'Angleterre est une « vile canaille de boutiquiers »; c'est elle, déclare-t-il finalement, dans une phrase

d'ailleurs importante par l'aveu spontané qu'elle contient, elle « seule » qui « porte la responsabilité de la guerre ou de la paix, et ce n'est plus nous! » Malgré sa colère, il consentit pourtant, sur la demande de son chancelier, à faire une démarche personnelle auprès de François-Joseph [245]: il lui signala la proposition que la prise de Belgrade en gage fût suivie de l'exposé par l'Autriche de ses conditions, lui demanda de lui « faire part le plus tôt possible de sa décision ». Mais sur la nature de cette décision, il ne lui donna aucun conseil. Quelle était donc son intention véritable? Elle a été révélée par Bethmann-Hollweg : il s'agissait de ne pas « provoquer le soupçon irréfutable que nous voulons la guerre » [246].

Mais il ne lui suffisait pas de détourner les soupçons. Il lui importait aussi de charger la Russie. Or l'attitude de Vienne ne rendait pas ce résultat facile à obtenir, et le chancelier avait la sensation que les initiatives austro-allemandes étaient trop apparentes. En définitive, la situation n'était-elle pas la suivante? Pour pouvoir éventuellement entamer des négociations médiatrices, il fallait d'abord le consentement des deux partis à une suspension d'armes [247]. Grey lui-même promit d'agir à cet effet à Saint-Pétersbourg et à Paris [248]. Cela ne fit que confirmer Bethmann-Hollweg dans sa crainte que l'intransigeance de Vienne ne permît « plus » « de faire retomber sur la Russie la faute de la conflagration européenne »; insistant sur cette idée, il ajoutait : « Si l'Angleterre réussit dans ses efforts, alors que Vienne refuse tout, Vienne prouve qu'elle veut absolument la guerre dans laquelle nous sommes entraînés, alors que la Russie reste indemne de toute faute » [249].

L'espoir de voir Vienne céder était vain. La condition qui domine l'histoire de ces échanges de vues et d'idées entre chancelleries, la condition jugée essentielle par la Russie (qui, elle, s'engageait, du reste, à ne faire aucun « acte d'hostilité contre l'Autriche » si celle-ci ne la provoquait pas) [250], était précisément celle que l'Autriche répudiait absolument. Berchtold ne voulait rien céder. Bien plus, il demandait qu'en présence de la mobilisation partielle russe, les deux gouvernements de l'Entente fussent avertis par le troisième, l'Angleterre, que, si cette mobilisation n'était pas suspendue, elle provoquerait l'autrichienne et l'allemande. Et il se roidissait dans l'axiome de la politique viennoise : soumission totale de la Russie sans aucune concession de la part de l'Autriche. En résumé, l'une des parties demandait la suspension des opérations contre la Serbie en échange de l'arrêt de la mobilisation; l'autre prétendait que la Russie renonçât à sa mobilisation partielle purement et simplement et sans compensation. « Naturellement, déclarait le ministre austro-hongrois, le gouvernement impérial et royal ne se laissera pas arrêter dans ses opérations militaires contre la Serbie » [251].

Il serait naturel de se demander si la solution de ce problème politico-militaire pouvait être le consentement que Berlin recommandait à Vienne de donner : mais cette question se trouve être superflue. En effet, dans la soirée du 30 juillet, il se produisit dans l'attitude du chancelier de l'empire d'Allemagne un revirement soudain : il télégraphia à Tschirschky [252] de ne pas exécuter les énergiques instructions qu'il venait de lui donner en vue d'une pression sur l'Autriche.

Il annulait ainsi ses propres démarches, qui n'avaient, du reste, encore eu aucun effet.

La voie diplomatique se fermait donc, et c'est la voie de la guerre qui était librement ouverte à l'Autriche-Hongrie par son alliée. Berchtold, qui y était déjà engagé, va s'y maintenir sans réserve en repoussant la proposition anglaise d'arrêt à Belgrade.

CHAPITRE XIII

LA MOBILISATION GÉNÉRALE AUTRICHIENNE

La voie de la guerre immédiate était précisément celle où les autorités militaires allemandes poussaient l'Autriche depuis plusieurs jours, avant même qu'elle n'eût fait connaître sa réponse sur la proposition de prise de gage : leur intervention explique la reculade de Bethmann-Hollweg.

LES RAISONS DE MOLTKE

Dès le 28 juillet, jour de la déclaration de guerre à la Serbie, Moltke avait exposé son point de vue dans un mémoire que le chancelier reçut le 29 [253]. C'était l'œuvre d'un personnage politique autant que celle d'un chef militaire : il appréciait la situation des Balkans en elle-même et par rap-

port à l'Europe, affirmait la nécessité d'une solution militaire, qui ne pouvait être qu'une guerre préventive.

Dans les derniers jours de juillet, Moltke trouvait que les choses allaient trop lentement, qu'on tardait trop à profiter des circontances reconnues favorables. C'est que, suivant lui, le succès du plan dépendait de sa très grande rapidité d'exécution. Or, pour hâter les événements, pour faire éclater une guerre jugée inévitable, la mobilisation partielle russe lui paraissait une raison suffisante. Le devoir de l'Allemagne était de soutenir son alliée contre la Russie, ainsi que contre la France alliée de la Russie, d' « accepter la lutte sur les deux fronts ». Que l'Autriche prenne donc l'initiative, conclut Moltke. Il ne faut pas laisser à de dangereux voisins le loisir d'activer leurs mobilisations, au risque de voir la situation s'empirer de jour en jour pour l'Allemagne. Au point de vue militaire, « il est, dit-il, de la plus grande importance d'être clairement fixés le plus tôt possible sur le point de savoir si la Russie et la France sont décidées à aller jusqu'à une guerre avec l'Allemagne ».

Moltke avait, du reste, encore d'autres raisons que celles-là. Il était convaincu de la supériorité allemande sur la France, de la supériorité de l'artillerie allemande, de celle du fusil allemand, de celle de l'instruction des troupes allemandes. Il était convaincu également de l'insuffisante préparation de l'armée russe. De plus, il trouvait particulièrement propice le moment de l'année où les moissons sont rentrées et la formation des recrues achevée [254].

Enfin sur lui agissaient aussi les sollicitations de Conrad. Le chef d'Etat-Major autrichien de-

mandait que Berlin avertît la Russie que la mobilisation contre l'Autriche équivalait à une menace à laquelle l'Allemagne était elle-même obligée de riposter par « les contre-mesures militaires les plus étendues » [255]; en un mot, il pressait l'Allemagne de mobiliser immédiatement.

Cette suggestion n'était pas pour déplaire aux militaires allemands. Dans des entretiens qu'ils eurent avec l'Empereur, le 29 juillet, au Nouveau Palais de Potsdam, ils avaient préconisé la proclamation immédiate en Allemagne de « l'état de danger de guerre menaçant », qui eût donc été motivée par la simple mobilisation partielle de la Russie contre l'Autriche. Mais l'opposition du chancelier fit ajourner cette résolution. Pour lui, la mobilisation russe ne signifiait pas la guerre, et ainsi le *casus fœderis* (le cas prévu dans le traité d'alliance) manquait. Il trouvait plus sage d' « attendre qu'il se produisît », par crainte de n'avoir pour soi « l'opinion publique ni en Allemagne ni en Angleterre » [256].

Le lendemain 30 juillet, se tint un Conseil des ministres, sous la présidence de Bethmann-Hollweg [257]. Le chancelier exposa la situation, les démarches faites par lui. Il soutint l'idée qu'il ne fallait pas brusquer les événements, mais attendre la réponse de Vienne à la proposition d'occupation temporaire de Belgrade. C'est seulement après la réception de cette réponse qu'on prendrait des mesures militaires, à savoir la déclaration de l'état de danger de guerre menaçant, qui « signifiait la mobilisation, et celle-ci dans notre situation — la mobilisation des deux côtés — la guerre. » Il faisait remarquer qu'une réponse favorable du Ballplatz aurait l'avantage précieux de « mettre la Russie dans son tort », ce à quoi il

attachait « le plus grand prix ». Donc ne rien faire dans l'ordre militaire avant de connaître la décision autrichienne, de laquelle dépendait la paix ou la guerre. Aussitôt qu'elle serait prise — ce qui ne saurait tarder, — « on s'engagerait dans une autre voie ».

Cette dernière réflexion prouve que le chancelier ne croyait guère l'Autriche disposée à favoriser une solution pacifique. En réalité, le désaccord entre lui et l'état-major ne portait que sur l'opportunité de proclamer immédiatement l'état de danger de guerre; il trouvait que, pour gagner l'opinion, il valait mieux différer le plus possible la décision ultime.

Mais Moltke tenait fermement à son idée, qui était contraire à celle de Bethmann-Hollweg. Sans se préoccuper des conversations auxquelles il avait assisté la veille, il prit, à peu près au moment où se réunissaient les ministres prussiens, l'initiative d'adresser à Conrad, par l'intermédiaire de Bienerth, l'attaché militaire autrichien à Berlin, une communication de la plus haute importance. Il lui fit savoir qu'il jugeait « la situation critique si la Monarchie austro-hongroise ne mobilisait pas tout de suite contre la Russie »; qu'il fallait annoncer officiellement que les contre-mesures autrichiennes étaient la conséquence de l'ordre russe de mobilisation; « par là serait donné le *casus fœderis* pour l'Allemagne ». Il conseillait de « repousser toute nouvelle démarche introduite par l'Angleterre en vue du maintien de la paix. Pour le salut de l'Autriche-Hongrie, tenir jusqu'au bout dans une guerre européenne est le dernier moyen de salut ». Il ajoutait que l'Allemagne se plaçait « sans réserve » aux côtés de son Alliée. Moltke ne se

contenta pas de cette communication indirecte, il télégraphia aussi lui-même à Conrad dans des termes dont la brièveté ne compromettait pas la netteté : « Tenir contre la mobilisation russe; l'Autriche doit demeurer ferme, mobiliser tout de suite contre la Russie. L'Allemagne mobilisera » [258].

Dans son commentaire de la façon d'agir du chef d'Etat-Major allemand, Hermann Lutz souligne comme une vérité acquise à l'histoire que Moltke donnait ces conseils catégoriques à son collègue viennois avant d'avoir aucune certitude sur la mobilisation générale russe. Et, après avoir cité le passage du mémoire où Moltke déclare que la mobilisation générale de l'Autriche rendra « un choc entre elle et la Russie inévitable », que, par suite, l'Allemagne aura le devoir de mobiliser, ce qui entraînera la « mobilisation des autres districts militaires de la Russie », Hermann Lutz poursuit ainsi : « La pression de Moltke aurait donc, d'après sa propre façon de voir, même sans l'ordre de mobilisation générale russe du 30 après-midi, conduit à la guerre européenne ». Cette conclusion, il la tient pour « irréfutable [259] ».

LES DÉCISIONS AUTRICHIENNES (30 JUILLET)

Que se passa-t-il du côté autrichien? Conrad répugnait profondément à l'idée d'une prise de gage. La question de l'occupation de Belgrade avait déjà été discutée entre lui et Berchtold en 1913, de même que celle d'un simple châtiment à infliger à la Serbie, d'une simple « expédition

punitive », comme on disait couramment; il trouvait que ces moyens de pression pouvaient être efficaces contre des Etats nègres, mais non contre des Etats européens bien armés [260]. C'est dans ces dispositions-là qu'il participa, le 30 juillet, à la fin de l'après-midi, à un entretien avec l'Empereur François-Joseph et avec Berchtold et le ministre de la guerre, Krobatin, entretien qui se termina par les résolutions suivantes : poursuivre les opérations militaires contre la Serbie, répondre courtoisement à la proposition anglaise sans la prendre en considération; ordonner la mobilisation générale le 1er août, en fixant au 4 le premier jour de la mobilisation, point sur lequel on se réservait toutefois de revenir le lendemain [261].

Aux conseils d'atermoiement reçus de Bethmann-Hollweg, Berchtold préféra finalement les conseils pressants de Moltke. Quand il eut, le 31 juillet, à 7 h. 45 du matin, pris connaissance des télégrammes contradictoires de Berlin, il ne put s'empêcher de marquer sa surprise à ses collègues du ministère : « Qui gouverne? dit-il, Bethmann ou Moltke » Or, comme le fait remarquer Eugène Fischer, c'était bien Bethmann-Hollweg qui gouvernait, mais les ministres autrichiens agirent comme si c'était Moltke [262]. Au bout du compte, Berchtold marqua sa satisfaction à Conrad : « Je vous ai fait venir, lui dit-il, parce que j'avais l'impression que l'Allemagne reculait; mais j'ai maintenant reçu des autorités militaires les plus compétentes la plus rassurante déclaration ». La conclusion de l'entretien fut qu'on allait demander à l'Empereur d'Autriche l'ordre de mobilisation générale, décidée en principe la veille [263].

Aussitôt après, Tschirschky téléphonait à Berlin que l'Autriche avait ordonné la mobilisation générale comme riposte à la mobilisation russe [264]. Berchtold, de son côté, communiquait à l'ambassadeur d'Autriche à Berlin copie du télégramme par lequel Conrad avait annoncé à Moltke la « décision souveraine » de mobilisation générale, et l'invitait à en faire part au chancelier Bethmann-Hollweg [265].

Ces derniers faits s'étaient passés aux premières heures de la matinée du 31 juillet. Ainsi c'est le plan Moltke-Conrad qui s'exécutait. La résolution définitive avait été prise sans considération de la mobilisation générale russe encore ignorée, celle de l'Autriche, motivée par la mobilisation contre elle d'une partie des forces de son adversaire, devant entraîner *ipso facto* celle de l'armée allemande.

Une séance du Conseil des Ministres se tint sous la présidence de Berchtold. Son opinion y prévalut, à savoir que l'occupation passagère de Belgrade, même avec le consentement de la Russie, ne serait qu'une satisfaction de prestige, « que de la poudre aux yeux », que les Russes auraient l'avantage « de se poser en sauveurs de la Serbie, et surtout de l'armée serbe », laquelle, sortant « intacte » du présent conflit, se trouverait, deux ou trois ans plus tard, à même d'attaquer la Monarchie Dualiste « dans des conditions beaucoup plus désavantageuses » pour l'Autriche. On envisagea aussi de « nouvelles réclamations » à faire à la Serbie. Le Conseil, sur la proposition de Tisza, décida à l'unanimité de déclarer que le gouvernement de Vienne serait disposé « à examiner de plus près la proposition anglaise de prise de gage, mais à la condition

seulement que les opérations contre la Serbie seraient continuées et que la mobilisation russe serait décommandée » [266].

En définitive, la mobilisation générale autrichienne n'avait été décidée que pour amener par un contre-coup immédiat, suivant l'engagement de Moltke, la mobilisation générale allemande. De même qu'elle avait déclaré la guerre à la Serbie pour répondre aux instances de la Wilhelmstrasse, c'est pour satisfaire au désir de l'Etat-Major allemand que l'Autriche-Hongrie ordonnait la mobilisation de toutes ses forces, quoiqu'elles ne pussent entrer en action que treize jours plus tard.

LE PRÉTEXTE DE LA MOBILISATION GÉNÉRALE RUSSE

Les résolutions irrévocables ayant été prises à cause de la mobilisation russe contre la seule Autriche, tout le plan du chancelier se trouvait écroulé. Comment faire maintenant croire au monde que la catastrophe qui s'abattait sur l'Europe avait une seule cause, à tout le moins une cause capitale auprès de laquelle pâlissaient les actes passés, les entretiens de Potsdam, l'ultimatum, la déclaration de guerre, les refus successifs des propositions de paix, les intrigues diplomatiques pour rompre le front adverse? Cette cause en quelque sorte absolue, qu'il fallait en tout cas faire admettre pour absolue, c'était la proclamation par le Tsar de la mobilisation de toutes ses forces armées. C'est la démarche qu'on avait be-

soin de présenter en quelque sorte comme un péché mortel, à la différence de la série des démarches belliqueuses des Empires Centraux qui ne devaient être regardées que comme des péchés véniels sans conséquence décisive. Tel est le but que Bethmann-Hollweg ne quitta pas des yeux pendant la journée du 31 juillet.

La nouvelle de la mobilisation générale russe fut apportée à Berlin par un télégramme de l'ambassadeur Pourtalès, qui arriva à 11 h. 40. Ainsi la mobilisation autrichienne, à laquelle était liée étroitement et expressément la mobilisation allemande, avait été résolue dans la soirée du 30, prescrite au début de la matinée du 31. La mobilisation russe avait été décidée dans l'après-midi du 30, connue en Russie aux premières lueurs de la journée du 31, annoncée à Berlin à l'extrême fin de la matinée. De part et d'autre, c'est l'influence des chefs militaires qui l'avait emporté. Mais ceux d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne avaient fait appel aux armes sans connaître la résolution prise parallèlement par ceux de Russie; le télégramme de Pourtalès parvint à la Wilhelmstrasse après le refus opposé par Berchtold, — et finalement approuvé par l'Allemagne, — à toute négociation sur la base d'une prise de gage avec suspension des opérations militaires, — après la décision autrichienne, que l'Allemagne avait suggérée, de créer par la mobilisation le *casus fœderis*, décision qui devait amener inévitablement la participation immédiate de l'armée allemande au conflit.

Le télégramme de Pourtalès, arrivant comme une aubaine, procurait au gouvernement de Berlin le moyen de redresser la situation qui, depuis la veille, avait sensiblement gauchi à son détri-

ment. Il proclama « l'état de danger de guerre menaçant », que la mobilisation, signifiant « inévitablement la guerre » devait suivre dans les quarante-huit heures. Il le proclama comme une contre-mesure opposée à l'initiative russe [267]. Le télégramme où le chancelier annonçait la nouvelle à Londres, contenait la réflexion suivante : « en dépit de la médiation en cours et offrant apparemment des perspectives de succès » [268]. Or ce que Bethmann-Hollweg appelait la médiation en cours était celle à laquelle il avait lui-même formellement renoncé, et les apparentes perspectives de succès étaient le refus autrichien d'interrompre l'action contre la Serbie et l'intention autrichienne d'aggraver les exigences de l'ultimatum.

En résumé, l'enchaînement des faits n'autorise pas à voir dans la mobilisation russe le fait ultime qui a déclenché la guerre européenne, en déclenchant la mobilisation allemande. Quoique l'ordre russe fût antérieur en date à l'ordre autrichien, il n'a eu aucune influence sur la marche des événements puisqu'il était ignoré de ceux qui prirent les résolutions autrichienne et allemande. Le lien de cause à effet manque. Eût-il existé que, de l'aveu même de Moltke, comme on l'a vu, la mobilisation russe n'était pas une raison suffisante pour décider l'Allemagne à mobiliser.

BETHMANN-HOLLWEG EXPLOITE LA DÉCISION RUSSE

Mais le chancelier, s'obstinant dans sa lutte pour la bonne apparence, reprit le jeu diplomatique que l'intraitable Berchtold avait risqué de

faire échouer : il chercha à convaincre l'opinion anglaise au moyen du prétexte de la mobilisation russe. Il assigna pour « tâche » à son ambassadeur de faire comprendre à Grey que, devant la « provocation » qu'était cette mobilisation et le « danger vital » qu'elle constituait pour l'Allemagne, malgré les assurances personnelles données par le Tsar au Kaiser, il était indispensable de répondre « par des mesures énergiques » [269].

CHAPITRE XIV

LA MOBILISATION RUSSE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Ce n'est pas seulement l'opinion anglaise que Bethmann-Hollweg voulait convaincre du droit de l'Allemagne à se défendre contre l'agression russe, c'est aussi l'opinion de ses compatriotes. En particulier, il s'efforça de gagner, comme l'a noté Eugen Fischer [270], l'adhésion des milieux populaires où se recrutait le puissant parti social-démocrate; et il y réussit.

A l'extrême fin de juillet, et aux premiers jours du mois d'août, un revirement se produisit dans l'attitude des socialistes allemands. Après avoir, pendant plusieurs années, soutenu que le devoir d'un parti antimilitariste, hostile aux armées permanentes, était de s'opposer à la guerre, qui ferait dresser les uns contre les autres ces frères, les prolétaires de tous les pays, — après avoir jour par jour, pendant la crise, dénoncé le caractère belliqueux de la politique du Ballplatz et de la Wilhelmstrasse, la social-démocratie se rallie tout à coup au gouver-

nement, et ses représentants au Reichstag votent, le 4 août, les crédits de guerre, comme le font les députés des partis bourgeois « capitalistes et impérialistes ». Comment ce phénomène historique s'explique-t-il?

Suivons le détail des faits.

OPPOSITION DES SOCIALISTES A LA GUERRE

Depuis le 21 juillet, l'organe officiel du parti, le *Vorwärts*, le comité directeur du parti, les délégués du parti au Bureau international se dressent en protestataires véhéments contre la politique austro-allemande.

A toutes les phases de l'évolution des événements, le *Vorwärts* [271] formule son jugement avec netteté.

Il s'élève d'abord contre l'idée de rendre d'avance tout le peuple serbe responsable d'un attentat particulier. « Parce que le sang de François-Ferdinand et de sa femme a coulé sous les coups d'un fanatique égaré, il faut, dit-il avec un étonnement indigné, que le sang de milliers de travailleurs et de paysans coule; il faut que le crime d'un fou soit aggravé par un crime encore plus fou! » Quand l'ultimatum est connu, il dénonce la volonté de guerre qui se cache derrière ses exigences; il souligne l'exceptionnelle gravité de la prétention, « tout à fait contraire au droit des gens », de confier à des fonctionnaires autrichiens une instruction en Serbie : d'après lui, « un Etat qui consent à ce que sur son territoire des organes d'un autre gouverne-

ment puissent travailler à la suppression de mouvements subversifs quelconques, se soumet à la destruction de son indépendance, et quitte le rang des pays avec lesquels on doit compter ». Mettre la Serbie dans l'obligation humiliante de renoncer aux droits d'un Etat souverain sous peine de voir l'intervention russe en sa faveur déclencher la guerre mondiale, c'est une alternative si effroyable, si inhumaine, qu'elle blesse non seulement tous les prolétaires socialistes, mais tous les hommes qu'anime l'esprit de la civilisation moderne. Il ne voit pas non plus de quel droit on pourrait forcer la Serbie à s'opposer à « la libre expression des sentiments panserbes ». N'est-ce pas la condamner à jouer elle-même « le rôle de bourreau de la pensée d'avenir serbe »? A la politique « infiniment frivole et criminelle », « sans scrupule », à la « politique du désespoir » des maîtres de l'Autriche, il n'admet pas que l'Allemagne donne son adhésion et se laisse ainsi entraîner dans des complications à la suite de son alliée; il critique « le jeu tout aussi dangereux qu'à Vienne » joué par Berlin; il accuse même par anticipation : « la social-démocratie allemande tient le gouvernement allemand pour coresponsable de toutes les démarches futures de l'Autriche », de cette Autriche qui est entrée « dans la voie de la provocation la plus sauvage ». La thèse de la « localisation » du conflit lui paraît plutôt « un appel de l'Autriche à la guerre qu'un avertissement de donner la préférence à la paix ». Il va même jusqu'à défendre la Russie : « le pire danger de guerre en ce moment n'est pas le tsarisme, mais l'Autriche, obéissante à de mauvais conseils ». Lorsqu'il apprend le refus

allemand de la proposition anglaise et russe de suspendre les hostilités, il y voit « la plus épouvantable responsabilité » pour l'Allemagne, et il approuve l'Angleterre de dire qu' « au point où nous en sommes, la décision dépend de Guillaume II ». Il proclame comme une vérité, qui domine la situation, « l'intime amitié de la Russie et de la Serbie », amitié telle que « la Russie tsariste ne peut absolument pas, de son point de vue, abandonner entièrement son protégé ». S'il blâme, le 31 juillet, la décision russe de mobilisation générale, il affirme, le lendemain, qu'elle n'est cependant point « un motif pour ne pas continuer les négociations les plus sérieuses, les plus patientes du point de vue de la plus loyale politique de paix. L'Allemagne n'a pas de raison de devenir nerveuse à cause de la mobilisation russe, puisque la Russie, par suite de l'organisation de son armée et de l'étendue de son pays, a besoin d'un temps infiniment plus long que l'Allemagne ». On voit donc que, le 1er août encore, le *Vorwärts* ne pensait pas autrement que Moltke et Falkenhayn sur l'importance secondaire de la mobilisation russe comme cause de guerre. Enfin, le 2 août, même après la mobilisation allemande, il estime qu'il y a toujours place pour des négociations et que, tant que la guerre n'aura pas été déclarée, le maintien de la paix ne sera pas impossible.

Dans un numéro spécial du 25, le *Vorwärts* fit paraître un appel du parti ouvrier en faveur de la paix. Le Comité directeur du parti protestait énergiquement contre « la provocation étourdie de la guerre par le gouvernement austro-hongrois », dont les exigences, disait-il, « sont d'une brutalité telle que jamais dans l'histoire du

monde il n'en a été posé de semblables à un Etat indépendant, et qu'elles n'ont pu être calculées que pour provoquer directement la guerre ». Il sommait le gouvernement allemand d'agir en faveur de la paix, et, si « l'ignominieuse guerre » ne pouvait être évitée, de ne pas se mêler au conflit. « Aucune goutte du sang d'un soldat allemand ne doit être sacrifiée à la folle ambition des maîtres de l'Autriche ou aux calculs de profit de l'impérialisme ». Le manifeste se terminait ainsi : « Nous ne voulons par la guerre. A bas la guerre! Vive la fraternisation internationale des peuples! » [272].

Une campagne de réunions publiques fut organisée par les soins du parti, dès la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie. Le *Vorwärts* du 26 juillet donnait la liste des 27 meetings qui devaient avoir lieu dans Berlin et ses faubourgs. Le soir du 28 juillet, une grande démonstration, qui amena un conflit avec des contre-manifestants, eut lieu *Unter den Linden.*

Cette campagne pour la paix reçut une confirmation solennelle le 29 juillet à Bruxelles, où, suivant la résolution votée en 1910 à Copenhague pour les cas de conflits internationaux, s'était réuni le Bureau socialiste international. Il décide, en présence de la menace de guerre mondiale, d'intensifier les démonstrations pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe, ainsi que l'action des prolétaires de tous les pays intéressés, et de convoquer d'urgence un Congrès à Paris pour le 9 août, congrès qui « sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial ». Le soir, un grand meeting a lieu, sous la présidence du

belge Emile Vandervelde. Hugo Haase, président du Comité directeur du parti, y prononce un réquisitoire sévère contre les gouvernements impériaux. Il condamne « le crime de la déclaration de guerre », dépeint l'ultimatum comme « une véritable provocation à une guerre voulue et désirée », loue la modération de la réponse serbe qui devait assurer la paix si l'Autriche avait été « de bonne foi » voit enfin dans le projet d'occuper Belgrade « pour infliger une leçon aux Serbes » le rôle à la fois ridicule et odieux d'un « instituteur punissant l'élève ». Il conclut que les traités secrets n'engagent pas le prolétariat allemand, que le prolétariat allemand estime que « l'Allemagne ne doit pas intervenir, même si la Russie intervient » [273].

LE REVIREMENT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Si tels furent les sentiments et les idées des socialistes pendant la dernière semaine de juillet, d'où vient qu'ils aient, aux premiers jours d'août, donné leur approbation au gouvernement « coresponsable » des résolutions autrichiennes? Pour répondre à cette question, il faut se rappeler le souci qu'avait Bethmann-Hollweg d' « avoir une Russie coupable ». Or n'avait-il pas annoncé lui-même que le refus par le Ballplatz de l'offre finale d'une médiation accompagnée d'une suspension d'armes prouverait invinciblement que les Empires Centraux avaient déchaîné la guerre? Après le refus de Berchtold, il était donc indispensable d'agir sur l'esprit du peuple allemand pour

éviter les effets de cette démonstration. Bethmann-Hollweg décida de faire auprès des chefs du parti des démarches dont le détail n'est pas encore entièrement connu, mais dont le but apparaît nettement : on y voit se profiler le grief de l'agression russe, le spectre du danger russe.

Toujours les Allemands, de tous les partis, avaient vécu dans la crainte d'une invasion de Cosaques marchant sur Berlin. L'Etat-Major avait su mettre ce sentiment à profit et entretenir l'idée qu'une menace d'agression planait sur la frontière orientale de la Prusse. Pour les socialistes, le danger national se doublait d'un danger politique. La Russie tsariste, la Russie despotique, la Russie barbare s'opposait à l'Allemagne, terre de liberté et de culture, type de l'Etat moderne parfait. Elle était aussi le pays de la répression sanglante des masses ouvrières lors de la révolution de 1905. Elle était « pratiquement et culturellement » l'ennemie du socialisme. C'est à elle que pensait le vétéran Bebel quand il déclarait patriotiquement au Reichstag : « En cheveux blancs encore, je prendrais le mousquet si l'Allemagne était victime d'une agression étrangère [274] ». Dès 1905, il prévoyait un choc à l'Est avec le « vrai et seul dangereux ennemi » de l'Allemagne, contre lequel « nous devons, disait-il, toujours être sur nos gardes et tenir chez nous notre poudre sèche ». Dans une guerre entre Allemagne et Russie, il affirmait que les socialistes allemands marcheraient « comme un seul homme » [275], et c'était à cause de cette possibilité d'une agression venue « surtout de l'Est », qui engendrerait une « guerre mondiale », qu'il avait, en 1913, préconisé le vote des impôts demandés par le gouver-

nement à la suite de la loi sur le renforcement de l'armée.

Restait à faire admettre par la social-démocratie que cette guerre, qu'elle dénonçait avec virulence comme une guerre d'agression et de conquête, n'était qu'une guerre défensive contre la menace de la Russie despotique, une guerre « imposée » à l'Allemagne par une Russie cosaque. Ce fut la tâche du dernier moment.

La première démarche du Gouvernement se place le 26 juillet, c'est-à-dire le lendemain du manifeste précité du parti ouvrier. Hugo Haase eut au ministère prussien de l'Intérieur un entretien motivé par les démonstrations populaires projetées contre la guerre. Le représentant du gouvernement, qui avait désiré cette conversation, émit l'avis qu'au cas où, à la suite d'une déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, la Russie interviendrait contre l'Autriche, le devoir de l'alliance obligerait Berlin à soutenir Vienne. Haase protesta qu'une agression autrichienne ne pouvait avoir cette conséquence, puisque l'alliance était « purement défensive ». « Il lui apparaissait déjà clairement, écrit son fils, qui est son biographe, que le gouvernement se proposait d'exploiter l'état d'esprit du monde ouvrier hostile au tsarisme russe et au cosaquisme pour déchaîner l'enthousiasme guerrier »; et le biographe ajoute que c'est en effet cette « orientation qui a induit plus tard en erreur beaucoup de travailleurs » [276].

Le 29 juillet, Bethmann-Hollweg lui-même prend l'initiative d'une conversation avec le député Südekum, qui appartenait à la droite du parti, à la fraction révisionniste. C'était le len-

demain de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie; c'était aussi le jour de la réunion à Bruxelles du Bureau international, lequel, pour employer les expressions de Scheidemann, « prit énergiquement position contre la guerre qui menaçait et engagea les travailleurs de tous les pays à faire des démonstrations »; c'était le jour où Haase prononçait, au nom du prolétariat allemand, sa protestation indignée contre la politique austro-allemande. Le chancelier expose à Südekum la situation politique, « formule des vœux au sujet de l'attitude du parti et en particulier de sa presse ». Ce qu'étaient ces vœux, la suite du récit que nous avons de l'entretien permet de s'en faire une idée. Südekum transmet les « ouvertures » du chancelier au Bureau du Comité directeur du parti, et, le jour même, annonce à Bethmann-Hollweg « qu'aucune action de grève d'aucune sorte n'est projetée » et que le Comité, « conscient de sa responsabilité », s'engage à éviter l'emploi dans la presse d'un langage qui pourrait être exploité « par les partis de guerre dans les divers pays ». Puis, dans des termes qui, quoique vagues et embarrassés, devaient être intelligibles à son correspondant, Südekum lui donne l'assurance « que la démarche de Votre Excellence en vue d'une communication directe occasionnelle dans des moments critiques avait été accueillie avec reconnaissance et pleinement et sympathiquement comprise ». Ainsi s'exprimait la gratitude des socialistes, flattés d'avoir été appelés à participer à la responsabilité gouvernementale; l'auteur du récit, qui s'appuie sur les documents des archives de la chancellerie impériale, fait remarquer qu'ainsi la social-démocratie inaugurait

une collaboration avec l'Etat, alors qu'elle avait été jusque-là placée à l'écart [277].

Bethmann-Hollweg annonça l'heureuse issue de ses négociations au Conseil des ministres tenu le 30 juillet, à une heure où la mobilisation générale russe était encore ignorée. Il put dire à ses collègues [278] qu'après avoir causé avec Südekum, il avait la certitude qu'il n'y avait rien de particulier à craindre de la démocratie socialiste et du parti socialiste », et qu' « il ne serait pas question d'une grève générale ou partielle ni de sabotage » (1).

L'agression russe avait-elle été l'argument invoqué par le chancelier pour convaincre son interlocuteur? Le récit de l'entrevue ne permet pas de répondre à cette question. Mais il convient de prêter attention à l'article de presse rédigé le lendemain 30 juillet par Stampfer, qui était encore peu auparavant l'éditeur d'une « Correspondance » quotidienne adressée aux journaux socialistes. Scheidemann le signale et le reproduit dans ses mémoires comme « un important document du parti », qui montre clairement et nettement l'état d'esprit de la social-démocratie. L'auteur vaticine : « Nous ne voulons pas que nos femmes et nos enfants soient victimes des bestialités cosaques... Notre cœur n'a pas d'enthousiasme pour la guerre. Il est plein d'une profonde horreur de la guerre. Mais s'il n'y a plus

(1) Le lendemain, à huit heures du soir, le Ministère de la Guerre informait le Haut Commandement que « de source sûre, le parti social-démocrate a la ferme intention d'adopter l'attitude qui convient ». Il y eut aussi des négociations entre le Ministère de l'Intérieur et les Comités de direction des syndicats : ceux-ci obtiennent « l'assurance surprenante » que le Gouvernement ne songeait pas à créer aux syndicats les moindres difficultés, pourvu que ceux-ci n'en créent pas au Gouvernement. (280.)

de sacrifice à faire pour arrêter le destin, si de plus nous nous souvenons des infamies sans nom que le tsarisme a perpétrées contre ses propres compatriotes, si nous nous représentons, en outre, que les sbires de cette puissance barbare pourraient fouler notre sol en vainqueurs ivres, alors un cri monte à nos lèvres : Non, pas cela! » [280]. Pas plus que les autres Allemands, les socialistes ne sont disposés à méconnaître le terrible danger et à accepter une défaite « qui signifierait l'effondrement, l'anéantissement, une indicible misère générale ».

L'opinion est maintenant faite que la responsabilité de l'agression incombe à la Russie, et contre elle la social-démocratie aussi doit se dresser en armes.

Elle semble cependant encore hésiter au sujet du vote des crédits de guerre, qui était si contraire à sa politique traditionnelle. Stampfer laissait bien entendre que le groupe parlementaire ne se déroberait pas au devoir de défendre la patrie; mais les socialistes allemands désirèrent connaître les intentions des socialistes français afin d'unifier l'action internationale; ce fut là l'objet de la visite à Paris de Hermann Müller, reçu au Palais-Bourbon le 1er août, c'est-à-dire le lendemain de l'assassinat de Jaurès. Il dit qu'il vient se renseigner auprès des camarades français en vue d'établir « une ligne de conduite semblable des deux côtés », déclare que les Allemands ou voteront contre les crédits ou s'abstiendront. Les Français lui opposent la nécessité, le devoir d'assurer la défense du pays attaqué. Il trouve « surannée » la distinction entre la guerre d'agression et la guerre défensive, car le conflit actuel est le produit de « l'impérialisme capita-

liste ». Les socialistes français, en particulier Renaudel, arguant du caractère pacifique de la politique du Gouvernement, répondent qu'ils ne peuvent pas ne pas voter les crédits ou s'abstenir. Mais à la fin, dans un esprit de solidarité internationale, ils proposent une entente sur l'abstention de part et d'autre. Mais aucun engagement ne fut pris, et chacun des deux pays resta libre de se décider « en pleine autonomie » [281].

C'est dans ces conditions que le parti social-démocrate se trouve en face de la demande de crédits, sur laquelle le Reichstag devait se prononcer en séance publique le 4 août.

Il avait tenu à dégager sa responsabilité, et, comme l'avait fait à Paris Hermann Müller, à la rejeter sur le régime capitaliste. Le *Vorwärts* et, dans un manifeste du 31 juillet où il recommandait la prudence rendue nécessaire par la proclamation de l'état de siège, le Comité directeur du parti, répudiaient toute part de responsabilité dans l'explosion de la guerre [282]. Mais le capitalisme n'était pas le seul coupable; il y avait aussi le tsarisme agressif. C'est même sur quoi ne manqua pas de mettre l'accent le chancelier Bethmann-Hollweg dans le mémoire qu'il fit distribuer le 4 août aux députés. Il y affirme que la guerre résulte de la volonté d'immixtion de la Russie dans la querelle austro-serbe et des mesures militaires prises par elle, alors que son devoir était de rester dans l'expectative; il présente la Russie comme ayant pris l'initiative des hostilités par l'invasion du territoire allemand, assertion dont il s'autorise pour conclure : « Ainsi c'est la Russie qui a commencé la guerre contre nous. » Dans le *Livre Blanc* relatif aux négociations entre l'Allemagne

et la Russie, il publie les télégrammes échangés entre le Kaiser et le Tsar; mais il a soin de n'y point faire figurer celui de Nicolas II proposant de soumettre le différend austro-serbe à la Cour d'arbitrage.

L'opinion du groupe socialiste n'eut toutefois pas immédiatement l'unanimité qu'attesta le vote du 4 août. Dans une réunion préliminaire qui se tint la veille, 14 voix se prononcèrent contre le vote des crédits, parmi lesquelles celle de Hugo Haase, président du groupe du Reichstag; c'était une faible minorité en face de 78 voix favorables au vote. Mais la petite fraction opposante arriva néanmoins à la séance publique avec la résolution de suivre la majorité : elle avait à cœur de sauvegarder l'unité du parti. C'est le même motif qui décida Hugo Haase, cédant aux très vives instances de ses propres partisans, à lire lui-même, en qualité de président, la déclaration du parti destinée à justifier un vote que, pour sa part, il réprouvait [283].

Cette déclaration annonçait au monde que la guerre, à laquelle la social-démocratie, « en accord intime avec ses frères français » s'était opposée « de toutes ses forces », était la conséquence de la politique impérialiste des gouvernements. Puis elle invoquait l'argument de la guerre défensive, la menace des « épouvantes des invasions ennemies », surtout de celle de la frontière orientale, qui exposait les biens acquis par l'Allemagne au danger de la barbarie et de la réaction russe. « Pour notre peuple et son avenir de liberté, avec une victoire du despotisme russe, souillé du sang du meilleur parmi son propre peuple, il y va de bien des choses, sinon de tout. Il s'agit d'écarter ce danger, de sauve-



« ÊTRE OU NE PAS ÊTRE »

IMAGE POPULAIRE ILLUSTRANT LA PROCLAMATION DU KAISER A SON PEUPLE, LE 6 AOUT 1914.

(*Musée de la Grande Guerre.*)

garder la « Kultur » et l'indépendance de notre propre pays » [284].

C'est ainsi que fière de son irresponsabilité dans le crime capitaliste, la social-démocratie remplissait le devoir, qu'elle n'avait d'ailleurs, il importe de le remarquer, cessé de proclamer depuis de longues années, de défendre la patrie allemande contre ce qui lui était montré comme l'agression de la Russie cosaque et tyrannique. Il ne restait alors plus rien des rudes critiques antérieures contre la folle politique des gouvernements impériaux, plus rien des protestations contre l'abus de force commis envers la Serbie et la provocation à la Russie. Les socialistes votent les crédits de guerre, le 4 août, même après avoir entendu le chancelier Bethmann-Hollweg avouer l'injustice de l'agression allemande contre la Belgique neutre. Contrairement à ce qu'ils avaient coutume de faire quand ils échangeaient leur vote contre un avantage consenti par le gouvernement à la classe ouvrière, ils les votent aussi sans avoir, comme le souhaitait Kautsky, posé aucune condition préalable : « le vote des crédits, écrit un historien allemand, ne fut pas envisagé comme une affaire commerciale » [285].

Le *Vorwärts* illustra par un commentaire figuré la signification de la séance du Reichstag. Dans son numéro du 4 août, il publia une carte de la frontière germano-russe, où des flèches montrent la direction de Posen dans le sens de laquelle les armées russes mettront par leur avance la Prusse orientale en danger. Il publia aussi, dans son premier supplément du 6, une carte de la frontière occidentale : on n'y voit aucune signalisation du même genre.

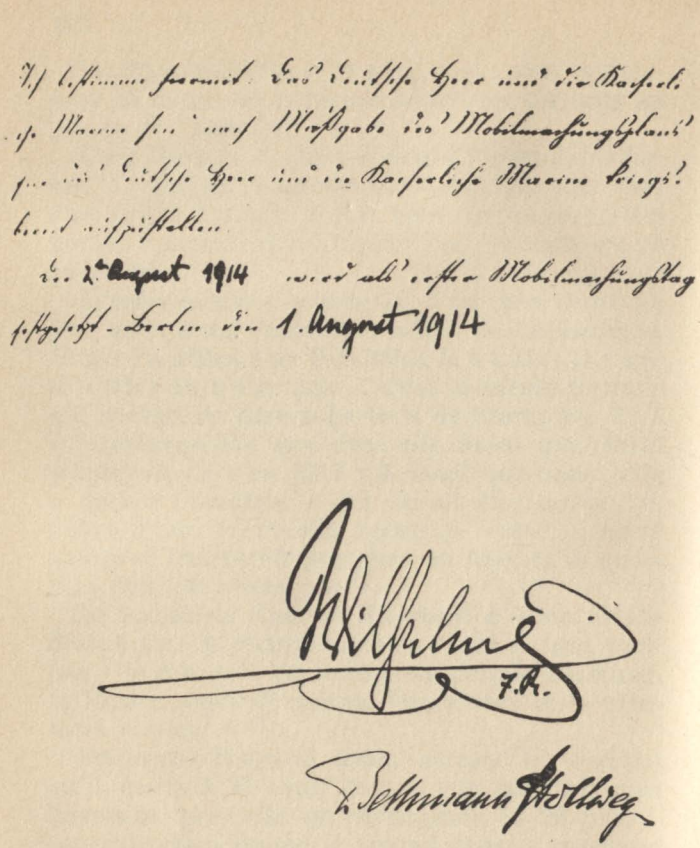
La responsabilité et le péril russe sont maintenant le thème de la presse socialiste, sur tous les points de l'Empire.

C'est Nicolas II qui « a voulu l'incendie infernal », qui est l'agresseur. « Le tsarisme doit être rejeté à toute force hors du pays ». On pourrait aisément multiplier les citations de ce genre [286].

L'indépendance nationale n'est pas seule en jeu, mais aussi l'existence même de l'Allemagne. Haase l'a affirmé au Reichstag le 4 août : il s'agit d' « être ou n'être pas ». C'est la même formule qui servait de titre à l'article de Stampfer. Et il est remarquable que c'est elle aussi que Bebel employait déjà en 1913 : il disait que dans cette « guerre mondiale » qui devait être, selon lui, l'effet d'une éventuelle agression russe, « notre patrie se trouverait peut-être en face de la question être ou n'être pas ».

Le socialiste Konrad Haenisch a donc raison d'expliquer le changement de front de son parti par « le fait qu'à l'ensemble du peuple allemand, la Russie apparut comme l'agresseur et le principal ennemi » [287].

Bethmann-Hollweg avait obtenu le résultat qu'il désirait. Il avait trouvé une solution plus heureuse que celle qu'envisageait, le 29 juillet, son souverain quand il voulait faire « enfermer les meneurs et *tutti quanti* » à cause « des agitations antimilitaristes dans les rues » [288]. Mais c'est aux socialistes, ralliés à la défense nationale, que Guillaume II pensait quand il prononça, quelques jours plus tard, la phrase célèbre : « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands ».



FAC-SIMILÉ DE L'ORDRE DE CABINET
PRESCRIVANT LA MOBILISATION GÉNÉRALE ALLEMANDE.
(*Reproduit d'après Ein Jahrhundert Deutscher Geschichte.* Un siècle d'histoire allemande.)

CHAPITRE XV

LES ULTIMATUMS ET LES DECLARATIONS DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE

A partir du 30 juillet, le Kaiser et son chancelier sont plus que jamais des instruments aux mains de Moltke, qui va, maintenant, précipiter les événements.

MISE EN DEMEURE ADRESSÉE A LA RUSSIE

Prenant prétexte de la nouvelle de la mobilisation générale russe, ne tenant pas compte de ses lenteurs obligatoires, redoutant à tort ou à raison que les Russes ne prennent de l'avance sur les Allemands, le chef d'Etat-Major général, aussitôt après la proclamation de l'état de danger de guerre menaçant, a fait intimer à la Russie

d'avoir à arrêter dans les douze heures ses préparatifs [289].

DEMANDE DE NEUTRALITÉ A LA FRANCE

Mais, le programme à exécuter comportant une offensive immédiate contre la France, il ne peut pas attendre qu'elle se décide spontanément à secourir la Russie attaquée; il faut que l'Allemagne prenne l'initiative de la rupture. Tel est le sens de la démarche prescrite à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Il est chargé de notifier avec « la plus grande hâte » au Quai d'Orsay la nouvelle de l'ultimatum à la Russie, de lui demander d'extrême urgence si, dans une guerre germano-russe, la France restera neutre [290].

Le chancelier avoue lui-même n'avoir aucune illusion sur l'insuccès d'une démarche de ce genre; mais il n'en pense pas moins qu'il est de bonne politique de prévoir même l'impossible. Aussi, dans le cas où le gouvernement français répondrait tout de même oui, M. de Schœn devra « exiger comme gage de sa neutralité la remise des forteresses de Toul et de Verdun », que l'armée allemande occupera et qui seront restituées après la fin de la guerre contre la Russie. La réponse à cette exigence devra être donnée au plus tard le 1er août à 4 heures de l'après-midi.

Cette communication, M. de Schoen la blâmait comme étant « la faute la plus lourde », inspirée par « la méconnaissance complète du sentiment national » français [291]. Mais en produisant une pareille exigence, la Wilhelmstrasse et l'Etat-

Major voulaient contraindre absolument la France à entrer en guerre, malgré ses dispositions pacifiques, qu'ils reconnaissaient eux-mêmes.

M. de Schoen n'eut, d'ailleurs, pas à adresser la demande au ministre français des affaires étrangères. Car, en présence de la proposition de neutralité, Viviani se contenta de répondre que « la France s'inspirera de ses intérêts » [292].

Comme le maître des événements était le grand Etat-Major allemand, ce sont les déclarations de guerre qui vont désormais se succéder. Elles émanent de l'initiative de Berlin.

DÉCLARATION DE GUERRE A LA RUSSIE (1er AOUT)

Le 1er août, vers sept heures du soir, Pourtalès se présente chez Sazonof, qui lui annonce son refus d'arrêter la mobilisation russe; l'ambassadeur laisse entre ses mains le texte de la déclaration d'état de guerre entre l'Allemagne et la Russie. Elle est motivée sur ce qu'en procédant à sa mobilisation générale sans attendre le résultat de la médiation du Kaiser, le Tsar a créé pour l'Allemagne « un danger grave et imminent », et, en refusant d'arrêter ses mesures militaires, montré que son action était dirigée contre elle. En conséquence, le Kaiser « relève le défi et se considère en état de guerre avec elle » [293].

MOBILISATION GÉNÉRALE EN FRANCE (1er AOUT)

Vis-à-vis de la France, l'exécution des instructions données à M. de Schoen fut chose plus complexe. L'Allemagne, toujours préoccupée de l'opinion anglaise, aurait désiré ne pas commencer les hostilités, et courir la chance qu'une attaque vînt de la France elle-même. Mais, dans les mesures qu'il prit, le Gouvernement français, soucieux, lui aussi, de ne pas s'aliéner l'Angleterre, autant que d'éviter un incident de frontière qui pût engendrer la guerre, avait, le 30 juillet, prescrit que les troupes de couverture, c'est-à-dire les plus rapprochées de la frontière, seraient maintenues à dix kilomètres en arrière de la ligne de séparation des territoires français et allemand, exception faite toutefois de quelques points stratégiques où le recul était fixé à quatre ou cinq kilomètres. La conséquence de cette mesure, c'est que les patrouilles ennemies pouvaient pénétrer dans une zone française étendue avant de rencontrer aucun élément militaire adverse. Il fallut l'insistance du général en chef Joffre, après la proclamation allemande du danger de guerre menaçant, pour décider le gouvernement à ordonner la mobilisation générale (1er août); encore cette décision s'accompagna-t-elle de la recommandation renouvelée d'éviter toute patrouille, toute reconnaissance, en un mot tout franchissement de la ligne [294].

VIOLATIONS DE LA FRONTIÈRE FRANÇAISE PAR LES TROUPES ALLEMANDES

Dans cette situation d'expectative, plusieurs incidents de frontière se produisirent : des patrouilles allemandes pénétrèrent en divers points du territoire français. L'une de ces incursions fut poussée assez loin pour que, malgré le recul de dix kilomètres, elle arrivât jusqu'au village de Joncherey, aux environs de Delle : un engagement eut lieu avec les soldats d'un poste français, et un caporal fut tué. Le Gouvernement protesta aussitôt, annula les instructions qu'il avait données au général en chef, mais ne déclara pourtant pas la guerre [295].

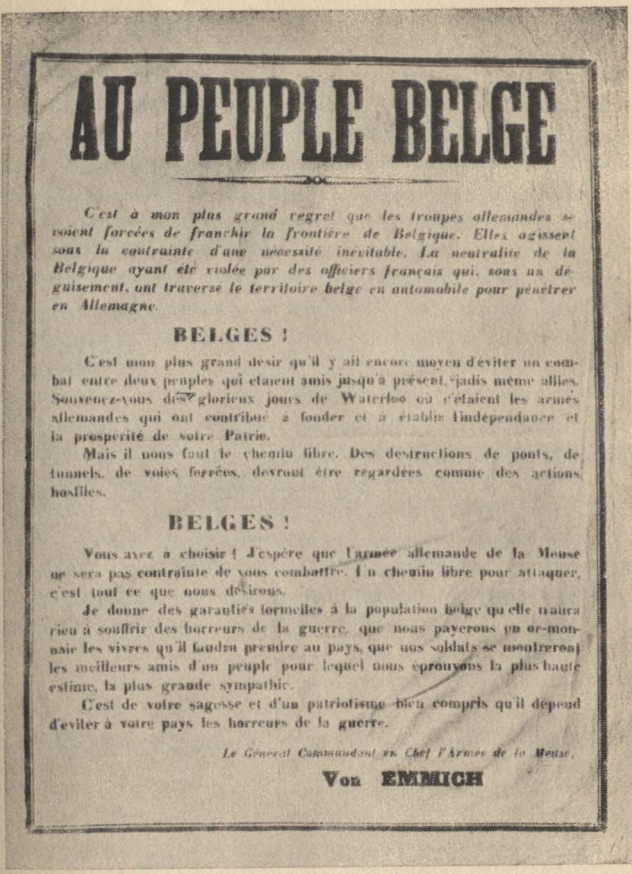
L'ALLEMAGNE DÉCLARE LA GUERRE A LA FRANCE

Or l'Etat-Major allemand était pressé d'en finir. Aussi, le 3 août, à la fin de l'après-midi, de Schoen se présente au Quai d'Orsay, et remet à Viviani une note où l'existence de l'état de guerre est déclarée entre son pays et la France à cause des « actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français ». Celui de ces actes qui est indiqué avec précision est un jet de bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg. Cette affaire, dite des avions de Nuremberg, était ima-

ginaire. Elle résultait d'une communication faite la veille par le commandant général du 3e corps d'armée bavarois [296]. Mais, au moment où l'ambassadeur allemand en faisait état à Paris, elle avait déjà été démentie à Berlin par un télégramme du ministre de Prusse à Munich : « On n'a vu, disait-il, que des avions inconnus, qui ne ressemblaient pas à des avions militaires. Le lancement des bombes n'est pas établi, et encore moins naturellement la nationalité française des aviateurs » [297].

L'ALLEMAGNE REFUSE DE S'ENGAGER A RESPECTER LA NEUTRALITÉ BELGE

Voilà donc l'état de guerre proclamé dans ces conditions. Mais, pour pénétrer en France, l'armée allemande doit d'abord mener à bien la première partie du plan de son Etat-Major : passer par les territoires neutres du Luxembourg et de la Belgique; car il ne faut pas laisser aux Belges le temps d'organiser la défense des forts de Liége et de la Meuse. Le Gouvernement de Bruxelles qui, comme les autres puissances, connaissait la menace pesant sur le royaume, avait, dès le 28 juillet, jour de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, décrété la mise de l'armée sur « le pied de paix renforcée » : puis il avait ordonné la mobilisation générale (31 juillet-1er août). L'inquiétude que cette mesure dénote, nous la savons justifiée par l'ultimatum que Moltke avait rédigé dès le 26. Elle apparaît encore plus justifiée par la suite des événements.



AU PEUPLE BELGE

C'est à mon plus grand regret que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inévitable. La neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne.

BELGES !

C'est mon plus grand désir qu'il y ait encore moyen d'éviter un combat entre deux peuples qui étaient amis jusqu'à présent, jadis même alliés. Souvenez-vous des glorieux jours de Waterloo où c'étaient les armées allemandes qui ont contribué à fonder et à établir l'indépendance et la prospérité de votre Patrie.

Mais il nous faut le chemin libre. Des destructions de ponts, de tunnels, de voies ferrées, devront être regardées comme des actions hostiles.

BELGES !

Vous avez à choisir ! J'espère que l'armée allemande de la Meuse ne sera pas contrainte de vous combattre. Un chemin libre pour attaquer, c'est tout ce que nous désirons.

Je donne des garanties formelles à la population belge qu'elle n'aura rien à souffrir des horreurs de la guerre, que nous payerons en or-monnaie les vivres qu'il faudra prendre au pays, que nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime, la plus grande sympathie.

C'est de votre sagesse et d'un patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.

Le Général Commandant en Chef l'Armée de la Meuse.

Von EMMICH

AFFICHE APPOSÉE EN BELGIQUE
LORS DE L'ENTRÉE DE L'ARMÉE ALLEMANDE.

(*Musée de la Grande Guerre.*)

Le 1er août, l'Angleterre avait obtenu de la France l'engagement formel de respecter la neutralité de la Belgique [298]. Mais elle ne put recevoir la même promesse de la part de l'Allemagne; le ministre allemand à Bruxelles se contenta de dire qu'il était « personnellement » convaincu que son pays n'avait aucune intention menaçante pour la Belgique [299]. Cette opinion personnelle était contredite par les faits. Le même jour, des soldats prussiens arrachèrent des rails de chemin de fer en territoire luxembourgeois : le 2 août commença l'invasion du Grand-Duché. Bethmann-Hollweg affirmait, il est vrai, qu'il ne s'agissait pas d'un acte d'hostilité contre le Luxembourg, mais de mesures de garantie contre l'attaque des chemins de fer par la France; il se disait certain que « des forces françaises sont en marche vers le Luxembourg » [300]. D'autre part, l'armée allemande était concentrée à Aix-la-Chapelle, et son commandant, le général von Emmich installé dans cette ville, à l'Union-Hôtel, était prêt à commencer la marche en avant dès qu'il aurait reçu la réponse belge à l'ultimatum [301].

DÉLIVRANCE DE L'ULTIMATUM A LA BELGIQUE

La note qui était en attente à Bruxelles [302] fut remise au gouvernement belge à la fin de l'après-midi du 2 août. Le grief invoqué était cette prétendue intention française de « traverser le territoire belge pour attaquer l'Allemagne. » Et la proclamation lancée par le général von Emmich lorsqu'à la tête de l'armée de la Meuse il péné-

trera sur le sol belge, annoncera que l'invasion était motivée par « une contrainte inévitable », des officiers français ayant « sous un déguisement » traversé la Belgique en automobile « pour pénétrer en Allemagne » [302 bis].

La note allemande faisait savoir à la Belgique que, si elle gardait « une neutralité bienveillante », elle recouvrerait, après la paix, tout son territoire et son indépendance; que si elle avait « une attitude amicale », les réquisitions seraient payées comptant et les dommages causés seraient réparés; mais que si l'armée d'invasion se heurtait à la résistance des forts de la Meuse, à la destruction des voies ferrées, des routes, des tunnels ou d'autres travaux d'art, la Belgique serait traitée en ennemie. Un délai de douze heures était donné pour opter entre la neutralité bienveillante, l'attitude amicale, ou l'hostilité.

LE GOUVERNEMENT BELGE REPOUSSE L'ULTIMATUM (3 AOUT)

Le 3 août, à sept heures du matin, le gouvernement belge notifiait son choix au ministre d'Allemagne : il refusait de sacrifier « l'honneur de la nation » et de trahir « ses devoirs vis-à-vis de l'Europe »; il se déclarait prêt à résister « par tous les moyens en son pouvoir ». Cette réponse ne surprit, d'ailleurs, pas le ministre allemand, qui avait annoncé d'avance que, « d'après son impression », elle serait négative [303].

INVASION DE LA BELGIQUE

La dernière formalité diplomatique fut accomplie, le 4 août, dès les premières heures de la matinée. Le gouvernement belge fut avisé qu'à cause du refus des « propositions bienveillantes » de l'Allemagne, il serait procédé même « par la force des armes » aux « mesures de sécurité... indispensables contre la menace française » [304]. L'invasion commença aussitôt après cette communication.

Bethmann-Hollweg tint à justifier immédiatement cet acte auprès du gouvernement anglais : une fois de plus, il incrimina la Russie. L'Allemagne, dit-il, doit veiller à sa propre conservation, et, pour sortir d'« une situation militaire forcée », résultant de « la malheureuse mobilisation russe », elle est obligée « de recourir à tous les moyens pour défendre sa peau » ; ce n'est pas là une « violation intentionnelle du droit des gens, mais l'acte d'un homme qui combat pour sa vie » [305]. Il développera le même thème, le 4 août, à la tribune du Reichstag, quand il dira que l'invasion de la Belgique avait été imposée par une nécessité vitale qui ne peut que faire litière du droit : « nécessité ne connaît pas de loi », déclarera-t-il.

L'ANGLETERRE ENTRE DANS LE CONFLIT

La violation de la neutralité belge décida de l'attitude définitive de la Grande-Bretagne. Depuis quelques jours, le cabinet de Londres avait

pris une position plus nette, mais reculait encore devant une résolution que la France et la Russie réclamaient de lui et à laquelle il ne pouvait pas échapper à cause du danger qu'offrait pour lui la destruction de la France. La nouvelle de l'entrée des troupes allemandes dans le Luxembourg, puis en Belgique, leva ses dernières hésitations, et il se rangea aux côtés de ses deux amis.

L'ITALIE ET LA ROUMANIE RESTENT NEUTRES

A la différence des puissances de l'Entente qui entrèrent toutes les trois dans la guerre, il n'y eut pas une solidarité complète entre tous les alliés de l'Allemagne et de l'Autriche. L'Italie et la Roumanie firent défection par un acte qui était le désaveu de la politique austro-allemande. Elles proclamèrent leur décision de rester neutres dans le conflit. L'une et l'autre invoquaient la même raison. Aux termes de l'alliance, elles n'étaient tenues de participer qu'à une guerre défensive et imposée; mais elles estimaient qu'il s'agissait, de la part de l'Allemagne et de l'Autriche, d'une guerre d'agression, donc que le *casus fœderis* n'existait pas. Guillaume II tira lui-même la conclusion des résolutions italienne et roumaine dans une de ces notes marginales où il avait coutume de formuler crûment ses impressions. « Les Alliés, écrivait-il avec amertume, se détachent de nous avant la guerre comme les pommes pourries. C'est un effondrement total de la diplomatie extérieure allemande ainsi qu'austro-hongroise. Cela aurait dû et pu être évité » [306].



INSIGNE VENDU AU PROFIT DE LA CROIX-ROUGE EN L'HONNEUR DU GÉNÉRAL VON EMMICH, APRÈS LA PRISE DE LIÉGE.

ON Y VOIT REPRODUITE LA PHRASE DU CHANCELIER DU REICHSTAG : « NÉCESSITÉ NE CONNAIT PAS DE LOI. »

(*Musée de la Grande Guerre.*)

CHAPITRE XVI

RESUME GENERAL

Au terme de cet exposé, où l'on s'est appliqué à ne montrer que des relations de cause à effet entre les événements, à quelles conclusions est-il légitime d'aboutir? Comme les jugements personnels sont contestables, mieux vaut se borner à un simple résumé des constatations qui ressortent des témoignages produits.

I

Malgré l'état de tension entre les groupes de la Triple Alliance et de la Triple Entente, quelles que fussent les ambitions ou les aspirations, les rancunes ou les inquiétudes des gouvernements et des peuples, il n'était pas fatal qu'une guerre générale éclatât dans l'été de 1914. Mais, tout en reconnaissant que la Russie, la France et l'Angleterre n'y sont pas préparées, Guillaume II, qui a renoncé à l'attitude pacifique qu'il avait eue pendant ces récentes guerres balkaniques, — d'où le royaume de Belgrade était sorti enrichi de territoires nouveaux, — et l'Etat-Major géné-

ral allemand se trouvent être dans des dispositions agressives : ils se proposent de mettre éventuellement à profit telles circonstances qui seraient jugées favorables pour une politique de force. Vienne, encouragée par Berlin, incline à une attaque contre la Serbie, au risque de provoquer les complications européennes qu'entraînerait la résistance de la Russie à toute modification du statut balkanique prévu dans le traité de Bucarest.

II

Pour amener « la grande décision », qu'elle estime nécessaire, l'Autriche-Hongrie entend utiliser « l'occasion » de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Serajevo, le 28 juin 1914. Elle y voit un bon prétexte à mettre en cause le gouvernement serbe lui-même. C'est ce que Berchtold déclare aussitôt après l'attentat, environ quinze jours avant que ne soit même commencée une enquête autrichienne, qui aboutira, du reste, à reconnaître l'innocence de ce gouvernement. Son désir immédiat est de « régler les comptes » avec l'odieuse Serbie, même si une guerre générale doit être la conséquence de cette initiative locale.

III

Avant de transformer sa ferme intention en une ferme résolution, il prend l'avis et invoque le concours du gouvernement allemand, de qui va ainsi dépendre l'orientation des événements. Berlin est alors libre de conseiller ou la paix ou la

guerre. D'emblée, il assure à Vienne un appui absolu et sans condition, même si une guerre européenne doit éclater. Allant encore plus loin, il insiste sur la nécessité pour l'Autriche-Hongrie de tirer immédiatement le meilleur parti de conjonctures tenues pour exceptionnellement favorables, celles de l'insuffisante préparation de l'Entente à une guerre et de son désir de paix. A partir de ce moment, la Wilhelmstrasse ne cessera plus d'exciter le Ballplatz à passer au plus vite aux actes irrévocables.

IV

Forte de ces promesses formelles et de ces pressants encouragements, l'Autriche-Hongrie, près de quatre semaines après l'attentat, pose dans un ultimatum à la Serbie des conditions que, de propos délibéré, elle veut incompatibles avec l'indépendance d'un Etat souverain et inacceptables pour lui.

V

La Wilhelmstrasse affirme dans plusieurs déclarations officielles qu'elle ignore le contenu de la note autrichienne. En fait, elle en a connu les conditions essentielles douze jours avant la publication, la teneur intégrale vingt-trois heures avant. Elle n'y fait aucune opposition; elle déclare expressément aux Puissances qu'elle l'approuve, avant même d'en connaître le texte.

VI

Afin de rendre toute négociation impossible, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie repoussent la

proposition faite par les Puissances, — qui voudraient avoir le temps de chercher une formule d'accommodement entre Belgrade et Vienne, — d'une prolongation du trop court délai de réponse imparti à la Serbie.

VII

Bien que la réponse serbe à l'ultimatum autrichien soit très conciliante, elle contient des réserves offrant matière à discussion; l'Autriche, décidée d'avance à exiger une soumission totale et absolue, exécute immédiatement son plan de rupture des relations diplomatiques avec la Serbie.

VIII

Tout en pratiquant une étroite solidarité avec l'Autriche, le gouvernement allemand, sous le couvert d'une thèse de localisation du conflit qui tend à mettre la Russie dans l'impuissance d'agir en face d'une Autriche conquérante, écarte d'office, sans même la transmettre à Vienne, une proposition anglaise de conférence des ambassadeurs des Etats non directement intéressés au conflit. Elle refuse de s'associer à un projet anglais de négociations entre Autriche et Serbie sur la base de la réponse serbe; elle conseille formellement à Vienne de ne le prendre même pas en considération. D'ailleurs, Berchtold oppose spontanément à Sazonof un refus pur et simple de discuter cette réponse.

IX

Dès le lendemain de la réponse serbe et deux jours avant que l'Autriche et la Serbie ne soient

en guerre, le chef d'Etat-Major général Moltke rédige un ultimatum à la Belgique, petite nation dont l'Allemagne a solennellement garanti la neutralité, nation complètement étrangère à la querelle austro-serbe.

X

Quoique les autorités militaires aient fait connaître que l'armée autrichienne ne peut être prête à l'action avant le 12 août, Vienne déclare pourtant la guerre à la Serbie dès le 28 juillet. Cette résolution, elle la prend sur les instances de Berlin, qui l'a vivement incitée à mettre, au moyen du « fait accompli », un terme aux tentatives d'immixtion conciliatrice de l'Entente. Le lendemain, Belgrade, capitale de la Serbie, abandonnée par le gouvernement qui s'est retiré dans l'intérieur, est bombardée.

XI

A la suite de la déclaration de guerre, la Russie décide de mobiliser une partie de son armée contre l'Autriche. Cette mobilisation restreinte paraît aux autorités militaires une mesure dangereuse parce qu'elle trouble le plan de mobilisation générale qui avait été seul établi contre l'Autriche et l'Allemagne à la fois : or elles croient certaine l'entrée de l'Allemagne en guerre aux côtés de l'Autriche. Après des hésitations et des revirements, le Tsar finit par donner l'ordre de mobilisation générale. Cette résolution n'est pas due seulement aux raisons techniques invoquées par les chefs de l'armée, mais aussi à une démarche de l'ambassadeur d'Allemagne, venu deman-

der au gouvernement de Saint-Pétersbourg de cesser ses préparatifs militaires contre l'Autriche s'il veut éviter la participation allemande au conflit. Outre que cette invitation se trouve contraire à l'assurance antérieurement donnée par la Wilhelmstrasse qu'elle n'avait pas d'objection à faire contre une mobilisation partielle, elle est présentée sur un ton qui donne à Sazonof la vive impression d'une menace.

XII

Il est impossible de trouver dans les conversations qu'avaient eues peu de jours auparavant à Saint-Pétersbourg les présidents Poincaré et Viviani avec Nicolas II et Sazonof aucune preuve que les hommes d'Etat français aient poussé à la guerre les hommes d'Etat russes, mais on trouve les preuves du contraire.

XIII

Pendant que sont discutées et décidées les mesures militaires de la Russie, la diplomatie austro-allemande fait échouer soit par de purs et simples refus, soit par des manœuvres d'atermoiement ou d'étouffement, tous les efforts de l'Entente pour empêcher l'extension du conflit : offre du Tsar de recourir à l'arbitrage de la Cour de justice de La Haye, pourparlers directs entre Autriche et Russie, déclaration de la volonté de respecter l'indépendance politique de la Serbie, occupation temporaire de Belgrade à titre de gage avec suspension d'armes de la part de l'Autriche et interruption de la mobilisation russe.

XIV

Il est vrai que, informé par son ambassadeur de la méfiance qu'inspire au gouvernement anglais la politique constamment négative et manifestement agressive des Empires Centraux, le chancelier Bethmann-Hollweg essaie, le 30 juillet, de faire sur Berchtold une très forte pression, pour obtenir de lui un geste qui dissipe les soupçons de Sir Edward Grey. Mais à peine a-t-il envoyé des instructions dans ce sens à son ambassadeur qu'il les annule, mettant ainsi lui-même un terme à l'action diplomatique.

XV

C'est aussi le 30 juillet que Moltke, entrant lui-même en rapport avec son collègue Conrad, le presse de faire ordonner la mobilisation générale autrichienne en réponse à la mobilisation partielle russe, parce qu'ainsi sera donnée à l'Allemagne une raison de procéder à sa propre mobilisation. Tandis que, d'une part, l'Autriche décide de ne répondre qu'évasivement à la proposition anglaise de prise de gage et de ne pas interrompre en tout cas les opérations militaires commencées contre la Serbie, — à qui elle se propose, d'ailleurs, d'imposer maintenant d'autres exigences, — la mobilisation autrichienne, qui doit avoir pour suite l'allemande, est, d'autre part, résolue.

XVI

La renonciation de Bethmann-Hollweg à toute action modératrice sur l'Autriche, les décisions prises à Vienne sur l'insistance de l'Etat-Major

allemand se placent bien dans cette journée du 30 juillet où le Tsar a ordonné la mobilisation de toutes ses forces. Mais comme la décision russe est ignorée, elle n'exerce alors aucune influence. Ce qui se passe à Saint-Pétersbourg n'est nullement la cause déterminante de ce qui se passe parallèlement le même jour à Berlin et à Vienne.

XVII

De toute façon, l'état de guerre entre la Russie et l'Allemagne ne saurait s'expliquer par le fait de la mobilisation russe, car elle avait un caractère différent de celle des autres puissances : c'est Moltke lui-même, c'est-à-dire la plus haute autorité militaire responsable, qui l'affirme. D'ailleurs, Nicolas II promet solennellement à Guillaume II que son armée mobilisée évitera toute provocation; il ne peut obtenir du Kaiser le même engagement réciproque.

XVIII

L'arrivée de la nouvelle de la mobilisation russe permet à Guillaume II de proclamer l' « état de danger de guerre menaçant », — que les chefs de l'armée demandaient depuis deux jours, — comme une réponse à la décision du Tsar; elle permet à Bethmann-Hollweg de présenter à l'Angleterre cette décision comme une réponse à une « provocation ».

XIX

Maintenant Moltke, responsable de l'exécution d'un plan définitivement arrêté depuis une dizaine d'années, est le maître de la situation. Les

initiatives politico-militaires de l'Allemagne se succèdent rapidement : sommation à la Russie d'arrêter sa mobilisation; — proposition à la France de rester neutre dans un conflit germano-russe, et, si, contre toute vraisemblance, elle l'accepte, exigence de livrer les forteresses de Toul et de Verdun en gage à l'armée allemande; — déclaration de guerre à la Russie, donnée comme la riposte à un « défi »; — déclaration de guerre à la France sous un prétexte faux; — refus de s'engager à respecter la neutralité belge; — déclaration de guerre à la Belgique sous un prétexte faux; — invasion de la Belgique, dont l'effet immédiat est l'intervention de l'Angleterre.

XX

L'Italie et la Roumanie, alliées de l'Allemagne et de l'Autriche, refusent de se joindre à elles dans un conflit armé qu'elles regardent comme une guerre d'agression.

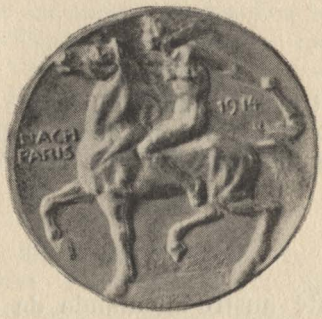
XXI

La volonté austro-allemande de redresser la situation de l'Autriche-Hongrie en Orient et de déjouer le prétendu complot de l'Entente contre la sécurité de l'Allemagne, explique que la guerre ait été la conclusion de la crise de juillet 1914. De la vaste documentation dont les historiens disposent, deux autres faits ressortent.

1. — On n'y trouve aucun indice que, sans les initiatives concertées des gouvernements de Vienne et de Berlin et sans les encouragements ou les excitations de Berlin à Vienne, cette guerre au-

rait éclaté du fait de la Serbie, de la Russie, de la France ou de l'Angleterre.

2. — Les dispositions pacifiques de ces Puissances n'ont pas cessé d'être reconnues par leurs adversaires jusqu'à l'extrême fin du mois de juillet, c'est-à-dire après que ceux-ci eurent eux-mêmes, suivant l'expression des Bethmann-Hollweg, jeté « les dés de fer » [307].



MÉDAILLE ALLEMANDE DE 1914.
(*Musée de la Grande Guerre.*)

RÉFÉRENCES

Le lecteur trouvera ci-après mentionnées, par chapitres et par pages, les références du présent livre, ainsi que l'a annoncé l'avant-propos.

La liste de ces références est précédée de celle des principaux ouvrages dont la connaissance s'impose à qui veut faire une étude personnelle du sujet. Ces ouvrages sont de deux sortes :

a) les publications de documents; elles émanent presque toutes de l'initiative officielle;

b) les travaux d'historiens.

D'autre part, il existe une abondante littérature de propagande, née en Allemagne du désir de critiquer la teneur de l'article 231 du Traité de Versailles interprété comme la formule d'une accusation de culpabilité contre le gouvernement impérial de 1914 pour avoir déchaîné la guerre. Cette propagande a, en Allemagne, un caractère au moins officieux. L'essentiel de son argumentation se trouve dans le livre de Alfred von Wegerer, *Die Widerlegung der Versailler Kriegsschuldthese* (La réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre), paru à Berlin en 1928, traduit en anglais, puis en français (1933).

Enfin, il existe aussi beaucoup d'autres écrits, notamment les témoignages d'hommes d'Etat et d'ambassadeurs, dont la lecture sera utile aux personnes désireuses de se renseigner d'une manière étendue.

Les indications relatives à ces diverses catégories d'ouvrages peuvent être recueillies dans :

1. La bibliographie (en allemand), de SCHWAB (Georg), *Die Kriegschuldfrage* (La question des responsabilités de la guerre), parue en 1925;

2. La revue allemande, qui, après s'être longtemps appelée *Die Kriegschuldfrage*, organe de la *Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen* (Office central pour la recherche des causes de la guerre), paraît aujourd'hui sous la dénomination plus vague de *Berliner Monatshefte* (Cahiers mensuels berlinois), emprunté d'ailleurs à son ancien sous-titre;

3. La *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, publiée à Paris trimestriellement par la « Société de l'histoire de la Guerre ».

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS

ALLEMAGNE

Dès 1919, ont paru quatre volumes publiés par le député socialiste KAUTSKY, le comte MONTGELAS et le professeur Walter SCHÜCKING sous le titre : *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch*, dont il existe une traduction française par Camille JORDAN (1922), intitulée: *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre.* *K* (1).

Une publication plus récente a mis au jour le contenu des dossiers des anciennes archives impériales propres à faire connaître les détails de La grande politique des cabinets européens (*Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette* 1871-1914). Elle forme 40 volumes. *Gr. Pol.*

(1) Les lettres majuscules ou les noms qui suivent le libellé des titres indiquent les abréviations sous lesquelles les ouvrages sont cités dans les références ci-après.

Une traduction française est en cours de publication, sous le titre : *La politique extérieure de l'Allemagne*. Le tome XX a paru.

Pol. Ext.

ANGLETERRE

British Documents on the Origins of the War 1898-1914 (Documents anglais sur les origines de la guerre). Publiés par Gooch et Temperley. Neuf tomes ont paru. En outre, le tome XI relatif à la crise de juillet 1914: *The Outbreak of the War. Foreign Office Documents. June 28 th.-August 4 th. 1914* (L'explosion de la guerre. Documents du ministère des Affaires étrangères), avec introduction par Headlam-Morley.

B D.

AUTRICHE-HONGRIE

Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges. Vienne, 1919, 3 vol. — Il en existe une édition en français, publiée la même année à Vienne, sous le titre : *République d'Autriche. Office des Affaires Etrangères. Actes diplomatiques sur les événements qui ont précédé la guerre de 1914. Compléments et suppléments au Livre Rouge austro-hongrois.*

A D.

Œsterreich-Ungarns Aussenpolitik, von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914. Diplomatische Aktenstücke des Œsterreich-Ungarischen Ministeriums des Aüssern. Huit vol., plus un vol. de table. (La Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie, depuis la crise bosniaque de 1908 jusqu'à l'explosion de la guerre en 1914. Actes diplomatiques du Ministère austro-hongrois des Affaires étrangères). Les éditeurs sont : Ludwig BITTNER et Hans UEBERSBERGER.

Œ. U. A.

Beaucoup de documents officiels précieux et d'informations d'origine officielle figurent dans l'ouvrage de l'ancien chef de l'Etat-major général de l'armée austro-hongroise, CONRAD VON HÖTZENDORF, *Aus*

Meiner Dienstzeit (Mes années de service). Berlin, 1922-1926, 5 vol. *Conrad.*

FRANCE

Ministère des Affaires étrangères. Commission de Publication des Documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. Documents diplomatiques français (1871-1914).

Première série : 1871-1900. — 5 vol. parus.

Deuxième série : 1900-1911. — 4 vol. parus.

Troisième série : 1911-1914. — 5 vol. parus.

La partie relative à la crise de juillet de 1914 formera le dernier tome de la troisième série.

Doc. dipl. fr.

Beaucoup de documents diplomatiques de juillet 1914 se trouvent dans :

BOURGEOIS et PAGÈS. *Les origines et les responsabilités de la Grande Guerre.* L'ouvrage, réédité en 1922, a paru d'abord, en 1919, comme *Rapport fait au nom de la Commission d'enquête [du Sénat] sur les faits de la guerre.*

POINCARÉ (Raymond). *Au service de la France.* Le tome IV, paru en 1927 sous le titre : *L'Union Sacrée,* concerne l'année 1914. *Poincaré.*

Une partie de la documentation française est encore inédite; elle sera publiée à la fin de la troisième série des *Documents diplomatiques* précités. L'auteur du présent ouvrage, en sa qualité de membre de la Commission de publication, a pu connaître toutes les pièces conservées dans les Archives du Quai d'Orsay.

RUSSIE

Der Beginn des Krieges 1914. (Comment commença la guerre). Edition allemande (1924), par A. von Wegerer, du Journal du baron Schilling, chef du cabinet de Sazonof. Paru en anglais (1925), sous le titre : *How the war began in 1914,* avec une introduction de

Schilling; cité ordinairement sous le nom de *Schilling's Diary* (Journal de Schilling).

Un Livre noir. Diplomatie d'avant-guerre, d'après les documents des archives russes. Novembre 1910-juillet 1914. Préface par René Marchand. Tome II. 1923. *Livre Noir.*

Die Internationalen Beziehungen im Zeitalter des Imperialismus (Les relations internationales du temps de l'impérialisme). L'ouvrage, en cours de publication, paraît à la fois en russe et en allemand. — Edition allemande. 2e série, vol. II, du 28 juin au 22 juillet 1914. *Int. Bez.*

(Les textes les plus importants ont été reproduits en français dans *Affaires Etrangères*, 25 mai 1932, et dans *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, octobre 1932.)

La nomenclature précédente doit naturellement être complétée par les livres de couleur que les Etats belligérants ont fait paraître dès le début des hostilités : Livres *blanc* (Allemagne), *bleu* (Angleterre, Serbie), *gris* (Belgique), *jaune* (France), *orange* (Russie), *rouge* (Autriche-Hongrie).

TRAVAUX PARTICULIERS

Il ne sera fait mention que de ceux qui sont spécialement consacrés à la crise de juillet 1914 dans son ensemble.

Allemagne

Deux auteurs allemands méritent une considération particulière à cause de leur probité scientifique autant que pour le fait d'avoir été investis d'une mission officielle. L'un est Fischer (Eugen), « expert de la Commission de recherche du Reichstag allemand pour les questions de responsabilité de la guerre », secrétaire général de la Commission et secrétaire de la première sous-commission. L'autre est Lutz (Hermann), également expert de la Commission précitée.

FISCHER (Eugen). *Die Kritischen 39 Tage von Sarajevo bis zum Weltbrand* (Les 39 jours critiques de Serajevo à l'incendie mondial). L'ouvrage a paru en 1928. *Fischer.*

LUTZ (Hermann). *Die europäische Politik in der Julikrise 1914* (La politique européenne dans la crise de juillet 1914). Cet ouvrage, paru en 1930, forme le tome premier de la publication de la première sous-Commission, intitulée *Die Vorgeschichte des Weltkrieges* (La préhistoire de la guerre mondiale). Elle est elle-même la première série de la publication d'ensemble de la Commission, dont le titre général est : *Das Werk des Untersuchungausschusses der Verfassunggebenden Deutschen Nationalversammlung und des Deutschen Reichstages 1919-1930. Verhandlungen, Gutachten, Urkunden.* *Lutz.*

FRANCE

RENOUVIN (Pierre), conservateur à la Bibliothèque-Musée de la Guerre, professeur à la Sorbonne. *Les Origines immédiates de la guerre. 28 juin-4 août 1914.* L'ouvrage a eu deux éditions françaises (1925 et 1927) et une édition anglaise (1927). C'est le développement et la mise au point d'un cours public professé à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. *Renouvin.*

ANGLETERRE

WILSON (H. W.) *The War Guilt* (La responsabilité de la guerre). Londres, 1928.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

SIDNEY B. FAY (professeur à l'Université de Harvard), *The origins of the World War.* L'ouvrage paru en 1928, a été traduit en français, 1930, 2 vol., sous le titre : *Les Origines de la Guerre mondiale.* *Sidney Fay.*

BERNADOTTE E. SCHMITT (professeur à l'Université de Chicago). *How the War came,* paru en anglais en

1930 et traduit en français en 1932, sous le titre *Comment vint la guerre* (2 vol.).

Bernadotte Schmitt.

CHAPITRE PREMIER

1. — Griesinger au Chancelier, 6 juillet 1914. *K*, I, n° 19 A.

2. — Bunsen, ambassadeur à Vienne, à Grey, 29 juin 1914. *B D*, n° 21. « Ceux qui se rappellent les circonstances des fameux procès d'Agram et du Dr Friedjung en 1908 et 1909 hésiteront à admettre sans preuves suffisantes les dénonciations en masse, auxquelles on peut maintenant s'attendre, contre les associations politiques serbes ».

3. — Lettre privée de Tschirschky à Jagow, 25 août 1913. *Gr. Pol.*, t. XXXV, n° 13737, p. 362, note 2.

4. — *Conrad*, t. III, pp. 311, 406, 506, 754 et suiv. « Comme but de toute politique balkanique de la Monarchie, j'envisage l'incorporation de la Serbie à celle-ci, parce que je vois dans l'épanouissement d'un Etat serbe indépendant le plus grand danger pour l'avenir de la Monarchie ». — « L'annexion de la Serbie est donc en réalité non seulement d'une haute valeur pour la Monarchie, mais une condition expresse d'existence pour elle ». — « La Serbie, l'ennemi agressif, inexorable de la Monarchie ».

5. — *Sidney Fay*, t. II, p. 197, note 55.

6. — Rapport de Gabriel Bertrand, consul de France à Serajevo, 8 décembre 1912. *Doc. dipl. fr.*, 3e série, t. V, n° 21.

7. — *Conrad*, t. III, pp. 758, 181 (note 1).

8. — *Conrad*, t. III, p. 611.

9. — Tél. de Szécsen, 23 juin 1914. *Œ.U.A.*, t. VIII, n° 9906.

10. — Conversation avec House, 1er juin 1914. *Papiers intimes du Colonel House*, publiés par Ch. Seymour. Traduction française, t. Ier, p. 293.

11. — *Conrad*, t. III, p. 469-470. — Il lui dit aussi (en novembre) que la valeur de l'Autriche comme

alliée diminuerait si elle n'avait pas l'énergie de faire un acte hardi. *Ibid.*, p. 486.

12. — Rapport de Berchtold, 26 octobre 1913. *Œ.U.A.*, t. VII, n° 8934.

13. — Rapport de Jules Cambon, 22 novembre 1913, *Livre Jaune*, n° 6. — On peut rapprocher de la conversation de 1913 les propos que Guillaume II tint, en 1904, à Léopold II, prédécesseur du roi Albert Ier. Ils ont été résumés par Léopold lui-même dans une note à son ministre des affaires étrangères, ainsi conçue : « Depuis de longues années, dit Guillaume II, j'ai employé tous les moyens pour me rapprocher de la France, et chaque fois que je lui ai amicalement tendu la main, elle a repoussé mes avances avec dédain. Tous mes projets se heurtent à l'opposition systématique du gouvernement, et sont combattus par la presse française qui les dénature et en prend prétexte pour m'injurier. J'aurais voulu former avec elle, dans l'intérêt général, un bloc continental assez fort pour mettre un frein aux ambitions de l'Angleterre, qui cherche à confisquer le monde à son profit. Et, au contraire, je vois la France prêcher la haine, la revanche, et préparer la guerre dans le dessein de nous anéantir. Maintenant, j'en ai assez. Je ne commettrai pas l'imprudence d'attendre que les préparatifs qu'on fait contre nous soient terminés. Les Français veulent la guerre. Eh bien! ils l'auront. En ce qui concerne votre pays, je vous engage aussi à vous préparer. Votre armée est insuffisante, ses effectifs ne sont pas en rapport avec le chiffre de la population. Si l'impopularité que rencontre le service militaire vous empêche de les augmenter, pourquoi ne recruteriez-vous pas des troupes noires dans votre domaine colonial? A peu de frais, vous trouveriez-là des soldats en nombre illimité. Dans la lutte formidable qui va s'engager, l'Allemagne est certaine de la victoire, mais cette fois vous serez obligé de choisir. Il faudra être avec nous ou contre nous. Si vous êtes avec nous, je vous rendrai les provinces flamandes que la France vous

a enlevées au mépris de tout droit, je referai pour vous le Duché de Bourgogne. Vous deviendrez le souverain d'un puissant royaume. Réfléchissez à ce que je vous offre et à ce qui peut vous attendre ». Ces propos de 1904 ont été brièvement rapportés aussi dans les *Mémoires* du chancelier Bulow, trad. fr., t. II, p. 111.

14. — Jaekh (Ernst). *Kiderlen-Wächter. Der Staatsmann und Mensch* (Kiderlen-Wächter. L'homme d'Etat et l'homme), t. II, p. 236.

15. — Von der Lancken-Wakenitz. *Meine dreissig Dienstjahre* (Mes trente années de service), p. 57.

16. — Bülow à la Wilhelmstrasse, 30 juillet 1905. *Gr. Pol.*, t. XIX, n° 6229.

17. — Ludendorff. « Mémoire de décembre 1912 », dans *Documents du G. Q. G. allemand sur le rôle qu'il a joué de* 1916 *à* 1918 (trad. fr.), p. 94.

18. — Traduction française dans *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, juillet 1924, p. 152.

19. — *Ibid.*, octobre 1925, p. 351.

20. — L'ouvrage de Bernhardi, paru en octobre 1911, avait déjà eu six éditions en février 1913. — Celui du colonel en retraite Frobenius, intitulé *Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde* (L'heure du destin pour l'Empire allemand), est une brochure qui, parue en mars 1914, eut en peu de mois douze éditions. Il fut traduit dès ce moment en anglais et répandu aux Etats-Unis sous le titre : *Germany's hour of destiny.*

21. — C'est notamment l'opinion de Sidney Fay, qui s'exprime ainsi, t. II, p. 153, de la trad. fr. « La cause occasionnelle immédiate de la guerre mondiale fut le meurtre de l'archiduc autrichien à Serajevo. Si ce forfait n'avait pas eu lieu, il n'y aurait eu, dans l'été de 1914, ni de guerre austro-serbe ni de guerre mondiale. En dépit des rapports, de plus en plus tendus entre la Triple Alliance et la Triple Entente, il est probable que la diplomatie européenne eût, pendant des mois, peut-être des années, réussi à conjurer un conflit que tous les hommes

d'Etat prévoyaient comme effroyable au-delà de toute expression, et en vue duquel les forces franco-russes comptaient être mieux préparées en 1917 qu'en 1914. Le meurtre de l'archiduc mit le feu à des matières qui ne se fussent peut-être pas enflammées de la même façon ou qui peut-être ne se fussent pas enflammées du tout ».

CHAPITRE II

21bis. — Voir les textes cités par *Bernadotte Schmitt*, t. Ier, p. 206 (trad. fr.).

22. — Griesinger au Chancelier, 30 juin 1914. — *K*, I, n° 10.

23. — Général Potiorek au ministre de la guerre, 29 juin. *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 9948.

24. — Rapports de von Storck, 30 juin et 1er juillet. *Ibid.*, nos 9951 et 9964.

25. — Rapport de Tisza à l'Empereur François-Joseph, 1er juillet. *Ibid.*, n° 9978.

25bis. — Berchtold à von Storck, 5 juillet. *Ibid.*, n° 10055.

26. — Tél. de von Wiesner, 13 juillet. *A D*, première partie, n° 17.

27. — Mousset, *Un drame historique; l'attentat de Serajevo*, p. 30, note 1.

28. — *Ibid.*, pp. 16 et 320.

29. — C'est l'expression dont se sert le ministre russe à Cettigné, en faisant part, le 6 juillet, à son gouvernement, de renseignements que lui a donnés « un Serbe bien informé ». *Affaires Etrangères*, 25 mai 1932, p. 310. (Documents inédits sur l'attentat de Serajevo... tirés des archives de l'ancien Empire russe. — Ce sont des extraits de la publication soviétique précitée : « Les relations internationales au temps de l'impérialisme ».

30. — Télégramme au Chancelier, 6 juillet. *K*, I, n° 19*a*.

31. — Rapport de Sazonof au tsar, 7 janvier. 1914. *Livre Noir*, t. II, p. 374.

CHAPITRE III

32. — *Conrad*, t. IV, p. 36.

33. — Rapport de Tisza à l'Empereur François-Joseph, 1er juillet 1914. *AD*, première partie, n° 2.

34. — *Conrad*, t. IV, p. 37.

35. — *AD*, première partie, n° 1 (Annexe).

36. — *Ibid.*, n° 1.

37. — Annotations marginales de Guillaume II au télégramme de Tschirschky, 30 juin 1914. *K*, I, n° 7.

38. — Note du comte Alexandre Hoyos sur un entretien avec le publiciste allemand Victor Naumann, 1er juillet 1914. — Rapport sur un entretien avec le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* Ganz), 4 juillet. *Œ. U. A.*, t. VIII, nos 9.966 et 10.038.

39. — Szögyény à Berchtold, 5 juillet. *A D*, 1re partie, n° 6.

40. — L'analyse de ces conversations a été très bien faite, d'après les documents de la Commission d'enquête du Reichstag, par *Renouvin*, p. 47 et suiv.

41. — Lettre à Jagow, 17 juillet. *K*, I, n° 74. — Lettre à la Commission d'enquête du Reichstag, 25 octobre 1919. *Ibid.*, p. XVII.

42. — Szögyény à Berchtold, 6 juillet. *A D*, 1re partie, n° 7.

43. — Voir à ce sujet les témoignages cités par *Bernadotte Schmitt*, t. Ier, p. 279 (trad. fr.).

44. — La lettre de Hoyos a été publiée en traduction française par Maurice Muret dans le *Journal des Débats*, 12 novembre 1931. Elle contient un renseignement curieux : Hoyos y parle d' « un message du Kaiser allemand à Berchtold, lui déclarant expressément que le Kaiser espérait que nous ne reculerions plus et que nous allions passer à l'exécution avec toute l'énergie voulue ».

45. — *Lutz*, p. 36.

46. — *Fischer*, p. 167.

CHAPITRE IV

47. — Procès-verbal de la séance. *AD*, 1re partie, n° 8. Berchtold s'exprime ainsi : « D'abord, il faudrait voir clairement si le moment ne serait point venu de mettre la Serbie, par un acte de vigueur, à jamais hors d'état de nuire. Un tel coup décisif ne pourrait être porté sans préparation diplomatique : aussi a-t-il déjà sondé le gouvernement allemand. Les pourparlers à Berlin auraient conduit à un résultat très satisfaisant; car l'empereur Guillaume, tout comme M. de Bethman-Hollweg, dans le cas d'une guerre avec la Serbie, nous auraient promis formellement l'appui de l'Allemagne, sans conditions... C'est pour lui une chose claire qu'un conflit armé avec la Serbie pourrait avoir pour conséquence la guerre avec la Russie. »

47bis. — Hoyos avait, paraît-il, déclaré à Berlin que l'Autriche devrait démembrer la Serbie. Le 17 juillet, Jagow fit savoir à Tschirschky qu'au dire de Berchtold et de Tisza, il ne s'agissait que de « vues personnelles » de Hoyos, et l'invita à prier Vienne de faire connaître « dans une certaine mesure » ses intentions réelles.

48. — Au cours de la discussion, le premier ministre autrichien Stürgkh dit : « Ce qui devrait exercer une très grande influence sur notre décision, c'est que, à la place que nous devons considérer comme le plus sûr appui de notre politique dans la Triple Alliance, on nous a promis, comme on l'a entendu, une fidélité sans réserve, et qu'à cette même place, on nous recommande une action immédiate. »

49. — *Conrad*, t. III, p. 465.

50. — Mémoire de Tisza, 8 juillet. *AD*, 1re partie, n° 12.

51. — Berchtold à Tisza, 8 juillet. *Ibid.*, n° 10.

52. — La visite et les déclarations de Tisza ont

fait l'objet d'un télégramme « très secret » de l'ambassadeur allemand à Vienne, 14 juillet. *K*, I, n° 49. Voir aussi un second télégramme du même, *ibid.*, n° 50.

53. — *Conrad*, t. IV, p. 36.

53*bis*. — C'est ainsi qu'il s'était exprimé dans sa lettre autographe à Guillaume II. *AD*, 1re partie, n° 1.

54. — Lettre de Guillaume II à François-Joseph, 14 juillet. *K*, I, n° 26. — Sur l'état d'esprit de l'empereur d'Autriche, voir aussi le télégramme de l'ambassadeur d'Allemagne relatant une conversation entre Berchtold et son souverain, 10 juillet. *Ibid.*, n° 29.

55. — Tél. du chef de section Forgach au comte Szécsen, 10 juillet. *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 10.182.

56. — Tél. à Rome, 12 juillet. *Ibid.*, n° 10.221.

57. — Lettre particulière de Jagow à Lichnowsky, 18 juillet, *K*, I, n° 72.

58. — Rapport du chargé d'affaires de Bavière à Berlin, 18 juillet. *K*, IV, annexe IV, n° 2.

CHAPITRE V

59. — Szögyény à Berchtold, 9 juillet. *AD*, 1re partie, n° 13. — « Le secrétaire d'Etat (Jagow) est, comme j'ai pu m'en convaincre, parfaitement d'accord avec le parti pris par le gouvernement allemand et que je vous ai mandé, et m'a assuré d'une manière fort décidée qu'à son avis l'action projetée contre la Serbie devait être entamée sans délai. »

60. — Tschirschky à Jagow, 13 juillet. *K*, I, n° 40.

61. — Tschirschky à Bethmann-Hollweg, 14 juillet. *K*, I, n° 49.

62. — Szögyény à Berchtold, 16 juillet. *AD*, 1re partie, n° 23.

63. — Procès-verbal de la séance, 19 juillet. *Ibid.*, n° 26. « De l'avis du comte Berchtold, il n'est pas vraisemblable que notre démarche soit connue avant le départ du Président de la République de Saint-Pétersbourg; mais, même si c'était le cas, il n'y ver-

rait pas un grand désavantage, puisque nous aurions satisfait aux lois de la courtoisie en attendant la fin de la visite. Par contre, il devrait, pour des raisons diplomatiques, se prononcer contre tout nouveau retard, car, à Berlin, on commencerait déjà à s'énerver. »

64. — Berchtold à Giesl, ministre d'Autriche à Belgrade, 20 juillet. *Ibid.*, n° 27.

65. — Voir les réflexions du professeur Schücking citées par *Lutz*, p. 299, note 2.

66. — Rapport immédiat de Berchtold, 14 juillet. — Séance du Conseil des ministres pour les affaires communes, 19 juillet. *A D*, 1re partie, nos 19 et 26.

67. — Le conseiller d'ambassade Stolberg à Jagow, 18 juillet. *K*, I, n° 87. Il rapporte une conversation qu'il vient d'avoir avec Berchtold au sujet de l'ultimatum. Il vient d'apprendre par Hoyos « que les conditions sont telles qu'il est impossible à un Etat qui conserve encore un peu de dignité et de fierté de les accepter ».

68. — Circulaire de Berchtold aux ambassadeurs d'Autriche, 23 juillet. *AD*, 1re partie, n° 61. « Nous ne pouvons faire l'objet de négociations et de compromis les exigences dont nous réclamons l'accomplissement de la part de la Serbie et qui, dans les rapports de deux Etats qui doivent vivre en paix et en amitié, ne contiennent au fond que des choses tout à fait naturelles. »

69. — Voir les télégrammes des 21, 22 et 23 juillet dans *K*, I, nos 93, 96, 108, 112.

70. — Tél. de Jagow au ministre allemand à Stockholm, à l'ambassadeur à Londres, 23 juillet; à l'ambassadeur à Rome, 24 juillet. *K*, I, nos 123, 126, 145. — Tél. de Bronewski, chargé d'affaires russe, 22 juillet. *Int. Bez.* N° 330.

71. — Dans une lettre privée confidentielle de Tschirschky à Jagow, 11 juillet (Annexes à la sténographie des séances publiques de la Commission d'enquête du Reichstag. Origines de la guerre mondiale, p. 119.), l'ambassadeur fait connnaître que les

conditions suivantes seront posées : déclaration publique officielle par le roi (et ordre du jour à l'armée) « que la Serbie renonce à sa propagande panserbe; en outre, on exigera qu'un organisme soit institué par le gouvernement austro-hongrois pour veiller à la stricte exécution de cette promesse ». — La veille (10 juillet), il avait déjà télégraphié : « Les exigences qu'il y avait lieu de formuler vis-à-vis de la Serbie étaient maintenant ici la préoccupation principale, et le comte Berchtold dit qu'il serait heureux de savoir ce qu'on pensait à Berlin. Il estimait qu'on pourrait exiger notamment l'installation à Belgrade d'un organe du gouvernement autrichien pour surveiller de là les menées panserbes, et éventuellement la dissolution des sociétés et la destitution de quelques officiers serbes compromis. Le délai assigné pour la réponse devrait être très court, environ 48 heures. » *K*, I, n° 29.

72. — Jagow à Tschirschky, 13 juillet. *E*, I, n° 39.

73. — Circulaire de Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat, aux ambassadeurs à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg, 24 juillet. *K*, I, n° 153. « Nous n'avons eu aucune espèce d'influence sur le texte de la note, et nous avons eu aussi peu que les autres puissances l'occasion de prendre parti de quelque manière que ce soit avant sa publication. »

74. — L'incident est raconté dans le détail par *Renouvin*, p. 62, note 2 (deuxième édition).

75. — Déclarations à la Commission d'enquête du Reichstag. Annexe I à la sténographie, p. 30.

76. — Le chancelier aux ambassadeurs à Saint-Pétersbourg, Paris et Londres, 21 juillet. *K*, I, n° 100.

77. — LAJUSAN, *Nouvelles données sur l'état d'esprit des milieux officiels allemands en* 1914, dans *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, avril 1926, p. 141.

78. — Conrad à Berchtold, 10 juillet. *AD*, 1re partie, n° 14.

79. — Jagow à Tschirschky, 12 juillet. *K*, I, n° 36.

80. — Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 18 juillet. *K*, I, n° 70.

81. — Voir dans *AD*, 1re partie, nos 28 et 36, les minutieuses instructions de Berchtold (20 et 21 juillet) au ministre autrichien à Belgrade sur l'exigence d'une soumission absolue et « sans réserve » de la part de la Serbie et sur les préparatifs de son départ sans délai après la rupture des relations diplomatiques.

82. — Berchtold à Mérey, ambassadeur à Rome, 20 juillet. *AD*, 1re partie, n° 33. — Tisza écrivait, le 5 novembre 1914, à Tchirschky : « Nous avons fait notre démarche à Belgrade avec l'encouragement direct du gouvernement allemand, qui nous déclara regarder le moment présent comme favorable à un règlement de comptes plus inévitable que jamais avec la Serbie ».

CHAPITRE VI

83. — Tél. de Lichnowsky, 25 juillet. *K*, I, n° 163. — *Sidney Fay*, t. II, p. 248, résume ainsi l'impression produite dans les divers pays par l'ultimatum : « Partout, sauf à Berlin, ses demandes sévères et son ton intransigeant firent une impression pénible et causèrent les plus sérieuses appréhensions ».

84. — Tél. de Mensdorff, ambassadeur d'Autriche à Londres, 24 juillet. *AD*, 2e partie, n° 14.

85. — Tél. de Lichnowsky, 24 juillet. *K*, I, n° 157.

86. — Grey à Bunsen, ambassadeur à Vienne, 24 juillet. *BD*, n° 91.

87. — Tél. de Lichnowsky, 25 juillet. *K*, I, n° 165.

88. — Szápáry à Berchtold, 24 juillet. *AD*, 2e partie, nos 16 et 18.

89. — Tél. de Pourtalès, 25 juillet. *K*, I, n° 160. — Szápáry à Berchtold, 24 juillet. *AD*, 2e partie, n° 19.

90. — Communication de l'ambassadeur de Russie, et tél. de Grey à Bunsen, 25 juillet. *BD*, nos 117 et 118.

91. — Baron de Macchio, chef de section, à Berch-

told, et réponse de Berchtold, 25 juillet. *AD*, 2e partie, nos 29 et 30.

92. — Tél. de Lichnowsky, 24 juillet. *K*, I, n° 157.

93. — Jagow à Tschirschky, 25 juillet. *K*, I, n° 171.

94. — Le chargé d'affaires russe Bronewski à Jagow, 25 juillet. *K*, I, n° 172.

95. — Tél. de Jules Cambon, 25 juillet. *Livre Jaune*, nos 42 et 43.

96. — Jagow à Tschirschky, 25 juillet. *K*, I, n° 171.

97. — *Lutz*, p. 120.

98. — Buchanan à Grey, 25 juillet. *BD*, n° 125.

99. — Jagow au ministre allemand à Stockholm, 23 juillet. *K*, I, n° 123.

100. — Notes marginales de Guillaume II au tél. de Jagow à l'Empereur, 23 juillet, et au tél. de Lichnowsky à la Wilhelmstrasse, 24 juillet. *K*, I, nos 121 et 157.

101. — Elle se trouve dans *K*, I, n° 100.

102. — Annotation à un tél. de Goschen. *BD*, n° 249.

103. — *Lutz*, p. 249.

104. — Bethmann-Hollweg à Berchtold, 10 février 1913. *Gr. Pol.*, t. XXXIV, n° 12.818.

105. — Bethmann-Hollweg à Lichnowsky, 16 juin 1914. *K*, I, n° 3. « Je ne crois pas cependant que la Russie se prépare à une prompte guerre contre nous. Mais elle désire, et on ne saurait lui en vouloir, s'il se produit une nouvelle explosion de la crise des Balkans, pouvoir, grâce à des armements militaires considérables, adopter une attitude plus énergique que lors des derniers troubles balkaniques ».

106. — Tél. de Berchtold, 13 juillet. *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 10.229.

107. — Le ministre de la suite impériale à la Wilhelmstrasse, 14 juillet. *K*, I, n° 80.

108. — Le chef d'état-major de la marine à Jagow, 20 juillet. *K*, I, n° 82.

109. — Le chef intérimaire de l'état-major de la marine à la Wilhelmstrasse, 22 juillet. *K*, I, n° 111.

110. — KANNER, *Kaiserliche Katastrophenpolitik*, p. 251.

111. — Jagow au ministre d'Allemagne à Bruxelles, 29 juillet. *K*, II, n° 376.

112. — Tél. de l'ambassadeur de Schoen, 28 juillet. *K*, II, n° 350.

CHAPITRE VII

113. — Le texte de la réponse est dans *Livre bleu serbe*, n° 39, et dans *AD*, 2ème partie, n° 47.

114. — Rapports de Giesl, ministre d'Autriche en Serbie, 30 mai 1914. *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 9.774.

115. — Rapport de Giesl, 12 juin 1914. *Ibid.*, n° 9.844.

116. — *Berliner Monatshefte*, février 1932, p. 111.

117. — *Livre bleu serbe*, n° 37.

118. — *Berliner Monatshefte*, février 1932, p. 112, et tél. de Hartwig, ministre de Russie à Belgrade, dans *Affaires Etrangères*, 25 mai 1932, p. 310.

119. — Tél. de Griesinger, ministre d'Allemagne à Belgrade, au chancelier, 24 juillet. *K*, I, n° 137.

120. — Les détails qui suivent sont empruntés à l'interview de Pachitch par M. Léon SAVADJIAN, que celui-ci a publiée dans sa brochure *Les origines et les responsabilités de la guerre mondiale*, éditée par « La Revue des Balkans », 1933, p. 58.

121. — *Lutz*, pp. 128-9.

121bis. — *K*, II, n° 291 (26 juillet).

122. — Ces appréciations de Guillaume II figurent à la fin des annotations du texte de la réponse serbe, *K*, I, n° 271, et dans sa lettre à Jagow, 28 juillet, *K*, II, n° 293.

123. — Le chancelier à Tschirschky, 28 juillet. *K*, II, 323. — Procès-verbal de la séance du Conseil des ministres, 30 juillet. « Il y avait lieu d'ailleurs, dit Bethmann-Hollweg, de tenir compte de ce que la réponse serbe, sauf des points de détail, donnait en fait satisfaction aux desiderata austro-hongrois ». *K*, II, n° 456.

124. — *Fischer*, pp. 166-169.

125. — Le chancelier à l'ambassadeur à Paris, 26 juillet. *K*, I, n° 200.

126. — Tél. de l'ambassadeur de Schoen, 26 juillet. *K*, I, n° 235.

127. — M. de Schoen à la Wilhelmstrasse, 27 juillet 1914. *K*, I, n° 252. Note marginale du Kaiser.

128 et 129. — Télégramme-circulaire de Bienvenu-Martin, ministre intérimaire des Affaires étrangères, 27 juillet. *Livre Jaune*, n° 62.

130. — Berchtold à Szápáry, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, 25 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 42.

131. — Berchtold à Szápáry, 27 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 75.

132. — Lichnowsky à la Wilhelmstrasse, 28 juillet. *K*, II, n° 301.

133. — Note marginale de Bethmann-Hollweg au tél. précédent de Lichnowsky.

134. — *Fischer*, p. 186.

135. — *Conrad*, IV, p. 92.

136. — Grey à Sir Francis Bertie, ambassadeur à Paris, 26 juillet. *BD*, n° 140.

137. — Tél. secret de Sazonof aux ambassadeurs à Paris et à Londres, 27 juillet. *Livre Noir*, t. II, p. 279.

138. — Goschen, ambassadeur d'Angleterre, à Grey, 27 juillet. *BD*, n° 185.

139. — Le chancelier à Lichnowsky, 27 juillet. *K*, I, n° 248.

140. — Tél. de Jules Cambon, 27 juillet. *Livre Jaune*, n° 74.

141. — Szápáry à Berchtold, 27 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 73. — Pourtalès à la Wilhelmstrasse, 26 et 27 juillet. *K*, I, n° 238 et *K*, II, n° 282.

142. — Berchtold à Szápáry, 28 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 95.

143. — Tél. de Lichnowsky à la Wilhelmstrasse, 27 juillet. *K*, I, n° 258.

144. — Tél. de Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 27 juillet. *K*, I, n° 277.

145. — Tél. du chancelier à Lichnowsky, 28 juillet. *K*, II, n° 279.

146. — Szögyény à Berchtold, 27 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 68.

147. — Tschirschky à la Wilhelmstrasse, 29 juillet. *K*, II, n° 400.

CHAPITRE VIII

148. — Szögyény à Berchtold, 25 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 32.

149. — Tél. de Tschirschky, 26 et 27 juillet. *K*, I, nos 213 et 257.

150. — Berchtold à Szögyény, 27 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 69.

151. — *Lutz*, p. 129 à 135.

152. — « Remarques sur le rapport de la Commission des gouvernements alliés et associés concernant la responsabilité des premiers auteurs de la guerre », par Hans Delbrück, Albert Mendelsohn-Bartholdy, Max Montgelas et Max Weber, transmis à Clemenceau, président de la Conférence de la Paix, par Brockdorff-Rantzau, dans « Le Livre blanc allemand sur la responsabilité de la guerre », texte officiel, collection des « Materialien, betreffend die Friedensverhandlungen » (matériaux concernant les négociations de paix), Charlottenburg, 1919, p. 62.

153. — *Lutz*, p. 128.

154. — Rapport de Berchtold à l'empereur, 27 juillet, *AD*, 2ème partie, n° 78. Autre rapport du même au même, 29 juillet. *Ibid.*, 3ème partie, n° 26.

155. — Berchtold au ministère serbe des affaires étrangères, 28 juillet, avant midi. *AD*, 2ème partie, n° 97.

156. — Bunsen à Grey, 27 juillet. *BD*, n° 175.

157. — A propos de la communication faite par Vienne à Berlin de son intention de déclarer la guerre le lendemain, *Fischer*, p. 184, dit : « C'était l'acte décisif. D'après tout ce qui était apparu jusqu'ici, la Russie y répondrait par la guerre avec l'Autriche. »

158. — Berchtold à Szápáry, 25 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 42.
159. — *Lutz*, p. 136.
160. — *Livre blanc allemand*, p. 5.

CHAPITRE IX

161. — Les faits et leurs preuves sont rapportés par l'historien américain Binkley, *New light on Russi a's War guilt* (Lumière nouvelle sur la responsabilité de la Russie dans la guerre) dans « Current History », janvier 1926, et par Dobrorolski, *La mobilisation de l'armée russe en* 1914 (traduction française) dans « Revue d'histoire de la guerre mondiale », avril et juillet 1923. Voir aussi le télégramme circulaire de Bienvenu-Martin, 26 juillet, *Livre Jaune*, n° 50.

162. — *Conrad*, t. IV, p. 131. Il se rencontre, le 26 juillet, à 12 h. 30, chez Berchtold, avec l'ambassadeur d'Allemagne, qui fait savoir, d'après des renseignements fournis par le ministre de Danemark, que la Russie prend des mesures dans les districts militaires de ses frontières allemande et autrichienne. « J'objectai, dit Conrad, que cela ne signifiait pas encore nécessairement la mobilisation, mais qu'il fallait suivre les démarches de la Russie et faire comme elle pas à pas. »

163. — Entretien de Sonkhomlinoff avec l'attaché militaire allemand von Eggeling, 26 juillet, rapporté dans le télégramme de l'ambassadeur Pourtalès, 27 juillet. *K*, I, n° 242.

163 *bis*. — Tél. de Pourtalès, 27 juillet. *K*, I, n° 242. Voici le passage de ce télégramme : « Le ministre (de la guerre) affirma à plusieurs reprises que son pays avait un grand besoin de la paix et la désirait. J'ai eu l'impression d'une grande nervosité et de vives inquiétudes. Je crois leur désir de paix sincère et les renseignements militaires exacts, dans ce sens, qu'une mobilisation générale n'a pas été ordon-

née, mais qu'on a pris des mesures préparatoires très étendues. On s'efforce visiblement de gagner du temps pour de nouvelles négociations et la continuation des armements. La situation intérieure cause incontestablement de grandes préoccupations. Le trait dominant dans l'opinion est l'espérance dans l'Allemagne et la médiation de S. M. l'Empereur Guillaume II ».

164. — Tél. de l'attaché militaire allemand à la Cour de Russie, 29 juillet. *K*, II, n° 344.

165. — Pourtalès. *Am Scheidweg zwischen Krieg und Frieden* (A la croisée des chemins entre paix et guerre), p. 32.

166. — Télégramme secret au chargé d'affaires à Berlin, 28 juillet. *Livre Noir*, t. II, p. 283.

167. — Voir à ce sujet le mémoire de Dobrorolski cité note 161 ci-dessus.

168. — Pour ce qui suit, voir télégramme du chancelier à Pourtalès, 29 juillet, et télégrammes de Pourtalès, même date. *K*. II, n°s 342, 343, 365, 378. — Szápáry à Berchtold, même date. *A D*, 3ème partie, n° 19.

168*bis*. — Tél. de Pourtalès, 29 juillet. *K*, II, n° 365.

169. — *Krasniy Arkhiv* (Les Archives Rouges), t. 1er, p. 173. — Tél. d'Iswolsky, 27 juillet. *Livre Noir*, t. II, p. 282. — Tél. de Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, 27 juillet. *B D*, n° 185.

170. — Tél. de Pourtalès, 29 juillet. *K*, II, n° 378.

171. — *Fischer*, pp. 190-192.

172. — Le Kaiser au Tsar, 28 juillet. *K*, II, n° 335.

173. — Le Tsar au Kaiser, 29 juillet *K*, II, n° 366.

174. — Le Kaiser au Tsar, 29 juillet. *K*, II, n° 359.

175. — Ces détails sont empruntés à la déposition du chef d'Etat-major général Januskhevitch au procès du ministre de la guerre, Soukhomlinof, en 1917. *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, avril 1924.

176. — *Drobrorolski*, dans *Revue d'histoire de la Guerre Mondiale*, 1923, p. 149.

177. — Pour le détail, voir PALÉOLOGUE, *La Russie des Tsars*, et le *Journal de Schilling*.

178. — *Conrad*, IV, pp. 151-2.

179. — *Lutz*, p. 285, et *Fischer*, « Juli 1914 », dans *Vossische Zeitung*, 13 janvier 1931.

180. — Le Tsar à l'Empereur, 31 juillet. *K*, III, n° 487. « Nous sommes loin de désirer la guerre. Aussi longtemps que les négociations avec l'Autriche au sujet de la Serbie continueront, mes troupes ne se livreront à aucune action provocatrice. Je t'en donne ma parole solennelle. » Le 1er août, le Tsar télégraphiait encore à Guillaume II dans les termes suivants (*K*, III, n° 546) : « Je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais je désire recevoir de toi les mêmes garanties que celles que je t'ai données, c'est-à-dire que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous continuerons à négocier pour le bien de nos pays et de la paix universelle, chère à nos cœurs. Notre amitié longuement éprouvée doit réussir, avec l'aide de Dieu, à éviter l'effusion du sang. Anxieux, mais plein de confiance, j'attends la réponse. » — Le Kaiser répondit (*K*, III, n° 600) que le silence du gouvernement russe « sur le seul moyen » qui, à son avis, permettait d'éviter la guerre, l'avait contraint à mobiliser. Il poursuivait ainsi : « Une réponse immédiate, affirmative, claire et irrécusable de ton gouvernement est le seul moyen d'éviter des calamités sans bornes. Hélas, tant que je n'aurai pas reçu cette réponse, je serai dans l'impossibilité de discuter le sujet de ton télégramme. En fait, je dois te prier d'ordonner immédiatement à tes troupes de ne commettre, sous aucun prétexte, la plus légère violation de nos frontières ». Guillaume II éludait donc la question posée par Nicolas, sur qui, suivant sa tactique, il cherchait à rejeter toute responsabilité.

CHAPITRE X

181. — PALÉOLOGUE, *La Russie des Tsars*, t. I^er^. — *Poincaré*, chapitre VII. — Tél. de l'ambassadeur anglais Buchanan, 24 juillet. *B D*, n° 101.

182. — Sur sa conversation avec le Président de la République, voir aussi tél. de Buchanan, 22 juillet. *B D*, n° 76.

183. — Sur cet entretien, nous suivons le récit de Szapary (tél. du 21 juillet). *A D*, 1re partie, n° 45.

184. — Le texte du tél. de Sazonof se trouve dans le *Journal de Schilling*, appendice I, p. 85.

185. — Tél. de Pourtalès, 24 juillet. *K*, I, n° 203.

186. — Le seul témoignage connu sur la rédaction du communiqué est celui de *Poincaré*, p. 279.

187. — Tél. de Paléologue, 25 juillet. *Livre Jaune*, n° 38.

188. — Le texte du tél. de Viviani est dans *Poincaré*, p. 307.

189. — *Ibid.*, p. 347.

190. — *Poincaré*, p. 373. *Livre Jaune*, n° 85.

191. — HULDERMANN, *La vie d'Albert Ballin* (trad. fr.), p. 234. « Le gouvernement français désirait si peu la guerre que ses représentants à Londres avaient été, selon l'expression de Ballin, « très petits », et feraient tout pour prévenir une catastrophe. »

192. — Tél. de Szécsen, 28 juillet. *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 10907.

193. — Tél. de M. de Schœn, 29 juillet. *K*, II, n° 367.

194. — Tél. de Szécsen, 30 juillet, *Œ. U. A.*, t. VIII, n° 11079.

195. — Sazonof à Iswolsky, 29 juillet. *Livre Noir*, t. II, p. 289. « Comme nous ne pouvons pas accéder au désir de l'Allemagne, il ne nous reste qu'à accélérer nos armements et à envisager l'éventualité inévitable d'une guerre. Veuillez en prévenir le gouvernement français, et en même temps lui exprimer notre sincère reconnaissance pour la déclaration que m'a faite en son nom l'ambassadeur de France,

que nous pouvons compter entièrement sur l'appui de la France. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration est pour nous particulièrement précieuse. Il serait extrêmement désirable que l'Angleterre aussi, sans perdre de temps, s'adjoignît à la France, vu que ce n'est que de la sorte qu'elle réussira à prévenir une dangereuse rupture de l'équilibre européen. »

196. — Tél. de Viviani aux ambassadeurs à Saint-Pétersbourg et à Londres, 30 juillet. *Livre Jaune*, n° 101. — Le texte original est le suivant : « Comme je vous l'ai indiqué dans mon télégramme du 27 de ce mois, le gouvernement de la République est décidé à ne négliger aucun effort en vue de la solution du conflit et à seconder l'action du gouvernement impérial dans l'intérêt de la paix générale. La France est, d'autre part, résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance. Mais, dans l'intérêt même de la paix générale, et étant donné qu'une conversation est engagée entre les puissances moins intéressées, je crois qu'il serait opportun que, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces ».

197. — Tél. secret d'Iswolsky, 30 juillet. *Livre Noir*, t. II, p. 290.

198. — La note de Viviani, datée du 23 janvier 1915, et son tél. à Paléologue (30 juillet, à 20 h. 40) sont encore inédits. — Voici le passage essentiel de la note : « Le matin (31 juillet), M. Isvolsky, qui avait dans la nuit été mis au courant du contenu du télégramme de M. Viviani (c'est le télégramme n° 101 cité dans la note 196 ci-dessus), revint voir M. le Président du Conseil. Le comte Ignatieff, attaché militaire russe, avait vu M. Messimy dans la matinée, et, au cours de cette conversation, il s'était demandé comment on pourrait traduire la réserve ci-dessus en langage militaire. Dans quelle mesure les dispositions

préparatoires de la mobilisation pouvaient-elles être suspendues pour ne point donner à l'Allemagne le prétexte redouté? M. le Président du Conseil se souvient que M. Isvolsky lui montra un papier dans lequel le comte Ignatieff avait, à la lumière de sa conversation avec M. Messimy, indiqué dans quel sens, au point de vue militaire, la formule du télégramme du Président du Conseil devait être entendue ».

199. — Tél. de Paléologue, 30 juillet. *Livre Jaune*, n° 102. Voir le texte de ce document dans APPUHN et RENOUVIN. *Introduction aux Tableaux d'histoire comparée de Guillaume* II, p. 95, où il a été correctement publié pour la première fois.

200. — C'est le télégramme de Paléologue qui figure, mais incorrectement reproduit, au *Livre Jaune*, sous le n° 118.

CHAPITRE XI

201. — Tél. de Mensdorff, ambassadeur d'Autriche à Londres, 22 décembre 1912. *Œ. U. A.*, t. V, n° 5028.

202. — Tél. de Lichnowsky, 4 décembre 1912. *Gr. Pol.*, t. XXXIII, n° 12481.

203. — Voir les télégrammes de Lichnowsky dans *K*, I, n°s 5, 30, 43, 55, 62, 165, 258, 265. Le 24 juin 1914, soit plusieurs jours avant l'attentat de Serajevo, l'ambassadeur rapportait les paroles suivantes de Grey : « Il n'existait aucun arrangement non publié entre la Grande-Bretagne et les puissances de l'Entente. Il pouvait me le répéter, comme il l'avait déclaré au Parlement, et il se réjouissait de pouvoir ajouter qu'il ne ferait jamais rien pour donner à l'Entente une pointe dirigée contre l'Allemagne. Il croyait aussi que, dans ces derniers temps, cette question était envisagée chez nous d'une façon plus calme. Mais il voulait être tout à fait sincère avec moi, et ne désirait pas m'induire en erreur. Il profitait, en conséquence, de l'occasion qui lui était

offerte pour me dire qu'en dépit des faits ci-dessus, ses rapports avec les deux autres puissances de l'Entente étaient, avant comme après, très intimes, et n'avaient rien perdu de leur solidité première. Pour toutes les questions importantes, il se tenait avec les gouvernements de ces puissances en contact permanent ».

Le 14 juillet, Lichnowsky formule l'opinion suivante sur l'état d'esprit anglais : « Il sera difficile de flétrir toute la nation serbe comme un peuple de malfaiteurs et d'assassins, et de lui enlever, comme s'est efforcé de le faire le « Lokalanzeiger », les sympathies de l'Europe civilisée... Assurément on comprendrait ici la poursuite impitoyable et sévère des assassins, mais je crains que l'on n'ait pas pour soi l'opinion publique si l'on essaie d'exploiter cette occasion sur le terrain politique, et d'en faire le point de départ de mesures militaires contre un peuple de criminels. Dans ce cas, le cabinet actuel, déjà affaibli par la crise intérieure, n'aura guère la force de soutenir une politique en contradiction tant avec les sentiments moraux de la nation qu'avec les tendances favorites du parti (libéral). »

Le 16 juillet : « J'exprime de nouveau l'avis que, si l'on prend des mesures militaires contre la Serbie, toute l'opinion publique prendra parti contre l'Autriche-Hongrie ».

Le 27 juillet : « De plus en plus, on a ici l'impression, et c'est ce que j'ai nettement recueilli de mon entretien avec sir Edward Grey, que toute la question serbe prend le caractère d'une question de prépondérance entre la Triple Alliance et la Triple Entente. Par suite, si l'intention de l'Autriche de profiter des circonstances actuelles pour écraser la Serbie (to crush Servia, comme l'a dit sir Edward Grey), se manifestait toujours plus nettement, l'Angleterre, j'en suis certain, se mettrait sans réserve aux côtés de la France et de la Russie, pour montrer qu'elle n'est pas disposée à tolérer la défaite morale ou militaire de son groupe. Si, dans ces conditions,

on en vient à la guerre, nous aurons l'Angleterre contre nous. Car le sentiment que la guerre, vu l'esprit de conciliation du gouvernement serbe, aurait pu facilement être évitée, sera un facteur décisif pour l'attitude du gouvernement britannique. »

204. — Rapport de M. de Schœn, chargé d'affaires, 18 juillet. *K*, IV, annexe IV, n° 2.

205. — Grey à Buchanan, 25 juillet. *BD*, n° 132.

206. — Tél. de Lichnowsky, 9 juillet. *K*, I, n° 30.

207. — Tél. de Lichnowsky, 25 juillet. *K, I*, n° 180.

208. — Tél. de Lichnowsky, 27 juillet. *K*. I, n° 265. Tél. de Mensdorff à Berchtold, 28 juillet. *AD*, 2ème partie, n° 91. « Je crois que Grey voudrait, dans un but pacifique, collaborer avec l'Allemagne. S'il soupçonnait que l'Allemagne nous a « poussés » ou, généralement parlant, qu'elle désire provoquer une guerre avec la Russie, sa conduite changerait de beaucoup, et il se rangerait, je le crains, d'autant plus résolument du côté russe. »

209. — Hulderman, *Vie de Albert Ballin* (trad. franç.), p. 301.

210. — Lettre du prince Henry de Prusse à Guillaume II, 28 juillet. *K*, II, n° 374.

211. — *Fischer*, pp. 202-203.

212. — *Lutz*, p. 188.

213. — Tél. de Buchanan, 24 juillet : notes de Crowe. *BD*, n° 101.

CHAPITRE XII

214. — Tél. de Goschen, 29 juillet. *BD*, n° 293. — Conversation de Bethmann-Hollweg avec Goschen, 29 juillet. *K*, II, n° 373.

215. — Tél. de Jagow, 29 juillet. *K*, II, n° 375. Le texte de l'ultimatum est *Ibid*, n° 376.

216. — *Fischer*, p. 204.

217. — *Lutz*, p. 210.

218. — Lettre autographe du Tsar à Sazonof, 27

juillet. *Livre noir*, t. II, p. 283. — Voir aussi le tél. de l'attaché militaire allemand à la Cour de Russie, 28 juillet. *K*, II, n° 337.

219. — Annotations marginales de Guillaume II au tél. précédent. *K*, II, n° 337.

220. — Bethmann-Hollweg à Pourtalès, 29 juillet. *K, II*, n° 391.

221. — *Lutz*, p. 211.

222. — Tél. du chancelier à Tschirschky, 29 juillet. *K*, II, n° 385.

223. — Tél. de Rodd, ambassadeur d'Angleterre à Rome, 28 juillet. *BD*, n° 231. — Tél de Lichnowsky, 29 juillet. *K*, II, n° 357.

224. — Tél. de Lichnowsky, 29 juillet. *K*, II, n° 368.

225. — Tél de Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 30 juillet. *K*, II, n° 396. — Le chancelier à Jagow, 29 juillet. *K*, II, n° 340.

226. — Entretien de Berchtold avec l'ambassadeur de Russie, 29 juillet. *AD*, 3ème partie, n° 23. — Tél. de Tschirschky, 30 juillet. *K*, II, n° 433. — Tél. de Berchtold à Szápáry, 30 juillet. *AD*, 3ème partie, n° 44.

227. — Tél. de Pourtalès, 30 juillet. *K*, II, n° 412. — Tél. de Lichnowsky, 29 juillet. *K*, II, n° 357. — Grey à Goschen, 29 juillet. *BD*, n° 284.

228. — Tél. de Pourtalès, 30 juillet. *K*, II, n°s 401 et 412.

229. — Tél. du chancelier à Tschirschky, 29 juillet. *K*, II, n° 361.

230. — *Lutz*, p. 180.

231. — Tél. de Pourtalès, 30 juillet. *K*, II, n° 421.

232. — Tél. de Swerbéev, ambassadeur de Russie à Berlin, 30 juillet. *Livre orange russe*, n° 63.

233. — Guillaume II à Jagow, 28 juillet. *K, II*, n° 293.

234. — Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 28 juillet. *K*, II, n° 323.

235. — Démarche de l'ambassadeur d'Allemagne, 29 juillet. *AD*, 3ème partie, n° 24.

236. — *Lutz*, p. 212.

237. — Tél. de Tschirschky, 29 juillet. *K*, II, n° 388.

238. — *Fischer*, pp. 196-7.

239. — L'ambassade d'Autriche-Hongrie à la Wilhelmstrasse, 30 juillet. *K*, II, n° 428.

240. — *Fischer*, p. 187.

241. — Tél. de Lichnowsky, 29 juillet. *K*, II, n° 368.

242. — Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 30 juillet. *K*, II, n° 395.

243. — Le même au même, 30 juillet. *K*, II, n° 396.

244. — Notes marginales de Guillaume II au tél. de Lichnowsky, 29 juillet. *K*, II, n° 368.

245. — Guillaume II à François-Joseph, 30 juillet. *K*, II, n° 437.

246. — Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 30 juillet. *K*, II, n° 441.

247. — Tél. de Lichnowsky, 30 juillet. *K*, II, n° 447.

248. — Tél. de Lichnowsky, 30 juillet. *K*, II, n° 435.

249. — Tél. de Bethmann-Hollweg, 30 juillet. *K*, II, n° 441.

250. — Tél. de Pourtalès, 30 juillet. *K*, II, n° 449.

251. — Note de l'ambassade d'Autriche à Berlin, 30 juillet. *K*, II, n° 427.

252. — Tél. de Bethmann-Hollweg à Tschirschky, 30 juillet. *K*, II, n°s 450 et 464.

CHAPITRE XIII

253. — Le Grand Etat-major général au chancelier. *K*, II, n° 349.

254. — Voir les rapports de Lerchenfeld, ministre de Bavière, et de Wenninger, attaché militaire bavarois, à Berlin, 29 et 31 juillet, cités par *Lutz*, pp. 193-4.

255. — Note de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Berlin, 29 juillet. *K*, II, n° 352.

256. — ZWEHL, *Erich von Falkenhayn*, p. 57.

257. — Procès-verbal de la séance du ministère prussien, 30 juillet. *K*, II, n° 456.

258. — Les tél. de Moltke sont donnés par *Conrad*, t. IV, p. 152.

259. — *Lutz*, pp. 232-3.

260. — *Conrad*, t. III, p. 238, et t. IV, p. 150.

261. — *Ibid.*, t. IV, p. 151.

262. — *Fischer*, p. 230.

263. — Voir pour le détail *Conrad*, t. IV, pp. 152-153.

264. — Note de la Direction politique à la Wilhelmstrasse, 31 juillet matin. *K*, II, n° 468.

265. — Berchtold à Szögyény, 31 juillet. *AD*, 3ème partie, n° 50.

266. — Le procès-verbal est dans *AD*, 3ème partie, n° 79.

267. — Le chancelier à Tschirschky, 31 juillet, 1 h. 45 de l'après-midi. *K*, II, n° 479.

268. — Le chancelier à Lichnowsky, 31 juillet, 3 h. 10 après-midi. *K*, III, n° 488.

269. — Le chancelier à Lichnowsky, 31 juillet. *K*, III, n° 529. « Une armée russe mobilisée à nos frontières, sans que nous ayons mobilisé, même sans « provocative action », est pour nous un danger vital. La provocation dont la Russie s'est rendue coupable en mobilisant contre nous à un moment où, à sa prière, nous agissions comme médiateurs à Vienne, est du reste tellement forte qu'aucun Allemand ne comprendrait que nous n'y répondions pas par des mesures énergiques. »

CHAPITRE XIV

270. — *Fischer*, pp. 197 et 231. Voir aussi les réflexions de *Lutz*, p. 12.

271. — Les articles du *Vorwärts* ont été analysés et presque tous traduits par LA CHESNAIS. *Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre* (1915). Nous lui avons emprunté ses traductions, sauf

pour quelques passages omis par lui et que nous avons pris directement sur l'original. Voir aussi ROYER, *La social-démocratie allemande et austro-hongroise et les socialistes belges* (1915). Nous avons étudié la question d'une manière plus approfondie, d'après des documents que ces deux auteurs n'ont pas connus, dans un article intitulé *Les socialistes allemands pendant la crise de juillet* 1914 et paru dans « Revue d'histoire de la guerre mondiale », numéro d'octobre 1933. Le présent récit lui emprunte quelques passages ou quelques expressions.

272. — Le texte de l'appel (Aufruf!), dont LA CHESNAIS, p. 10, donne une traduction, se trouve en allemand dans le *Vorwärts* du 25 juillet (Extra-Ausgabe) et dans l'ouvrage consacré par Ernst HAASE à son père sous le titre *Hugo Haase. Sein Leben und Wirken*, p. 24.

273. — Sur la réunion du Bureau international à Bruxelles, voir les textes dans LA CHESNAIS, p. 24, et SCHEIDEMANN, *Mémoiren eines Sozialdemokraten* (Mémoires d'un socialdémocrate), t. I^er^, p. 237.

274. — Cité par ANDLER, *Le socialisme impérialiste allemand*, p. 111.

275. — Conversation avec Bebel dans VON ECKARDSTEIN, *Die Isolierung Deutschlands* (L'isolement de l'Allemagne), p. 136 (tome III de *Lebenserinnerungen*) (Souvenirs de ma vie).

276. — *Hugo Haase. Sein Leben und Wirken* (sa vie et son œuvre), p. 25.

277. — Sur la conversation du chancelier et de Südekum et la lettre de Südekum, voir BERGSTRAESSER (Ludwig), *Die preussische Wahlrechtsfrage im Kriege und die Entstehung der Osterbotschaft* 1917 (La question du droit de suffrage en Prusse pendant la guerre et l'origine du message de Pâques), pp. 2-3. L'ouvrage a paru en 1929.

278. — Le procès-verbal de la séance du Conseil est dans *K*, II, 456.

279. — Rapport du comte Montgelas, cité dans

Zehn Jahre Sozialdemokratie (Dix ans de social-démocratie), p. 9 (Publication du Parti communiste allemand, 1924). — UMBREIT, *Die deutschen Gewerkschaften im Kriege* (Les syndicats allemands pendant la guerre), p. 158, dans *Der Krieg und die Arbeits-Verhältnisse* (La guerre et les conditions du travail), publication de 1928 dans la série allemande de l'Histoire économique et sociale de la guerre (Dotation Carnegie).

280. — SCHEIDEMANN, *Memoiren eines Sozialdemokraten*, p. 239-241.

281. — Les documents relatifs au voyage de Hermann Müller à Paris sont dans LA CHESNAIS, *ouvr. cité*, p. 53 et Appendice I, et dans SCHEIDEMANN, p. 252.

282. — LA CHESNAIS, p. 35, donne la traduction du Manifeste et celle de l'article du *Vorwärts* (1er août) sur « L'heure fatale de l'Europe », qui se termine comme suit : « Si toutefois l'horreur devenait réalité, si la guerre des peuples noyait l'Europe dans des vagues de sang, une chose est certaine : la social-démocratie ne porte en rien la responsabilité des événements prochains. »

283. — *Hugo Haase*, p. 27. Voir aussi LA CHESNAIS, p. 63-64.

284. — La déclaration est intégralement publiée en traduction française par LA CHESNAIS, p. 65.

285. — BERGSTRAESSER, p. 3.

286. — HAENISCH (Konrad), *Die deutsche Sozialdemokratie in und nach dem Weltkriege* (La social-démocratie allemande pendant et après la guerre mondiale), donne de nombreuses citations, pour la plupart empruntées aux journaux locaux comme *Münchener Post*, *Rheinische Zeitung*, *Volksblatt für Halle*, *Chemnitzer Volkstimme*, *Hamburger Echo*, etc.

287. — HAENISCH, p. 15.

288. — Note de Guillaume II sur le télégramme du Tsar, 29 juillet. *K*, II, 332.

CHAPITRE XV

289. — Le chancelier à Pourtalès, 31 juillet. *K*, III, n° 490.

290. — Le chancelier à de Schoen, 31 juillet. *K*, III, n° 491.

291. — De Schoen, *Erlebtes* (Ma vie), trad. fr., pp. 214, 254, 273.

292. — Viviani à Paléologue, 31 juillet. *Livre Jaune*, n° 117.

293. — Jagow à Pourtalès, 1er août. *K*, III, n° 542.

294. — Le détail des faits et les textes essentiels sont exactement donnés dans *Poincaré*, pp. 424-6, 458, 479, 482-3.

295. — L'ambassadeur de France au secrétaire d'Etat des affaires étrangères, 3 août. *K*, III, n° 722. — Viviani à Jules Cambon, 2 août. *Livre Jaune*, n° 139.

296. — Lettre remise par de Schoen à Viviani, 3 août, à 18 h. 45. *Livre jaune*, n° 147. — Jagow à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, 2 août. *K*, III, n° 664.

297. — Le ministre de Prusse à Munich au chancelier, 2 août. *K*, IV, n° 758.

298. — Bertie, ambassadeur en France, à Grey, 31 juillet. *BD*, n° 382. — Le ministre allemand en Belgique à la Wilhelmstrasse, 1er août. *K*, III, n° 584.

299. — A. de Bassompierre. *La nuit du 2 au 3 août 1914 au ministère des affaires étrangères de Belgique* dans *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1916.

300. — Eyschen, ministre d'Etat de Luxembourg, à Jagow, 1er août. *K*, III, nos 602, 637. — Le ministre allemand en Luxembourg à la Wilhelmstrasse, 2 août. *Ibid.*, n° 619. — La Grande-Duchesse de Luxembourg au Kaiser, 2 août. *Ibid.*, n° 638. — Le chancelier à Eyschen, ministre d'Etat, 2 août. *Ibid.*, n° 640. — Le chancelier à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, 2 août. *Ibid.*, n° 642. — Jagow à Eyschen, 2 août. *Ibid.*, n° 649.

301. — Jagow au ministre d'Allemagne à Bruxelles, 30 juillet. *K*, III, n° 648.

302. — Jagow au ministre d'Allemagne à Bruxelles, 29 juillet. *K*, II, n°s 375 et 376. Le même au même, 2 août. *K*, III, n° 682. *Livre gris belge*, I, n° 19.

302*bis*. — Proclamation du général von Emmich « Au peuple belge » exposée au Musée de la guerre (château de Vincennes).

303. — Le ministre allemand en Belgique à la Wilhelmstrasse, 3 août. *K*, III, n° 709; *K*, IV, n° 779. — Le roi des Belges au Kaiser, 4 août. *Ibid.*, n° 837.

304. — Le ministre allemand en Belgique à la Wilhelmstrasse, 3 août. *K*, IV, n°s 709 et 779. — Le roi des Belges au Kaiser, 4 août. *Ibid.*, n° 837.

305. — Le chancelier à Lichnowsky, 3 août. *K*, IV, n° 790.

306. — Note au tél. du ministre allemand en Roumanie à la Wilhelmstrasse, 4 août. *K*, IV, n° 811.

307. — C'est l'expression qu'emploie Bethmann-Hollweg à la 27e séance du Bundesrath (Conseil des Etats confédérés) tenue le 1er août. *K*, III, n° 553.

TABLE

AVANT-PROPOS. 7

PRINCIPAUX PERSONNAGES 11

CHAPITRE PREMIER. — L'ANTAGONISME AUSTRO-SERBE AVANT 1914. 13

CHAPITRE II. — L'ATTENTAT DE SERAJEVO. . . . 33

CHAPITRE III. — L'ALLEMAGNE CONSEILLE UNE GUERRE IMMÉDIATE 43

CHAPITRE IV. — L'AUTRICHE PREND SA DÉCISION DE GUERRE 53

CHAPITRE V. — LA SOLIDARITÉ AUSTRO-ALLEMANDE DANS L'ULTIMATUM. . 61

CHAPITRE VI. — L'ALLEMAGNE CONTRE L'INTERVENTION DE L'ENTENTE. . . . 69

CHAPITRE VII. — LA RÉPONSE SERBE ET LES PROPOSITIONS PACIFIQUES DE L'ENTENTE 81

CHAPITRE VIII. — LA DÉCLARATION DE GUERRE A LA SERBIE (28 JUILLET). . . 98

CHAPITRE IX. — LA MOBILISATION RUSSE. 107

CHAPITRE X. — LES CONVERSATIONS FRANCO-RUSSES DE SAINT-PÉTERSBOURG. 119

CHAPITRE XI. — L'ATTITUDE DE L'ANGLETERRE. 134

CHAPITRE XII. — L'ALLEMAGNE CONTRE LES ULTIMES TENTATIVES DE PAIX. 145

CHAPITRE XIII. — LA MOBILISATION GÉNÉRALE AUTRICHIENNE. 165

CHAPITRE XIV. — LA MOBILISATION RUSSE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE. 176

CHAPITRE XV. — LES ULTIMATUMS ET LES DÉCLARATIONS DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE 195

CHAPITRE XVI. — RÉSUMÉ GÉNÉRAL 209

RÉFÉRENCES. 219

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA PRAWNICZA

BIBLIOTEKA
KATEDRY
PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO
U. J.

008392